



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

RELEVER LES DÉFIS DE NOTRE ÉPOQUE

Rapport du Comité permanent des finances

Peter Fonseca, président

MARS 2023
44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : www.noscommunes.ca

RELEVER LES DÉFIS DE NOTRE ÉPOQUE

Rapport du Comité permanent des finances

**Le président
Peter Fonseca**

MARS 2023

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

AVIS AU LECTEUR

Rapports de comités présentés à la Chambre des communes

C'est en déposant un rapport à la Chambre des communes qu'un comité rend publiques ses conclusions et recommandations sur un sujet particulier. Les rapports de fond portant sur une question particulière contiennent un sommaire des témoignages entendus, les recommandations formulées par le comité et les motifs à l'appui de ces recommandations.

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

PRÉSIDENT

Peter Fonseca

VICE-PRÉSIDENTS

Jasraj Singh Hallan

Gabriel Ste-Marie

MEMBRES

Yvan Baker

Terry Beech

Daniel Blaikie

Adam Chambers

Sophie Chatel

Julie Dzerowicz

Philip Lawrence

Heath MacDonald

Marty Morantz

AUTRES DÉPUTÉS QUI ONT PARTICIPÉ

Dan Albas

Tony Baldinelli

Alexandre Boulerice

Don Davies

L'hon. Ed Fast

Michelle Ferreri

Ted Falk

Leah Gazan

Matthew Green

Stéphane Lauzon

Sébastien Lemire

Chris Lewis

Jake Stewart

GREFFIERS DU COMITÉ

Carine Grand-Jean

Alexandre Roger

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Services d'information, d'éducation et de recherche parlementaires

Sylvain Fleury, analyste

Michaël Lambert-Racine, analyste

Joëlle Malo, analyste

LE COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

a l'honneur de présenter son

DIXIÈME RAPPORT

Conformément au mandat que lui confère l'article 108(2) du Règlement, le Comité a étudié les consultations prébudgétaires en vue du budget de 2023 et a convenu de faire rapport de ce qui suit :

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES RECOMMANDATIONS.....	1
RELEVER LES DÉFIS DE NOTRE ÉPOQUE.....	47
Introduction.....	47
Chapitre 1 : Politique fiscale et gouvernement.....	48
Finances fédérales.....	50
Réforme fiscale et conformité	52
Impôt des sociétés et des particuliers	56
Taxes à la consommation et tarification du carbone.....	57
Ministères et institutions fédéraux	58
Chapitre 2 : Environnement et changements climatiques.....	60
Électrification des transports	64
Transition vers une économie à faibles émissions de carbone	65
Préservation des environnements naturels.....	68
Chapitre 3 : Soutien aux particuliers.....	69
Immigration.....	72
Emploi et travail.....	74
Éducation et formation de la main d'œuvre	78
Enfants, familles et politique sociale.....	81
Santé	84
Revenu de retraite et aînés.....	85
Chapitre 4 : Soutien aux entreprises.....	87
Tourisme et accueil.....	89
Agriculture, alimentation et pêches	91
Industrie et Innovation	93
Mesures de soutien temporaires.....	96
Cadres réglementaires.....	97

Commerce.....	99
Chapitre 5 : Soutien aux collectivités.....	100
Logement.....	102
Infrastructure.....	105
Sécurité.....	108
Arts, culture et information.....	110
Équité, diversité et inclusion.....	115
Conclusion.....	117
ANNEXE A PROPOSITIONS DES TÉMOINS.....	119
ANNEXE B LISTE DES MÉMOIRES PAR SUJET.....	157
ANNEXE C LISTE DES TÉMOINS.....	215
PROCÈS-VERBAUX.....	219
OPINION DISSIDENTE DU PARTI CONSERVATEUR DU CANADA.....	221
OPINION COMPLÉMENTAIRE DU BLOC QUÉBÉCOIS.....	225
OPINION COMPLÉMENTAIRE DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU CANADA.....	227

LISTE DES RECOMMANDATIONS

À l'issue de leurs délibérations, les comités peuvent faire des recommandations à la Chambre des communes ou au gouvernement et les inclure dans leurs rapports. Les recommandations relatives à la présente étude se trouvent énumérées ci-après.

Le Comité regrette qu'en raison de circonstances indépendantes de sa volonté, il n'ait pas pu se déplacer et rencontrer un plus large éventail de témoins de partout au Canada de la manière habituelle. Cependant, nous avons apprécié et examiné toutes les soumissions de consultation prébudgétaire.

Nous reconnaissons que le Canada doit naviguer dans un contexte économique mondial difficile et que la situation budgétaire du Canada, malgré les défis réels auxquels sont confrontés les ménages et les entreprises canadiennes, se compare favorablement à celle des autres pays du G7.

À la lumière de cela, nous croyons que le Canada a des ressources pour relever les défis de notre époque, notamment : lutter contre la pauvreté et le fléau croissant de l'itinérance, maîtriser l'inflation et s'attaquer à l'abordabilité, réparer notre système de santé, faire la part du Canada dans la lutte contre le changement climatique et veiller à ce que les travailleurs canadiens ne soient pas laissés pour compte dans la nouvelle économie de l'énergie émergente en organisant une réponse importante à la loi américaine sur la réduction de l'inflation dans le budget de 2023. Les recommandations suivantes sont avancées pour souligner les priorités que le gouvernement doit prendre en compte dans ce contexte et dans les futurs documents budgétaires.

Le Comité permanent des finances de la Chambre des communes recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 1

Travaille avec les provinces et les territoires pour augmenter le financement fédéral du Transfert canadien en matière de santé, assorti d'obligations redditionnelles, et améliore les résultats pour les Canadiens grâce à de nouveaux programmes de santé publique comme les soins dentaires et l'assurance médicaments. 51

Recommandation 2

Indexe le Transfert canadien en matière de santé afin qu'il suive le rythme des coûts croissants en matière de soins de santé et que sa formule de calcul tienne compte du vieillissement de la population des provinces et des territoires. 51

Recommandation 3

Prenne des mesures immédiates pour créer un transfert canadien en matière de santé mentale qui allouerait un financement fédéral permanent et continu aux provinces et aux territoires pour les services de santé mentale, à compter du budget 2023. 51

Recommandation 4

Atténue les impacts de l'inflation, notamment par le biais de mesures qui incitent les entreprises à investir et lorsque les conditions seront appropriées, considère la mise en œuvre de plans de croissance économique pour lancer un nouveau cycle économique plus équitable et durable orienté vers l'accroissement de la productivité, la hausse de l'offre d'habitation et l'accélération de la transition énergétique. 52

Recommandation 5

Élimine l'ensemble des subventions, du financement public et des autres aides financières inefficaces accordés au secteur pétrolier et gazier. 52

Recommandation 6

Réaffecte les subventions du secteur des combustibles fossiles au développement des énergies renouvelables et performantes, tout en aidant les personnes les plus touchées par cette transition. 52

Recommandation 7

Accroisse graduellement son enveloppe d'aide internationale afin de se conformer à son engagement d'augmenter de façon prévisible et soutenue l'aide qu'il apporte chaque année au développement international, de mieux se préparer aux futures pandémies, de faire progresser l'action climatique et d'assurer une reprise juste, inclusive et durable dans le monde. 52

Recommandation 8

Entreprene un examen public pour identifier les dépenses fiscales fédérales, les échappatoires fiscales et les autres mécanismes d'évitement fiscal dont profitent tout particulièrement les personnes à revenu élevé, les particuliers fortunés et les grandes sociétés et formule des recommandations en vue de les éliminer ou de les limiter..... 53

Recommandation 9

Prene des mesures pour combler l'écart croissant des revenus et générer des revenus pour financer les programmes de réduction de la pauvreté en éliminant les échappatoires fiscales et l'utilisation des pays avec une faible imposition ou non coopératifs à des fins fiscales, en imposant la richesse extrême et en mettant en œuvre un impôt sur les profits excessifs, notamment les gains exceptionnels associés à la pandémie. 53

Recommandation 10

Entreprene un vaste examen des méthodes permettant d'accroître considérablement la quantité, la précision, la qualité et la rapidité de l'information accessible au public sur la situation financière des particuliers, des sociétés et des fiducies, y compris sur la propriété, les actifs, le revenu et les impôts payés, dans le respect de la Charte des droits du contribuable protégeant notamment leur droit à la vie privée et à la confidentialité. 53

Recommandation 11

Continue à promouvoir la transparence des entreprises et travaille avec la communauté internationale afin de promouvoir une plus grande transparence dans les déclarations financières pays par pays des grandes sociétés transnationales. 54

Recommandation 12

Augmente la transparence et la reddition de comptes de l'Agence du revenu du Canada. 54

Recommandation 13

Facilite le partage d'informations fiscales relatives aux activités à l'étranger de contribuables canadiens et d'entreprises établies au Canada entre l'Agence du Revenu du Canada et Revenu Québec..... 54

Recommandation 14

Finance l'Agence de Revenu du Canada afin qu'elle soit outillée pour lutter contre les échappatoires fiscales notoires, tout en maintenant un leadership fort au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour une application de l'initiative concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices plus ambitieuse et plus équitable pour les pays en développement. 54

Recommandation 15

Accroisse davantage le financement de l'Agence du revenu du Canada afin de lui permettre de veiller à la conformité des plus grandes entreprises et des personnes les mieux nanties..... 54

Recommandation 16

Revoit le fonctionnement des pratiques de divulgation obligatoire. 54

Recommandation 17

Prenne des mesures décisives, notamment en modifiant la *Loi sur l'interprétation des conventions en matière d'impôts sur le revenu*, pour empêcher que le chalandage fiscal soit utilisé pour éviter l'impôt canadien, particulièrement lorsque des gains en capital sont tirés de ressources naturelles canadiennes comme dans le cas d'Alta Energy Luxembourg qui, à lui seul, a privé le gouvernement d'un revenu fiscal calculé sur un gain en capital d'environ 380 millions de dollars. 54

Recommandation 18

Réfléchisse à l'application automatique d'une pénalité substantielle, dont le montant pourrait être discrétionnaire, lorsque la règle générale anti-évitement (RGAÉ) est jugée applicable à une transaction afin de modifier l'analyse risque/récompense effectuée par les contribuables qui envisagent une transaction d'évitement fiscal agressive, donnant ainsi à la RGAÉ un effet de dissuasion fiscale plus efficace..... 55

Recommandation 19

Modifie la règle générale anti-évitement et certaines dispositions connexes afin :

- qu'il incombe clairement au contribuable de prouver que, malgré le fait que l'objet principal de la transaction est d'éviter l'impôt, sa transaction est conforme et non contraire à l'objet et à l'esprit des dispositions pertinentes de la loi;
- de fournir une liste de facteurs, notamment l'absence de substance économique, l'absence de toute attente raisonnable de profit avant impôt, les mouvements circulaires de fonds et les opérations qui s'annulent, dont doivent absolument tenir compte les tribunaux pour établir si une opération d'évitement est abusive;
- de préciser qu'elle peut s'appliquer si une opération d'évitement en soi est abusive, si une ou plusieurs opérations d'évitement dans une série qui donne lieu à un avantage fiscal sont abusives, ou si une série d'opérations dans son ensemble est abusive;
- préciser que le critère de l'objet principal non fiscal dans la définition d'opération d'évitement ne signifie pas que les opérations telles que les acquisitions de biens, les réorganisations et les financements (dont l'objectif principal est intrinsèquement commercial) sont automatiquement exclues;
- d'adopter une nouvelle définition législative de série d'opérations englobant à la fois la définition en common law et celle de la Loi de l'impôt sur le revenu;

- d'élargir la définition d'opération d'évitement pour inclure une série d'opérations où l'objet principal de la série dans son ensemble est d'obtenir un avantage fiscal, que la série contienne ou non une opération d'évitement dont l'objet principal est d'obtenir un avantage fiscal, afin d'assujettir toute la série au critère de l'abus. 55

Recommandation 20

Assure un appui relativement aux nouvelles règles visant les versements admissibles et le contingent des versements par le biais de ressources et de séances de formation sur les règles et l'orientation, élaborées en consultation avec le secteur des organismes de bienfaisance et dispensées par l'Agence du Revenu du Canada, ainsi qu'en clarifiant le libellé concernant la mise en commun de fonds..... 56

Recommandation 21

S'engage à un examen public des façons d'utiliser le système fiscal pour réduire les émissions et gérer la crise climatique, au-delà de la taxe sur le carbone..... 56

Recommandation 22

Mette en œuvre les Règles globales anti-érosion de la base d'imposition décrites dans le Pilier Deux des travaux de l'OCDE/G20 sur les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie, lesquelles veilleront à ce que les grandes entreprises multinationales paient un niveau minimum d'impôt sur les revenus générés dans chacune des juridictions où elles opèrent. 56

Recommandation 23

Mette en place un crédit d'impôt à l'investissement remboursable de 30 % pour l'achat d'équipement neuf ou usagé par des entreprises agricoles ayant des revenus annuels bruts de moins de 50 000 \$..... 56

Recommandation 24

Accélère le lancement d'un crédit d'impôt à l'investissement remboursable pour le stockage de batteries et d'hydrogène propre qui sera suffisant pour compenser les effets concurrentiels de l'*Inflation Reduction Act* des États-Unis. 57

Recommandation 25

Considère le traitement fiscal du gain en capital imposable lors du don ou de la vente à faible coût de certains actifs agricoles à un neveu ou à une nièce. 57

Recommandation 26

Modifie le crédit d'impôt pour aidants naturels afin qu'il soit remboursable..... 57

Recommandation 27

Augmente le crédit d'impôt pour les pompiers volontaires et modernise la définition de pompier volontaire utilisée par l'Agence du revenu du Canada pour aider la conservation de l'effectif. 57

Recommandation 28

Gèle les droits d'accise fédéraux sur la bière, les spiritueux et le vin au taux de 2022 pour les exercices 2023 et 2024, jusqu'au retour de l'inflation à l'intérieur de la plage cible de la Banque du Canada, soit entre 1 et 3 %. 58

Recommandation 29

Modifie l'exonération du droit d'accise accordée au vin entièrement canadien produit à partir de miel ou de pommes afin qu'elle comprenne également tous les autres produits fermentés qui ne sont pas des raisins..... 58

Recommandation 30

Introduise une définition propre au cidre aux fins du droit en se basant sur les définitions utilisées à l'échelle des provinces. 58

Recommandation 31

Réfléchisse à la possibilité de mettre en œuvre un programme de remboursement de la taxe aux visiteurs. 58

Recommandation 32

Exempte le counselling et la psychothérapie de l'application de la TPS/TVH..... 58

Recommandation 33

Guide plus efficacement les entreprises nationales dans le processus d'approvisionnement en simplifiant la stratégie d'approvisionnement du gouvernement fédéral pour les petites et moyennes entreprises nationales grâce au lancement d'un Fonds d'approvisionnement innovateur et d'un service de concierge en approvisionnement inspiré du programme de concierge de la Colombie-Britannique. 59

Recommandation 34

Mette en œuvre une stratégie d'approvisionnement « Acheter propre ». 59

Recommandation 35

Conclue une entente-cadre avec le Chantier Davie Canada Inc. en lien avec la Stratégie nationale de construction navale. 59

Recommandation 36

Montre l'exemple en veillant à ce que les installations gouvernementales disposent de bornes de recharge pour les employés et les citoyens et que le parc fédéral de véhicules soit électrifié. 60

Recommandation 37

Veille à ce que les coopératives financières et leurs membres se voient accorder un accès égal et opportun à tous les programmes de soutien fédéraux offerts par l'intermédiaire du secteur financier, qu'ils soient pris en compte lorsque des lois ou des règlements touchant le secteur financier sont présentés ou modifiés et inclue des représentants des coopératives financières au sein des groupes de travail et des organes consultatifs des domaines financier et économique. 60

Recommandation 38

Crée une organisation au sein du gouvernement, avec une responsabilité de niveau sous-ministre ou sous-ministre adjoint principal, pour la mise en œuvre de la stratégie en matière de biofabrication et de sciences de la vie (SBSLSV) et le développement de la SBSLSV 2.0. 60

Recommandation 39

Crée un poste au niveau du cabinet pour la cybersécurité..... 60

Recommandation 40

S'assure de donner suite aux priorités fédérales en mettant à la disposition de tous les ministères fédéraux des budgets spécifiques leur permettant de répondre, en collaboration avec les universités, à leurs besoins de recherche..... 60

Recommandation 41

Offre des incitatifs à l'achat de véhicules zéro émission (VZE), y compris:

- un rabais aux personnes et aux familles à faible ou modeste revenu inspiré du programme de la Californie;
- des « primes à la casse », soit des fonds pour l'achat de VZE, des laissez-passer de transport en commun ou des outils de transport actif (par exemple des vélos ou vélos électriques), lesquelles primes devraient être cumulables avec d'autres programmes incitatifs;
- un rabais aux entreprises de taxi, d'autopartage et d'incitation au covoiturage et aux particuliers qui désirent passer aux véhicules électriques, lequel rabais devrait être cumulable et ne pas être limité par un plafond de 10 véhicules pour les rabais de flotte;
- des programmes visant à éduquer et à soutenir les consommateurs dans leur transition vers les VZE en partenariat avec des organisations de confiance..... 64

Recommandation 42

Adopte des cibles claires pour les ventes de VZE : 20 % des ventes de véhicules légers d'ici 2026, 60 % d'ici 2030 et 100 % d'ici 2035. 65

Recommandation 43

Harmonise les normes fédérales d'émission de gaz d'échappement sur les normes les plus strictes en Amérique du Nord. 65

Recommandation 44

Améliore l'efficacité énergétique et le confort du parc immobilier résidentiel dans tout le pays, y compris pour les ménages à faible revenu et les communautés autochtones, et supporte le développement des compétences pour l'économie de la rénovation. 66

Recommandation 45

Mette en place un réseau électrique zéro émission fondé sur les énergies renouvelables, ce qui requiert des investissements transformationnels majeurs dans la production, le transport et la demande d'électricité, y compris dans les communautés autochtones éloignées..... 66

Recommandation 46

Harmonise le récent cadre de soutien financier net zéro du Canada aux ambitions des États-Unis, ce qui nécessiterait de bonifier le programme Accélérateur net zéro du Fonds stratégique pour l'innovation, concevoir et déployer de manière efficace le crédit d'impôt à l'investissement pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone et introduire des contrats sur différence ciblés pour le carbone pour offrir une certitude aux projets carboneutres novateurs. 66

Recommandation 47

Fournisse du financement pour appuyer les études d'ingénierie et de conception préliminaires des technologies carboneutres transformatrices..... 66

Recommandation 48

Fournisse du financement pour tester des matériaux à faible teneur en carbone dans les projets de construction financés par le gouvernement fédéral..... 66

Recommandation 49

Fournisse du financement pour faire la démonstration d'un ensemble de divers matériaux de construction à émissions presque nulles et novateurs, et les développer..... 67

Recommandation 50

Appuie davantage les manufacturiers pour les aider à s'adapter au plan du Canada sur les changements climatiques et à le faire progresser..... 67

Recommandation 51

Développe des installations de fabrication et de recyclage dans le secteur des énergies renouvelables au Canada, grâce au financement du Fonds de croissance du Canada. 67

Recommandation 52

Appuie l'engagement des producteurs laitiers canadiens d'atteindre la carboneutralité à la ferme en fournissant aux programmes de durabilité agricole existants et futurs un financement suffisant et récurrent pour faciliter l'introduction et l'adoption continue d'énergies propres, de technologies vertes et de pratiques de gestion exemplaires dans les fermes..... 67

Recommandation 53

Soutienne les programmes de formation et de recyclage professionnel pour aider les travailleurs à faire la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. 67

Recommandation 54

Finance des programmes de renforcement des capacités, la dotation et le soutien technique pour les provinces, territoires, municipalités et le secteur privé pour qu'ils adoptent des politiques et des approches favorisant l'« achat propre »..... 67

Recommandation 55

Mette en place des mesures appropriées pour exiger la divulgation complète dans les rapports financiers des entreprises et des organisations canadiennes qui répondent aux critères établis de tous les risques climatiques et environnementaux, sociaux et de gouvernance, comme recommandé par le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques. 67

Recommandation 56

Mise sur une action politique cohérente et complémentaire en augmentant le financement pour les mesures de mitigation et d'adaptation ainsi qu'en assurant l'exemplarité de l'État en matière de lutte aux changements climatiques. 68

Recommandation 57

S'engage à fournir un financement bilatéral pour traiter explicitement les pertes et dommages causés par le climat dans les pays à revenu faible et intermédiaire, en plus du financement international existant pour le climat et d'autres engagements d'aide étrangère, et soutienne la création d'un nouveau mécanisme de financement pour traiter les pertes et les dommages dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. 68

Recommandation 58

Collabore avec les provinces pour reconduire en 2023 le soutien d'urgence au transport collectif..... 68

Recommandation 59

Devance le soutien récurrent aux opérations des sociétés de transport en commun à l'année fiscale 2024–2025 et bonifie les montants prévus pour les opérations. 68

Recommandation 60

Mette en place un groupe de travail au sujet d'une contribution permanente du gouvernement fédéral aux dépenses d'exploitation en transport collectif..... 68

Recommandation 61

Augmente le financement direct des collectivités nordiques et autochtones, notamment le financement du programme des Gardiens autochtones, pour qu'elles puissent se concentrer sur les priorités locales en matière de recherche scientifique et de conservation de l'environnement..... 69

Recommandation 62

Respecte les engagements du Canada en matière de protection des terres et des océans, en intégrant la conservation dirigée par les autochtones et en fournissant un financement permanent pour la protection et l'intendance, la connectivité écologique et la collaboration entre les organisations non gouvernementales..... 69

Recommandation 63

Explore la manière dont pourrait éventuellement être appliqué le cadre du Groupe de travail sur l'informations financière relative à la nature pour les enjeux liés à la perte de biodiversité..... 69

Recommandation 64

Améliore la prestation des services au sein du système d'immigration du Canada. 73

Recommandation 65

S'attaque aux pénuries de talents et aux lacunes du système d'immigration qui ont un impact sur les secteurs stratégiques à forte croissance au Canada en :

- **renforçant le soutien à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et à Emploi et Développement social Canada afin d'éliminer les arriérés et de garantir des normes de service régulières;**
- **en mettant en œuvre un visa technologique à fort potentiel permettant aux travailleurs hautement qualifiés de venir au Canada sans offre d'emploi, augmentant ainsi la densité de la main-d'œuvre en renforçant le Volet des talents mondiaux;**
- **en accélérant le financement des entreprises canadiennes qui développent des programmes de perfectionnement et de recyclage pour renforcer la main-d'œuvre nationale. 73**

Recommandation 66

Crée une voie d'accès vers la résidence permanente dans le cadre d'Entrée express, pour les travailleurs des catégories C et D de la classification nationale des professions (CNP) dans le secteur de l'hôtellerie, les travailleurs qui possèdent de l'expérience de travail antérieure au Canada ou ceux qui ont reçu des offres d'emploi dans le secteur du tourisme, de l'accueil et de l'hôtellerie pour un poste inscrit dans la CNP. 73

Recommandation 67

Améliore le système d'immigration et le Programme des travailleurs étrangers temporaires pour alléger la pénurie de main d'œuvre, en mettant en œuvre le Programme des employeurs de confiance, permettant à tous les permis de travail d'avoir une durée de plus de trois ans, en simplifiant le processus d'applications et en réduisant les délais de réponse..... 74

Recommandation 68

Accroisse la rapidité et la fiabilité du traitement des demandes dans le cadre du programme des employeurs dignes de confiance et crée une filière spécialisée dans le cadre du programme des travailleurs étrangers temporaires pour le tourisme et l'hôtellerie, avec une plus grande prévisibilité, afin de répondre à la demande de main-d'œuvre en haute saison. 74

Recommandation 69

Priorise les demandes de travailleurs étrangers temporaires du secteur de l'hôtellerie en :

- **accélérant le traitement des demandes portant les codes de la classification nationale des professions qui correspondent au secteur du tourisme, dont les plus urgents sont 6731 – préposés à l'entretien ménager et au nettoyage, 6312 – gouvernants principaux, 6525 – réceptionnistes d'hôtel, 6721 – personnel de soutien en services d'hébergement, de voyage et en services de montage d'installation, 6322 – cuisiniers;**
- **supprimant à la fois les frais de 1 000 \$ et l'obligation de demander une évaluation de l'impact sur le marché du travail;..... 74**

- n'exigeant plus l'annonce du poste pendant 30 jours;
- octroyant automatiquement le titre d'employeurs de confiance aux entreprises du secteur du tourisme, de l'hospitalité et de l'hôtellerie, ce qui comprendrait une assistance exclusive aux employeurs et aux demandeurs leur permettant de connaître plus rapidement le statut des demandes ainsi qu'une simplification des processus d'Emploi et développement social Canada et d'Immigration, réfugiés et citoyenneté Canada. 74

Recommandation 70

Relance le programme Destination Emploi précédemment utilisé pour les Syriens, afin de mettre en relation les Ukrainiens arrivant par le biais de mesures d'immigration spéciales avec des carrières dans le secteur hôtelier et pour répondre aux besoins immédiats du secteur hôtelier en matière de personnel. 75

Recommandation 71

Crée un nouveau volet pour le secteur de l'alimentation dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires, pour alléger le fardeau administratif que représente le processus de demande et faciliter l'arrivée et l'entrée au pays des travailleurs, qui devrait faire ce qui suit :

- réduire l'exigence des trois activités de recrutement à celle de faire une annonce sur le Guichet-Emplois et en simplifier les paramètres;
- éliminer l'obligation de créer un plan de transition vers l'embauche d'un travailleur local après le départ du travailleur temporaire;
- éliminer les frais pour les personnes qui ne possèdent qu'un restaurant et dont la marge de profit est de moins de 10 %;
- permettre aux entreprises qui possèdent plusieurs restaurants ou franchises de produire une seule demande d'évaluation de l'impact sur le marché du travail (EIMT) pour un maximum de 20 travailleurs répartis dans au plus 10 restaurants afin de réduire le coût de la demande tout en assurant l'expertise;

- **accorder aux travailleurs étrangers temporaires des permis de travail de deux ans au lieu d'un si l'employeur est aux prises avec des postes vacants à long terme, comme c'est le cas dans le cadre d'un projet pilote dans l'industrie de la transformation de la viande, et jusqu'à trois ans pour les travailleurs des services alimentaires afin de leur permettre d'obtenir un emploi à plus long terme et améliorer leurs chances d'obtenir la résidence permanente;**
- **permettre aux employeurs qui n'ont pas besoin d'un permis de travail de deux ans d'ajuster les périodes de travail saisonnières et de combiner les saisons estivale et hivernale, comme le font les programmes en place pour les travailleurs agricoles;**
- **permettre des modifications mineures des tâches prévues au contrat d'emploi lorsque l'employeur et le travailleur y consentent et qu'elles permettent au travailleur de toucher des avantages supplémentaires;**
- **établir comme cible que les EIMT dans l'industrie des services d'alimentation seront étudiées dans un délai de 10 jours;**
- **mettre sur pied une équipe de soutien spécialisée pour traiter toutes les demandes dans l'industrie des services d'alimentation, laquelle agirait à titre guichet unique et de point de contact pour l'industrie;**
- **mettre en œuvre un programme des employeurs de confiance (modèle des employeurs reconnus) pour les employeurs de l'industrie des services d'alimentation qui font souvent appel à des travailleurs étrangers temporaires et respectent les plus hautes normes. 75**

Recommandation 72

Soutienne les travailleurs étrangers temporaires du secteur de l'alimentation une fois qu'ils sont arrivés en :

- **offrant du soutien sur le plan de l'assurance pendant la période où ils ne sont pas encore pris en charge par le régime provincial;**

- prévoyant un filet de sécurité fédéral au cas où les travailleurs ont des problèmes de santé avant d’être pris en charge;
- veillant à ce que les participants respectent les normes les plus élevées en matière de protection des travailleurs et de leur famille en procédant à une vérification de la conformité, à l’application des règles et à l’imposition de sanctions aux employeurs qui enfreignent les règles du programme de façon plus rigoureuse..... 76

Recommandation 73

Simplifie les descriptions aux termes de la classification nationale des professions (CNP) du Programme des travailleurs étrangers en combinant les catégories C et D dans le secteur de la restauration et en les répartissant en trois catégories (service, administration et gestion et cuisine) afin d’englober une gamme accrue de postes et offrir des possibilités élargies de croissance à ces travailleurs, et, d’ici là, le formulaire de demande devrait être mis à jour de manière à ce qu’un même travailleur puisse remplir plusieurs fonctions qui, séparées dans la CNP actuelle, sont similaires..... 77

Recommandation 74

Travaille avec les provinces et les territoires pour mettre en place les soutiens nécessaires à l’amélioration et au recyclage des travailleurs, pour réduire les obstacles à l’embauche de talents étrangers hautement qualifiés et pour améliorer les systèmes et les processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers. 77

Recommandation 75

Publie son plan de modernisation de l’assurance-emploi avant le 1^{er} juillet 2023. 77

Recommandation 76

Réforme et bonifie le programme d’assurance-emploi afin de remédier aux failles exposées lors de la pandémie. 77

Recommandation 77

Modernise le programme d'assurance-emploi pour l'adapter aux réalités de l'économie à la demande afin que les travailleurs indépendants et les pigistes du secteur artistique puissent en bénéficier..... 77

Recommandation 78

Utilise les recettes générales pour rembourser les coûts liés à la pandémie engagés par le régime d'assurance-emploi..... 78

Recommandation 79

Retourne au financement direct d'une partie de l'assurance-emploi afin d'améliorer le programme et de créer de meilleures possibilités d'emploi pour les bénéficiaires. 78

Recommandation 80

Prolonge la période de prestations d'assurance-emploi jusqu'à un maximum de 52 semaines pour les proches aidants devant quitter temporairement leur emploi afin de prendre soin d'un proche. 78

Recommandation 81

Mette fin à l'utilisation de travailleurs de remplacement en cas de lock-out ou de grève. 78

Recommandation 82

Mette en œuvre une loi imposant des normes relatives aux droits de la personne et de diligence raisonnable en matière d'environnement. 78

Recommandation 83

Augmente le financement du Fonds de l'avenir annoncé, à partir de l'année 2023–2024, afin d'assurer une transition équitable pour les travailleurs et les communautés vers une économie à faibles ou zéro émission et fournisse un financement important et permanent, guidé par les syndicats, dans la création d'emplois et de parcours nouveaux et durables pour les travailleurs des secteurs à fortes émissions et les travailleurs entrant sur le marché du travail. 78

Recommandation 84

Investisse dans le capital humain par le biais de prêts et de subventions aux apprentis et apporte des améliorations au Programme pour la formation et l'innovation en milieu syndical pour que les centres de formation soient mieux à même de composer avec les nouveaux enjeux et les nouvelles demandes du marché du travail, y compris du financement pour des agrandissements de centres de formation. 79

Recommandation 85

Crée une prestation de formation, sur le modèle du Programme pour la formation et l'innovation en milieu syndical, en privilégiant les centres de formation qui offrent des cours de formation de fond plutôt que les programmes à but lucratif offrant des solutions rapides ou une formation accélérée, afin de soutenir les travailleurs de métiers spécialisés touchés par la transition vers une économie à faible émission de carbone..... 79

Recommandation 86

Combatte la discrimination involontaire fondée sur l'âge à l'égard des apprenants plus vieux en faisant passer la limite d'âge maximale pour l'admissibilité aux programmes fédéraux de stages de 30 à 40 ans..... 79

Recommandation 87

Mette en place la recommandation du Groupe de travail sur la recherche appliquée dans les collèges par un nouvel investissement dans le Programme d'innovation dans les collèges et la communauté. 79

Recommandation 88

Rehausse le financement des trois Conseils subventionnaires pour leur permettre de :

- Rehausser de 25 % la valeur des bourses de maîtrise, de doctorat et de postdoctorat offertes;**
- Doubler le nombre de bourses d'études supérieures et postdoctorales offertes par les trois Conseils dans le cadre des concours de bourses de maîtrise, de doctorat et de postdoctorat qu'ils offrent;**

- Donner aux personnes détentrices de subventions des trois Conseils, dès 2023, les moyens de rehausser de 25 % la valeur des bourses de maîtrise, de doctorat et de postdoctorat offertes aux personnes étudiantes et stagiaires postdoctoraux à même leurs fonds de recherche;
- Développer ou renforcer les dispositifs permettant aux personnes étudiantes de s’impliquer plus tôt en leur proposant des possibilités de fréquenter le monde de la recherche dès le premier cycle (par exemple des bourses de stage de recherche et des bourses de participation à des conférences scientifiques). 79

Recommandation 89

Investisse dans la relève en recherche en augmentant l’enveloppe budgétaire destinée aux diplômés et aux boursiers postdoctoraux de manière à tenir compte de l’inflation et indexer la valeur des bourses sur l’Indice des prix à la consommation..... 80

Recommandation 90

Donne accès à tous les établissements universitaires canadiens à des fonds suffisants pour leur permettre de répondre aux nouvelles exigences gouvernementales en matière de sécurité de la recherche..... 80

Recommandation 91

Alloue des ressources pour la recommandation du Comité permanent de la science et de la recherche d’étudier l’impact des critères d’évaluation de l’excellence utilisés par les conseils subventionnaires sur l’écosystème de recherche, envisage l’adoption de nouveaux modèles de financement pour combler toute inégalité dans la répartition des fonds entre les universités en fonction de la région, et implique une diversité d’établissements universitaires dans cet exercice d’évaluation..... 80

Recommandation 92

Réduise les délais de traitement des demandes de permis d’études provenant de candidats et de candidates internationaux acceptés par les universités..... 81

Recommandation 93

Rehausse de manière importante le soutien à la francophonie universitaire en:

- réduisant les délais de traitement des demandes de permis d'études provenant de candidats et de candidates de la francophonie internationale;
- donnant suite aux recommandations du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration en vue d'assurer l'équité du programme des étudiants étrangers, en particulier pour les personnes étudiantes francophones provenant des pays africains;
- rehaussant de manière significative le soutien financier aux revues scientifiques et aux plateformes de libre accès francophones canadiennes;
- instaurant un généreux programme de bourses de mobilité ou en bonifiant significativement les programmes existants visant de courts séjours s'adressant à tous les étudiants francophones canadiens leur permettant de faire un stage dans un établissement universitaire francophone canadien d'une autre province..... 81

Recommandation 94

Accroisse les retombées et le rayonnement des projets de recherche canadiens en investissant dans la publication en libre accès..... 81

Recommandation 95

Instaure un supplément de l'Allocation canadienne pour enfants destiné aux familles avec des enfants en situation de grande pauvreté afin de leur fournir une aide financière additionnelle. 82

Recommandation 96

Investisse dans les enfants et les jeunes autochtones vivant en milieu urbain en rétablissant un programme national pour les jeunes autochtones et une stratégie pour les enfants autochtones..... 82

Recommandation 97

Crée un programme national de repas nutritifs dans les écoles en tant qu'élément clé de l'évolution de la Politique alimentaire pour le Canada..... 82

Recommandation 98

Protège le financement de ses engagements actuels afin de se prémunir contre un nouveau recul des progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable et se fasse le champion d'un programme ambitieux, inclusif et global pour les enfants dans le cadre de la réponse et de la relance mondiales face à la COVID-19. 83

Recommandation 99

Examine la possibilité d'élaborer un programme pancanadien de revenu de base en collaboration avec les provinces, les territoires et les municipalités, en faisant participer le public, en promouvant un dialogue constructif et éclairé sur la question et en entreprenant des négociations avec la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour appuyer un programme pilote de revenu de base dans cette province. 83

Recommandation 100

Établisse une garantie de soutien rapide, avec pour objectif que l'Agence du revenu du Canada verse les allocations de soutien au revenu dans le mois suivant la qualification. 83

Recommandation 101

Mette en œuvre la Prestation canadienne pour les personnes handicapées et s'assure qu'elle fournisse des paiements directs aux personnes en situation de handicap, y compris celles atteintes d'incapacités épisodiques au sens de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*..... 83

Recommandation 102

Envisage de rendre la Prestation canadienne d'urgence et la Prestation canadienne de la relance économique non imposables. 83

Recommandation 103

Mette en œuvre une amnistie pour le remboursement de la Prestation canadienne d'urgence pour toutes les personnes vivant en dessous ou à proximité de la mesure de faible revenu..... 83

Recommandation 104

Annule les réductions de l'Allocation canadienne pour enfants liées à la perception de la Prestation canadienne d'urgence pour les mères à revenu modéré..... 83

Recommandation 105

Fournisse du financement aux provinces et aux territoires pour l'embauche de 7 500 médecins de famille, infirmières et infirmières praticiennes, et pour la formation de jusqu'à 50 000 nouveaux préposés aux bénéficiaires et finance leur salaire minimum garanti d'au moins 25 \$ l'heure. 84

Recommandation 106

Aille de l'avant avec la Loi canadienne sur l'assurance-médicaments proposée d'ici 2023, afin de fournir une couverture gratuite pour les médicaments prescrits et s'engage à financer et à mettre en œuvre une liste nationale de médicaments essentiels, comme l'a recommandé le Conseil consultatif sur la mise en œuvre d'un régime national d'assurance médicaments. 84

Recommandation 107

Fasse respecter les cinq principes et les conditions de la *Loi canadienne sur la santé* pour veiller à ce que les Canadiens ne soient pas confrontés à une surfacturation, à des frais d'utilisation et à une diminution de l'accessibilité aux soins de santé, alors que certaines provinces s'orientent vers des fournisseurs de soins à but lucratif, en commençant par financer une capacité de surveillance et de sanction plus vaste. 84

Recommandation 108

Continue de soutenir la recherche sur le cancer de l'ovaire en fournissant du financement à Cancer de l'ovaire Canada. 85

Recommandation 109

Établisse et finance, à partir de l'année 2023–2024, une Commission sur l'économie des soins afin d'examiner la prestation de soins rémunérés et non rémunérés, d'élaborer une feuille de route pour répondre à la demande croissante de soins, d'aborder les crises de ressources humaines dans les secteurs de la santé et des soins au Canada et de planifier l'avenir de l'économie des soins au Canada. 85

Recommandation 110

Abaisse l'âge de l'admissibilité au Supplément de revenu garanti à 60 ans, considérant que les taux de pauvreté sont particulièrement élevés chez les Canadiens de 60 à 64 ans qui n'ont pas droit aux programmes pour les personnes âgées avant 65 ans. 85

Recommandation 111

Augmente le montant des prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti pour l'ensemble des aînés admissibles. 85

Recommandation 112

Révisé la méthode d'indexation du programme de la Sécurité de la vieillesse afin de prendre en compte la croissance des salaires ou de la productivité au Canada. 85

Recommandation 113

Mette en place un crédit d'impôt pour les travailleurs d'expérience et considère l'enjeu de la réduction des prestations de la sécurité de la vieillesse pour ces travailleurs. 85

Recommandation 114

Augmente la prestation complémentaire du Supplément de revenu garanti pour les aînés vivant seuls. 86

Recommandation 115

Examine les mesures de soutien financier offertes aux aînés afin d'assurer le traitement équitable entre les aînés célibataires et les aînés en couple, notamment en considérant les bénéfices potentiels d'un crédit d'impôt non remboursable pour les aînés célibataires et de l'augmentation du seuil de récupération des prestations de sécurité de vieillesse pour les aînés célibataires..... 86

Recommandation 116

Instaure des restrictions permanentes pour les entreprises afin d'interdire les dividendes, les distributions de capital et les rachats d'actions si leurs régimes de pension des travailleuses et travailleurs présentent un déficit de solvabilité et établisse un fonds de garantie des prestations de retraite à l'échelle nationale pour protéger les régimes de pension contre l'insolvabilité des entreprises..... 86

Recommandation 117

Présente et adopte une Loi sur les soins de longue durée sécuritaires d'ici 2025, qui mettra en application des normes nationales et garantira que les patients obtiennent au moins quatre heures de soins directs, et finance la promotion des établissements de soins de longue durée publics à but non lucratif tout en éliminant progressivement les investisseurs à la recherche de profits du secteur des soins de longue durée. 86

Recommandation 118

Réoriente les soins de longue durée pour améliorer les services en travaillant en partenariat avec les provinces et les territoires pour établir des normes minimales de soins quotidiens et une stratégie globale en matière de main-d'œuvre..... 87

Recommandation 119

Fasse immédiatement passer Revera – actuellement propriété de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public – sous propriété publique. 87

Recommandation 120

Investisse dans une stratégie de développement des destinations pour harmoniser tous les intervenants en investissement touristique, y compris les agences de financement. 90

Recommandation 121

Étudie la possibilité de faciliter le financement du secteur hôtelier par des prêts garantis par l'État et une assurance fédérale d'hypothèque optionnelle pour les hôtels..... 90

Recommandation 122

Stimule les produits de tourisme et d'accueil novateurs grâce à un fonds de subventions fédéral dédié. 90

Recommandation 123

Mette en œuvre de nouvelles mesures pour rendre le processus de sécurité frontalière plus efficace et efficient pour les voyageurs. 90

Recommandation 124

Accorde un budget stable et prévisible en recherche et innovation agronomiques et agroenvironnementales. 91

Recommandation 125

Mette en œuvre des mesures pour que le Canada devienne un chef de file en matière d'agriculture durable et innovante avec un système alimentaire résilient et diversifié..... 91

Recommandation 126

Mette en place un programme d'aide spécial, spécifique au secteur agricole, pour limiter l'incidence de l'inflation sur la santé financière des entreprises agricoles. 91

Recommandation 127

Établisse un programme de sécurité alimentaire pour soutenir les producteurs qui ont subi des impacts négatifs en raison des tarifs douaniers imposés par le gouvernement fédéral sur les engrais importés de Russie. 91

Recommandation 128

Crée une fiducie réputée limitée par la loi, comme celle établie dans le projet de loi C-280, Loi sur la protection financière pour les producteurs de fruits et légumes frais, afin de fournir une protection financière essentielle aux vendeurs de fruits et légumes..... 92

Recommandation 129

S'assure d'un continuum de soutien et d'accompagnement sur un horizon de 10 ans en matière de rétribution pour les biens et services environnementaux ainsi que pour la lutte contre les changements climatiques, tant en adaptation face aux changements climatiques qu'en réduction des émissions de gaz à effet de serre..... 92

Recommandation 130

Mette en œuvre des améliorations aux programmes de gestion des risques de l'entreprise pour améliorer la gestion du risque climatique à la ferme et l'atténuation et la prévention des dommages futurs causés par les événements météorologiques extrêmes, telles que :

- assurer une adéquation entre le soutien fourni par Agri-stabilité et l'historique de paiements des producteurs, en augmentant le seuil de déclenchement de paiement pour chaque année successive de participation où aucun paiement n'a été accordé par le programme jusqu'à un maximum de 85 % et en le diminuant à la réception d'un paiement, ce qui encouragerait la participation continue au programme et l'investissement dans la gestion du risque climatique à la ferme;**
- entreprendre un examen collaboratif avec les producteurs, les principaux intervenants de l'industrie et les représentants gouvernementaux après chaque programme Agri-relance pour évaluer les mesures qui pourraient prévenir ou atténuer les risques connexes dans l'avenir, et faire rapport de ces mesures..... 92**

Recommandation 131

Assure un financement permanent pour la révision et le maintien des normes biologiques du Canada. 93

Recommandation 132

Offre un programme de partage des coûts de la certification biologique. 93

Recommandation 133

Crée un régime d'épargne et d'investissement sylvicole personnel pour les propriétaires forestiers canadiens. 93

Recommandation 134

Officialise un mandat de développement du secteur de l'aquaculture à Agriculture et Agroalimentaire Canada, y compris un nouveau programme pilote visant à protéger les aquaculteurs contre les événements climatiques catastrophiques et davantage de financement pour le Programme canadien de contrôle de la salubrité des mollusques. 93

Recommandation 135

Augmente le financement pour la science halieutique en appui au processus de prise de décision en matière de gestion. 93

Recommandation 136

Accorde la priorité à l'embauche et à la rétention de scientifiques halieutiques spécialisés dans l'évaluation quantitative des stocks. 93

Recommandation 137

Commence immédiatement l'examen complet du système d'encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental (RS&DE) afin qu'il soit adapté à l'économie du 21^e siècle, fondée sur la connaissance et les données, en s'assurant qu'une réforme du programme de RS&DE pour les entreprises canadiennes en expansion conduite à une plus grande responsabilisation de ce programme et que les fonds aillent aux entreprises nationales plutôt qu'aux multinationales étrangères. 94

Recommandation 138

Donne la priorité à la création de solides cadres de propriété intellectuelle (PI) et de commercialisation des données au Canada en incorporant des stratégies de liberté d'exploitation pour encourager la génération de PI au sein des entreprises canadiennes et augmenter les dépenses des entreprises en R&D pour le Canada avec la mise en œuvre d'un régime national de boîtes à brevets, le tout dans le respect des normes et accords internationaux et en s'assurant que ces mesures ne contribuent pas à l'évitement et à l'évasion fiscaux. 94

Recommandation 139

Renouvelle le programme pilote pour les collectifs de brevets en mettant davantage l'accent sur d'autres secteurs que les technologies propres, comme les technologies de la santé, les technologies financières et la cybersécurité..... 94

Recommandation 140

Conçoive et mette en œuvre une stratégie industrielle multidimensionnelle afin de maintenir la compétitivité du Canada à la lumière des mesures récemment prises par les États-Unis, y compris l'adoption du *Inflation Reduction Act*..... 94

Recommandation 141

Augmente les incitatifs et mette en œuvre des réformes qui accélèrent l'innovation, l'investissement et l'adoption de technologies de pointe, en plus de favoriser la commercialisation et la production nationale dans le secteur manufacturier du Canada. 95

Recommandation 142

Élabore une stratégie nationale à long terme pour l'industrie aérospatiale comprenant des plans clairs en matière de défense ainsi qu'une stratégie spatiale spécifique..... 95

Recommandation 143

Élabore, dans le cadre de la mise en œuvre et de l'évolution de la Stratégie en matière de biofabrication et des sciences de la vie, un moyen de financer les organismes à vocation unique axés sur la recherche transitionnelle en appuyant le développement préclinique à clinique. 95

Recommandation 144

Appuie l'innovation dans le secteur forestier et fournisse un appui financier afin d'établir et de maintenir des conditions gagnantes pour le secteur forestier canadien qui se traduiront par la pré-commercialisation d'innovations qui répondront aux défis de croissance durable et d'optimisation de l'utilisation de la fibre. 95

Recommandation 145

Mette en œuvre une optique de retombées économiques dans la politique d'investissement direct étranger (IDE) et étudie les retombées négatives des IDE sur les entreprises technologiques locales et afin de permettre son processus d'examen des avantages nets d'être mieux aligné sur les besoins de l'économie immatérielle..... 95

Recommandation 146

Élargisse la subvention de base pour accroître la capacité des 60 centres d'accès technologiques du Canada d'aider les petites entreprises. 96

Recommandation 147

Rende le programme Visites interactives de Tech-Accès Canada plus souple et permanent pour augmenter la participation des PME au programme. 96

Recommandation 148

Permette aux organisations s'étant vues refuser la partie remboursable d'un prêt du compte d'urgence pour les entreprises canadiennes à redéposer un dossier pour tenter de rétablir leur admissibilité au programme..... 96

Recommandation 149

Porte à au moins 50 % la part du prêt du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes et proroge le délai de remboursement d'une année supplémentaire..... 96

Recommandation 150

Apporter les changements nécessaires au Fonds stratégique pour l'innovation et à l'Initiative de relance régionale de l'aérospatiale pour accroître l'accès à l'aide financière au secteur aérospatial..... 97

Recommandation 151

Augmente le soutien aux PME en réduisant le fardeau réglementaire et celui lié à la conformité dans le but de favoriser la croissance économique..... 97

Recommandation 152

Supprime les barrières commerciales interprovinciales et harmonise les réglementations à travers le Canada comme solution à faible coût pour stimuler la croissance économique. 97

Recommandation 153

Se fasse le champion d'une politique de reconnaissance mutuelle pour améliorer le commerce intérieur. 97

Recommandation 154

Fasse suite à sa promesse de réduire les frais d'interchange de carte de crédit pour les petites entreprises. 97

Recommandation 155

Protège l'intégrité du marché financier canadien en continuant de faire avancer la modernisation des paiements et le système bancaire ouvert..... 98

Recommandation 156

Injecte des ressources afin d'améliorer la capacité de certification des produits aéronautiques de Transports Canada et utilise les revenus découlant des redevances imposées par le *Règlement de l'aviation canadien* pour améliorer les services. 98

Recommandation 157

Privilégie l'adoption d'un cadre de gouvernance pancanadien par les entreprises et les gouvernements pour l'identification et l'authentification numérique sécurisée et exerce son leadership afin d'assurer l'alignement et l'arrimage entre les diverses initiatives en cours et à venir dans l'écosystème canadien. 98

Recommandation 158

Encourage, en collaboration active avec le secteur privé, l'adoption universelle d'un réseau pancanadien afin d'assurer l'interopérabilité de l'identification et l'authentification numérique sécurisée à travers le Canada et ses diverses sphères d'activités dans le but d'éviter l'exclusion de cas d'utilisation et de maximiser les bénéfices à la population..... 98

Recommandation 159

Veille à ce que toute loi ayant un lien direct ou indirect avec le « droit de réparer » comprenne les véhicules, afin de soutenir les consommateurs, de protéger les emplois et d'améliorer les résultats environnementaux dans le cadre de la reprise économique du Canada..... 98

Recommandation 160

Fournisse plus de financement pour les infrastructures et les services favorisant le commerce afin d'aider les entreprises canadiennes à accroître leurs exportations à valeur ajoutée..... 99

Recommandation 161

Soutienne les chaînes d'approvisionnement du Canada en finançant le déploiement d'un programme complet conçu pour permettre le dédouanement des marchandises au moyen d'une seule plateforme numérique commune. 99

Recommandation 162

Finance la création d'un service de guide-expert pour les exportateurs qui permet aux associations commerciales de développer des programmes qui relient leurs membres aux agences et services gouvernementaux d'exportation. 99

Recommandation 163

Accélère l'élaboration de mesures de contrôle à l'exportation et les arrime à celles de nos alliés..... 100

Recommandation 164

Mette en œuvre des ajustements à la frontière pour le carbone. 100

Recommandation 165

N'accorde plus aucune concession touchant les produits sous gestion de l'offre dans les futures négociations commerciales. 100

Recommandation 166

S'engage fermement à accroître le parc de logements abordables et invite les entreprises et les organismes sans but lucratif provinciaux et municipaux à se réunir pour trouver des solutions novatrices et accélérer les processus de zonage, de délivrance de permis et d'urbanisme..... 102

Recommandation 167

Travaille en collaboration avec les provinces et les secteurs public et privé dans le but de mettre en œuvre des initiatives innovantes pour répondre aux besoins du secteur de l'habitation, particulièrement dans un contexte de hausse marquée de l'inflation et des taux d'intérêt..... 103

Recommandation 168

Crée et finance un centre de logement autochtone qui élaborerait et mettrait en œuvre une stratégie de logement globale, urbaine, rurale et nordique pour les Autochtones, qui comprend des investissements réservés pour soutenir la construction et la prestation de logements pour les peuples autochtones..... 103

Recommandation 169

Soutienne la protection et l'augmentation de l'offre de logements communautaires qui répond aux besoins des Canadiens en améliorant les mesures d'incitation financières et les possibilités dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement. 103

Recommandation 170

Adopte une définition uniforme de l'abordabilité applicable à l'ensemble des programmes de la Stratégie nationale sur le logement, basée sur la capacité de payer des ménages..... 103

Recommandation 171

Crée un programme d’acquisition de propriétés par des fournisseurs de logements sans but lucratif qui leur offrira un financement préapprouvé leur permettant d’acheter des ensembles de logements locatifs existants et d’en préserver l’abordabilité. 103

Recommandation 172

Accélère le déploiement de l’Initiative des terrains fédéraux. 103

Recommandation 173

Finance la réalisation de nouveaux logements sociaux au Canada, en construction neuve ou en achetant et en rénovant des immeubles existants pour ensuite les transférer à des coopératives, des organismes sans but lucratif ou des offices d’habitation afin de garantir leur pérennité. 104

Recommandation 174

Priorise le développement de nouveaux logements sociaux, sous forme de logements publics, de coopératives et de logements sans but lucratif dans le cadre de sa Stratégie nationale sur le logement, tout en garantissant au Québec sa juste part des fonds fédéraux pour qu’il les investisse dans ses propres programmes de logement social, notamment en:

- instaurant un service de guide-expert pour accompagner et soutenir ceux qui cherchent à créer des logements sociaux;**
- reconduisant et en rendant récurrente l’Initiative pour la création rapide de logements et en finançant les subventions de suppléments au loyer nécessaires pour que les logements soient accessibles aux locataires à faibles revenus;**
- utilisant les sommes du Fonds pour accélérer la construction de logements dédiées aux municipalités exclusivement pour soutenir la réalisation de logements sociaux sous différentes formes, notamment par l’acquisition de terrains décontaminés pour des projets de logements sociaux et pour la construction des infrastructures nécessaires sur ces sites;**

- transférant au gouvernement québécois les sommes du nouveau Fonds d'innovation pour le logement abordable destinées au Québec afin de financer des logements sociaux;
- transférant au gouvernement québécois les sommes du nouveau programme de coopératives d'habitation destinées au Québec afin d'être versées dans le programme AccèsLogis et de financer de nouvelles coopératives d'habitation sans but lucratif. 104

Recommandation 175

Hausse les sommes accordées aux provinces et aux territoires afin de garantir la rénovation intégrale, l'amélioration et la modernisation des logements sociaux qu'il a contribué à réaliser par le passé, et ce, dans les meilleurs délais. 105

Recommandation 176

Établisse des cibles claires pour l'infrastructure de charge des véhicules légers conformément au rapport de 2022 de Ressources naturelles Canada intitulé *Les besoins en infrastructures de recharge publiques au Canada*. 105

Recommandation 177

Fournisse un financement suffisant pour que le Canada atteigne les cibles suivantes :

- 53 000 ports de recharge publics d'ici 2025 (soit 5 000 bornes de recharge à courant continu et 48 000 bornes de recharge de niveau 2);
- 200 000 ports de recharge publics d'ici 2030 (soit 15 000 bornes de recharge à courant continu et 185 000 bornes de recharge de niveau 2)..... 105

Recommandation 178

Fixe l'objectif de rendre un million de places de stationnement d'appartements et de copropriétés prêtes à accueillir des véhicules électriques (VE) d'ici 2030 et établir de nouveaux programmes de financement pour atteindre cet objectif..... 105

Recommandation 179

Intègre les exigences relatives aux VE dans le Code national du bâtiment et le Code national de l'énergie pour les bâtiments et soutienne les règlements de zonage municipaux relatifs aux VE. 106

Recommandation 180

Mette à profit les terrains gouvernementaux sous-utilisés en facilitant la mise en place de « centres de recharge », en particulier dans les marchés immobiliers à haute densité et à coût élevé. 106

Recommandation 181

Inclue l'installation de chargeurs de VE ou la préparation aux VE dans les programmes d'efficacité énergétique afin d'aider les Canadiens qui vivent dans des maisons plus anciennes (40 ans et plus) à s'adapter à l'infrastructure électrique requise pour la recharge des VE. 106

Recommandation 182

Traite l'approvisionnement en eau potable comme une urgence publique et fournisse le financement et les infrastructures nécessaires pour que chaque collectivité au Canada ait accès à une eau saine et propre d'ici 2025. 106

Recommandation 183

Accélère les dépenses et transferts en infrastructures dans le cadre du plan Investir dans le Canada pour accroître la productivité et atteindre des objectifs sociaux et environnementaux précis. 106

Recommandation 184

Soutienne les travailleurs de l'énergie affectés par la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, en particulier les travailleurs du secteur pétrolier et gazier, en investissant dans de nouveaux projets d'infrastructure traditionnels, ainsi que de grande envergure (par exemple les projets d'hyperloop) et dans les technologies vertes (par exemple les petits réacteurs modulaires et l'hydrogène), qui créeront des possibilités d'emploi, et fournisse un soutien financier et réglementaire au secteur privé pour l'aider à faire cette transition. 106

Recommandation 185

Augmente les paiements faits à partir du fonds pour le développement des collectivités du Canada, afin de remédier à l'effritement des infrastructures essentielles dans les collectivités. 107

Recommandation 186

Démontre son soutien au lien hydroélectrique et de fibre optique de Kivalliq, un projet d'infrastructure verte et de connectivité, en allouant les fonds nécessaires pour son développement et sa construction..... 107

Recommandation 187

Veille à ce que tous les habitants du Canada, quel que soit leur revenu, aient accès à des forfaits abordables d'Internet sans fil et à large bande, notamment en élargissant l'initiative Familles branchées. 107

Recommandation 188

Mette en œuvre une loi exigeant que toute entreprise de télécommunications canadienne qui reçoit un financement du gouvernement pour l'infrastructure à large bande rende publiquement compte de toutes ses activités confiées en sous-traitance, tant au niveau national qu'à l'étranger. 107

Recommandation 189

Instaure des exigences plus strictes en matière de transparence et de rapports des entreprises grâce à un plus vaste encadrement de la diligence raisonnable fondé sur les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de la personne. 107

Recommandation 190

Investisse davantage dans les infrastructures énergétiques et à large bande dans les collectivités éloignées et nordiques du Canada..... 108

Recommandation 191

Mette en œuvre une lentille économique dans la prochaine phase du Plan d'action national en matière de cybersécurité afin de soutenir l'industrie canadienne de la cybersécurité et de favoriser la commercialisation, le talent et la collaboration dans le domaine de la cybersécurité et mette l'accent, dans le prochain Plan d'action national en matière de cybersécurité, sur l'établissement de partenaires nationaux, sur la mise en place de filières d'essai pour les solutions cybernétiques élaborées conjointement avec l'industrie et sur la lutte contre la pénurie de main d'œuvre spécialisée dans ce domaine. 108

Recommandation 192

Finance la mise en œuvre des appels à la justice lancés par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, afin d'améliorer la sécurité des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA+ des Premières Nations et garantir des services de guérison et de soutien adaptés à leur culture..... 109

Recommandation 193

Consulte l'industrie au sujet de la modernisation du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord afin de stimuler les activités de recherche et développement..... 109

Recommandation 194

Renforce la norme sur la propriété effective pour les sociétés, les fiducies, les sociétés de personnes et les autres personnes morales et, en partenariat avec les provinces et territoires, accélère la mise en œuvre d'un registre de propriété effective de grande qualité dès cette année au lieu de l'an 2025..... 109

Recommandation 195

S'assure que le registre de la propriété effective du Canada est accessible au public et utilise un format de données structuré, lisible par ordinateur et gratuit..... 109

Recommandation 196

Dirige la conclusion d'une entente politique entre le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires en vue de la mise en œuvre d'un modèle de registre de propriété effective central. 109

Recommandation 197

Mette en place un cadre national de protection des dénonciateurs afin de lutter contre la criminalité financière..... 109

Recommandation 198

Améliore l'état de préparation du Canada aux événements associés à tous types de risques en investissant dans une capacité d'intervention humanitaire permanente et clairement définie. 110

Recommandation 199

Apporte des changements à l'appareil gouvernemental afin de soutenir la préparation, la coordination et les approches impliquant l'ensemble de la société en ce qui a trait aux situations d'urgence. 110

Recommandation 200

Rétablit une version modernisée de l'ancien Programme conjoint de protection civile pour la formation et l'équipement d'incendie et d'urgence, avec de nouveaux fonds nets..... 110

Recommandation 201

Augmente le financement et met en œuvre des changements de politique afin de combler les lacunes en matière de protection et d'assurer une reprise plus résiliente à la suite d'événements associés à tous types de risques tels que les incendies, les inondations et les canicules. 110

Recommandation 202

Inclut les recommandations de la coalition Un Canada résistant au climat dans la Stratégie nationale d'adaptation au climat du Canada..... 110

Recommandation 203

Fournisse un budget de fonctionnement annuel pour toutes les stations de radio communautaires, autochtones et de campus autorisées qui respectent ou dépassent les critères d’attribution de licence établis par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, lequel pourrait être défini et administré par le Fonds canadien de la radio communautaire. 111

Recommandation 204

Augmente le financement de l’Initiative de journalisme local afin de permettre à ce programme de réaliser tout son potentiel et de contribuer à la lutte contre la désinformation, et veiller à ce que le financement ne soit pas temporaire..... 111

Recommandation 205

Établisse une directive stratégique pour le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes sur le projet de loi C-11, *Loi sur la diffusion continue en ligne*, le mandatant à soutenir la programmation des nouvelles régionales grâce à l’élaboration d’un fonds indépendant, financé par la distribution et les entreprises en ligne, dont la répartition doit être calibrée en fonction des effectifs ou des dépenses salariales du personnel de collecte et de production des informations. 111

Recommandation 206

Renouvèle et étende son engagement envers le crédit d’impôt pour la main-d’œuvre journalistique canadienne et l’Initiative de journalisme local, y compris par le biais d’une réforme des lois fiscales pour légaliser les fonds de dotation en journalisme philanthropique à toute organisation de presse qualifiée et pour permettre aux coopératives de journalistes employés ou citoyens de fonctionner comme des organismes à but non lucratif..... 111

Recommandation 207

Réforme l’article 19 de la *Loi de l’impôt sur le revenu* afin que les règles restreignant la déductibilité fiscale des dépenses de publicité soient étendues aux médias étrangers en ligne, générant ainsi des recettes publiques pouvant être utilisées pour le journalisme d’information, tout en rapatriant les recettes publicitaires perdues pour les organisations de presse canadiennes..... 112

Recommandation 208

Augmente les budgets de l'ensemble des institutions fédérales en arts et culture, afin que ces institutions puissent jouer un rôle clé en matière de développement culturel durable. 112

Recommandation 209

Augmente de façon permanente le budget de subvention du Conseil des arts du Canada pour continuer à servir les nouveaux demandeurs et les innovations dans un environnement postpandémique. 112

Recommandation 210

Augmente de façon permanente le financement au Fonds canadien de formation dans le secteur des arts à titre de soutien de fonctionnement de base afin d'offrir des programmes professionnels et postsecondaires. 112

Recommandation 211

Veille à ce que les écoles de formation artistique soient impliquées dans la conception des programmes de financement au sein du gouvernement, y compris, mais sans s'y limiter, les possibilités de recherche, la santé et le soutien aux personnes âgées, les femmes et l'égalité des sexes, la diversité et l'inclusion, le tourisme et le développement économique, et le développement des compétences..... 112

Recommandation 212

Prenne les mesures suivantes pour générer des revenus supplémentaires afin de soutenir la production de films, d'émissions de télévision et de médias numériques :

- **s'assurer que tous les services de programmation en ligne, ainsi que les fournisseurs de services Internet et les fournisseurs de services sans fil, versent un pourcentage de leurs revenus bruts canadiens provenant d'activités liées à la radiodiffusion à la création d'émissions audiovisuelles et musicales canadiennes par l'entremise d'un fonds public;**

- affecter une partie du produit de toutes les enchères de spectre à la production et à la distribution de contenu canadien, y compris les émissions audiovisuelles et musicales. 112

Recommandation 213

Démontre son engagement envers les divers créateurs de contenu du Canada et l'importance de s'assurer que les Canadiens sont au courant des histoires qu'ils créent et y ont pleinement accès, en officialisant son engagement et son soutien à la Journée nationale du film canadien en tant que célébration annuelle du cinéma canadien qui aura lieu en avril de chaque année. 113

Recommandation 214

Réaffirme l'importance de l'avenir des arts de la scène au Canada en comblant l'écart identifié dans le financement de Patrimoine canadien pour les organismes nationaux des arts de la scène servant au développement des artistes amateurs. 113

Recommandation 215

Investisse dans le Fonds du Canada pour la présentation des arts et le Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine afin de soutenir l'adaptation et la croissance du secteur du spectacle en direct à l'ère postpandémique. 113

Recommandation 216

Entame des consultations de haut niveau entre Patrimoine Canadien et les lieux de diffusion de musique indépendants au Québec et au Canada afin de leur trouver une porte d'entrée aux enveloppes du Fonds du Canada pour la présentation des arts et du fonds de Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine. 113

Recommandation 217

Soutienne les festivals et événements, notamment en prolongeant et en élargissant l'Initiative d'appui aux grands festivals et événements de façon à ce qu'un plus grand nombre de festivals et événements en profitent à travers le Canada, en incluant le « tourisme événementiel et festivalier » comme priorité dans le Fonds pour les expériences canadiennes ainsi qu'en fournissant un financement bonifié permanent au Fonds du Canada pour la présentation des arts et au Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine. 113

Recommandation 218

Mette en œuvre un programme complet de jumelage de billets qui couvre les saisons 2022–2023 et 2023–2024 pour les organisations d'arts de la scène afin de les protéger contre les changements des habitudes d'achat et la réticence du public pendant la transition de réouverture du secteur artistique. 114

Recommandation 219

Augmente de façon permanente le financement au Fonds de la musique du Canada, notamment pour aider les entreprises commerciales spécialisées dans la musique en direct, afin de les aider à présenter des artistes canadiens tout en stimulant le tourisme national et international grâce à des concerts et des événements en direct..... 114

Recommandation 220

Augmente les contributions annuelles au Fonds de la musique du Canada afin de soutenir:

- **la production et la commercialisation de musique enregistrée et de spectacles, notamment en faveur d'artistes émergents;**
- **la rétention et la formation de la main-d'œuvre;**
- **des outils collectifs visant à répondre à la pénurie de main d'œuvre dans le secteur;**

- la production de contenus audiovisuels musicaux traditionnels et innovants;
- les activités d'exportation. 114

Recommandation 221

Modifie immédiatement la *Loi sur le droit d'auteur* afin qu'elle protège tous les créateurs et titulaires de droits d'auteur et qu'elle mette en œuvre des solutions axées sur le marché qui encouragent une rémunération équitable des titulaires de droits pour l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur, y compris lorsque ces œuvres sont utilisées par l'industrie de l'édition scolaire. 114

Recommandation 222

Mette en œuvre la lettre d'engagement du ministre du Patrimoine canadien visant à soutenir les auteurs et les éditeurs canadiens en augmentant le financement du Programme du droit de prêt public de façon permanente. 115

Recommandation 223

Applique la politique révisée sur les investissements étrangers dans le secteur de l'édition et de la distribution de livres, avec une évaluation plus significative de l'« avantage net pour le Canada » afin de garder notre industrie du livre canadienne et donner la priorité aux maisons d'édition appartenant à des Canadiens. 115

Recommandation 224

Assure le déploiement d'investissements nouveaux et conséquents pour la mise en œuvre d'un Plan d'action pour les langues officielles 2023–2028 musclé et ambitieux, afin notamment d'appuyer la réforme en matière de langues officielles découlant du projet de loi C-13, Loi visant l'égalité réelle entre les langues officielles du Canada, dans l'optique de contrer le déclin du français au pays. 115

Recommandation 225

Entreprene une campagne nationale d'éducation aux médias sociaux afin de sensibiliser les Canadiens – en particulier les plus jeunes et les plus vulnérables – à l'utilisation appropriée et à l'abus des médias sociaux. 116

Recommandation 226

Finance le Black Screen Office en tant que partenaire équitable afin d'étendre et de développer son important travail auprès des industries cinématographiques du Canada afin qu'elles soient exemptes de racisme anti-noir et que les Canadiens noirs travaillant dans ces industries aient les moyens de s'épanouir et de partager des histoires noires typiquement canadiennes. 116

Recommandation 227

Mette en œuvre l'appel à l'action n°21 de la Commission de vérité et de réconciliation en assurant « un financement durable des centres de guérison autochtones existants et nouveaux afin de remédier aux préjudices physiques, mentaux, émotionnels et spirituels causés par les pensionnats, et veiller à ce que le financement des centres de guérison au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest soit une priorité ». 116

Recommandation 228

S'attaque à l'arriéré des négociations sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale avec les organisations autochtones en augmentant les effectifs des négociateurs fédéraux..... 116

Recommandation 229

Hausse le financement permanent des Centres d'amitié. 116

Recommandation 230

Crée un Bureau de la justice environnementale et dirige une proportion adéquate des bénéfices découlant des investissements dans le climat et l'énergie propre vers les collectivités défavorisées..... 117



RELEVER LES DÉFIS DE NOTRE ÉPOQUE

INTRODUCTION

Le Canada est confronté à un contexte économique mondial difficile et doit faire face à de nombreux défis. Ceux-ci comprennent notamment la lutte contre la pauvreté et le fléau croissant de l'itinérance, la maîtrise de l'inflation et le maintien d'un coût de la vie abordable, la réhabilitation de notre système de santé et la contribution du Canada à la lutte contre les changements climatiques. Le pays doit aussi veiller à ce que nos travailleurs ne soient pas laissés pour compte dans la nouvelle économie de l'énergie émergente en mettant en place une réponse significative à la loi américaine sur la réduction de l'inflation dans son budget de 2023.

Ainsi, en juin 2022, le Comité permanent des finances de la Chambre des communes (le Comité) de la 44^e législature a invité les Canadiens à lui faire part de leurs priorités pour le budget de 2023. Près de 700 organisations et particuliers ont présenté un mémoire au Comité. De plus, d'octobre 2022 à février 2023, le Comité a entendu 32 témoins dans le cadre de ses audiences prébudgétaires. Celles-ci ont eu lieu à Ottawa en format « hybride », les témoins et les membres du Comité y participant virtuellement ou en personne. Le Comité déplore que, en raison de circonstances indépendantes de sa volonté, il n'ait pas été en mesure de se déplacer et de rencontrer un plus grand nombre de témoins partout au Canada.

À la lumière des audiences tenues et des mémoires reçus, le Comité présente ses recommandations pour le budget de 2023. En formulant ces recommandations, le Comité souligne que la situation financière du Canada se compare favorablement par rapport à celle des autres pays du G7. Par conséquent, il estime que le Canada dispose des ressources nécessaires pour relever les défis de notre époque.

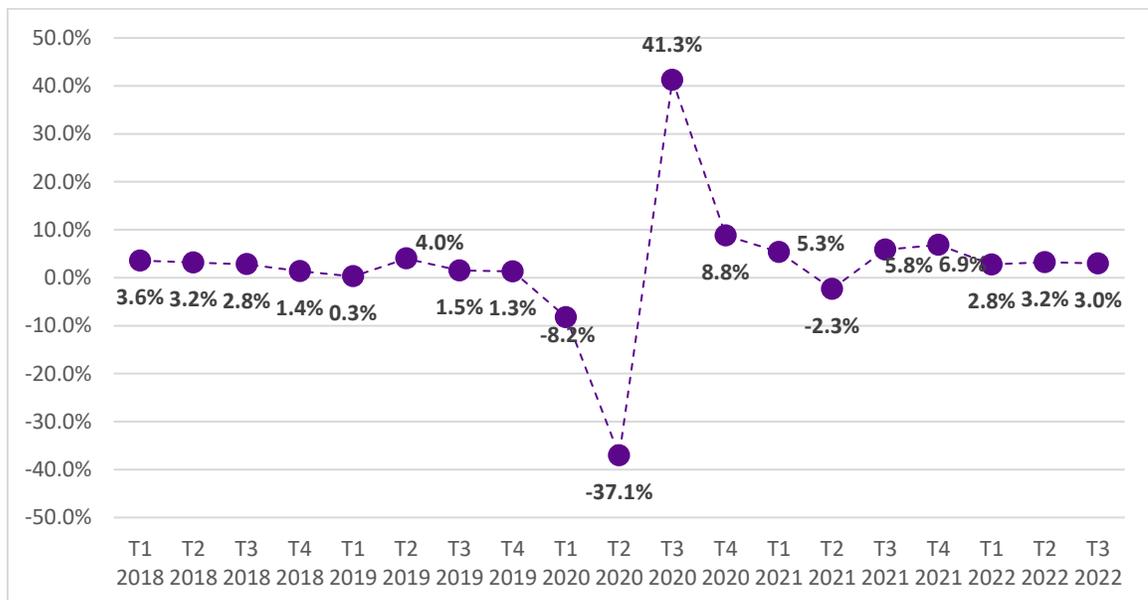
Le présent rapport contient les recommandations du Comité et certaines citations choisies de témoins et de mémoires, et est divisé en cinq chapitres de fond, qui répartissent les sujets des consultations prébudgétaires selon les catégories suivantes : politique fiscale et gouvernement, environnement et changements climatiques, soutien aux particuliers, soutien aux entreprises et soutien aux collectivités. Les propositions des organismes et des particuliers qui ont comparu devant le Comité sont recensées à l'annexe A. De plus, une liste de tous les mémoires répertoriés par sujet se trouve à l'annexe B.



CHAPITRE 1 : POLITIQUE FISCALE ET GOUVERNEMENT

Après la fin de la récession causée par la pandémie de COVID-19, l'économie canadienne a connu une reprise rapide par rapport aux récessions précédentes. La figure 1 montre que le produit intérieur brut (PIB) réel s'est contracté au cours des deux premiers trimestres de 2020, atteignant un creux de -37,1 % sur une base annualisée au deuxième trimestre. Lorsque les mesures visant à contenir la propagation de la COVID-19 ont été partiellement levées au troisième trimestre de 2020, la croissance du PIB réel a atteint un sommet de 41,3 % avant de diminuer progressivement jusqu'à environ 3,0 % en 2022.

Figure 1 — Variation en pourcentage du produit intérieur brut réel annualisé (%)



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à l'aide de données (ajustées en fonction des fluctuations saisonnières) fournies par Statistique Canada, [Tableau 36-10-0104-01 : Produit intérieur brut, en termes de dépenses, Canada, trimestriel \(x 1 000 000\)](#), base de données, consultée le 15 février 2023.

La reprise a été soutenue par diverses mesures de dépenses fédérales visant à aider les particuliers et les entreprises, notamment la Prestation canadienne d'urgence et la Subvention salariale d'urgence du Canada, qui ont stimulé la demande intérieure. En outre, la Banque du Canada a abaissé son taux directeur à 0,25 % au début de la pandémie et a mis en œuvre un programme d'assouplissement quantitatif. Ce programme prévoyait l'achat d'obligations du gouvernement du Canada afin de stimuler

l'économie et de réduire les taux d'intérêt. Au cours du programme, [les avoirs de la Banque du Canada en obligations du gouvernement du Canada](#) ont augmenté de manière significative, atteignant un sommet de 435 milliards de dollars en décembre 2021.

Alors que l'économie canadienne se stabilisait, le taux d'inflation de l'Indice des prix à la consommation a commencé à augmenter de façon constante en 2021. L'augmentation s'est poursuivie jusqu'en juin 2022, où le taux a atteint un sommet de 8,1 %. Il a depuis diminué et se situait à 5,9 % en janvier 2023. Selon la [Banque du Canada](#), le niveau élevé de l'inflation au pays est attribuable à un certain nombre de facteurs, notamment la hausse des prix de l'énergie, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la demande excédentaire dans l'économie.

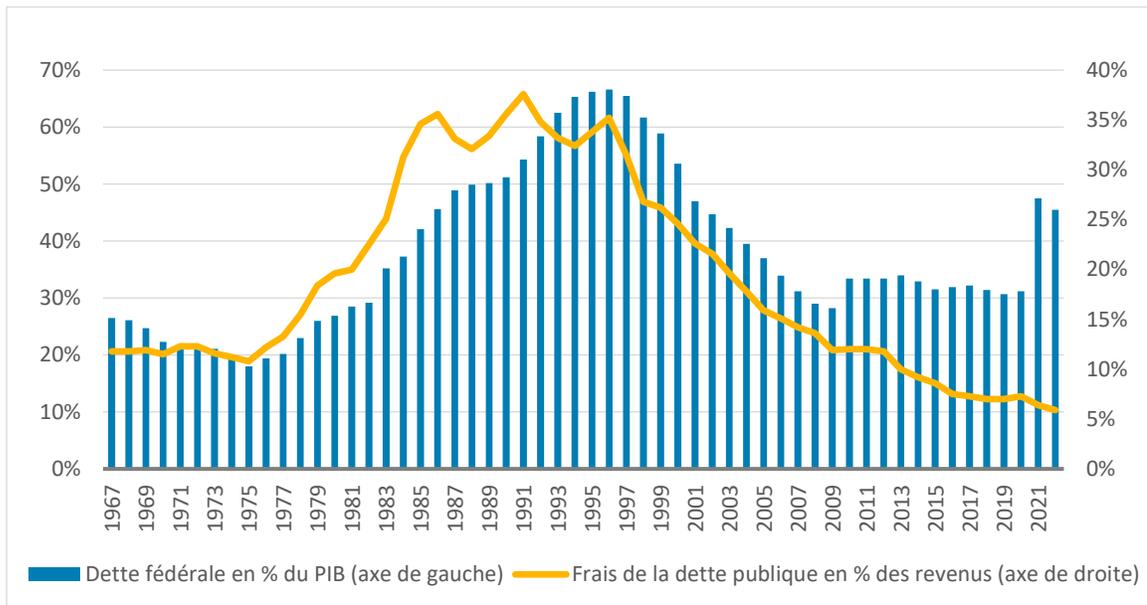
En réponse au niveau élevé de l'inflation, la Banque du Canada a augmenté son taux directeur à huit reprises depuis mars 2022. Il se situe maintenant à 4,5 %. Elle a également mis fin à son programme d'assouplissement quantitatif en octobre 2021 et a lancé un programme de resserrement quantitatif en avril 2022. Ce dernier consiste à laisser ses avoirs en obligations du gouvernement du Canada arriver à échéance sans les remplacer. La [Banque](#) prévoit maintenant que l'inflation diminuera à 3 % au milieu de 2023 et reviendra à 2 % en 2024 en raison de la baisse des prix de l'énergie, des améliorations apportées aux chaînes d'approvisionnement et de la hausse des taux d'intérêt.

Les hausses du taux directeur de la Banque du Canada auront une incidence sur les finances fédérales en raison de leur effet potentiel sur la croissance économique, d'une part, et sur le coût d'emprunt du gouvernement fédéral, d'autre part. Les taux d'intérêt plus élevés ralentissent la croissance économique et réduiront ainsi les recettes fiscales du gouvernement. Ils affecteront également les dépenses en augmentant les charges de la dette publique.

Comme le montre la figure 2, les charges de la dette publique en pourcentage des recettes, ou le ratio du service de la dette, sont en baisse depuis le milieu des années 1990. Cette tendance s'est maintenue au cours des années 2010, lorsque la dette fédérale a bondi à la suite de la récession de 2008–2009 en raison des faibles taux d'intérêt pendant cette période.



Figure 2 — Dette fédérale en pourcentage du produit intérieur brut et charges de la dette publique en pourcentage des recettes (%)



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à l'aide des données obtenues auprès du ministère des Finances, [Tableaux de référence financiers octobre 2022](#), 2022.

Bien que le ratio du service de la dette n'ait pas encore augmenté malgré le bond du ratio de la dette fédérale au PIB en 2021 et 2022, le [Bureau du directeur parlementaire du budget](#) (BDPB) a prévu que ce ratio augmentera et atteindra un sommet de 11,5 % en 2025 en raison de la hausse des taux d'intérêt et des niveaux d'endettement. Il devrait ensuite diminuer graduellement lorsque les taux d'intérêt reviendront à des niveaux plus faibles. Le BDPB prévoit également que le ratio de la dette fédérale au PIB diminuera progressivement de 45,5 % en 2022 à 36,2 % en 2028.

Les témoins qui se sont exprimés sur la politique fiscale et le gouvernement ont fait des propositions sur les finances fédérales, la réforme fiscale et la conformité, l'impôt des sociétés et des particuliers, les taxes à la consommation et la tarification du carbone ainsi que les ministères et institutions fédéraux.

Finances fédérales

En ce qui concerne les finances fédérales, les témoins ont mis l'accent sur la gestion budgétaire et sur les recettes et les dépenses du gouvernement.

Par rapport à la gestion budgétaire, des témoins ont proposé de plafonner les coûts du service de la dette et d'équilibrer le budget. Le Comité a également entendu des propositions sur les paiements du Transfert canadien en matière de santé et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux. Certains témoins ont également demandé que les investissements relatifs à l'aide sociale effectués dans le cadre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux soient liés à des normes d'adéquation. Enfin, des témoins ont abordé la péréquation et ont demandé l'élimination progressive de ce programme et l'accès public aux documents sur les négociations provinciales.

À propos des recettes et des dépenses du gouvernement, des témoins ont fait part de leurs réflexions sur les augmentations d'impôt et les mesures de soutien aux entreprises, comme les subventions, les crédits d'impôt, les prêts et les garanties de prêt. Ils ont également plaidé en faveur d'un examen des dépenses publiques.

Recommandation 1

Travaille avec les provinces et les territoires pour augmenter le financement fédéral du Transfert canadien en matière de santé, assorti d'obligations redditionnelles, et améliore les résultats pour les Canadiens grâce à de nouveaux programmes de santé publique comme les soins dentaires et l'assurance médicaments.

Recommandation 2

Indexe le Transfert canadien en matière de santé afin qu'il suive le rythme des coûts croissants en matière de soins de santé et que sa formule de calcul tienne compte du vieillissement de la population des provinces et des territoires.

Recommandation 3

Prenez des mesures immédiates pour créer un transfert canadien en matière de santé mentale qui allouerait un financement fédéral permanent et continu aux provinces et aux territoires pour les services de santé mentale, à compter du budget 2023.



« Ce sont les ménages à faible revenu qui subissent plus sévèrement les contrecoups de la hausse des prix de l'essence, de l'épicerie, du loyer et des services publics. »

[Mouvement Desjardins](#)

Recommandation 4

Atténue les impacts de l'inflation, notamment par le biais de mesures qui incitent les entreprises à investir et lorsque les conditions seront appropriées, considère la mise en œuvre de plans de croissance économique pour lancer un nouveau cycle économique plus équitable et durable orienté vers l'accroissement de la productivité, la hausse de l'offre d'habitation et l'accélération de la transition énergétique.

Recommandation 5

Élimine l'ensemble des subventions, du financement public et des autres aides financières inefficaces accordés au secteur pétrolier et gazier.

Recommandation 6

Réaffecte les subventions du secteur des combustibles fossiles au développement des énergies renouvelables et performantes, tout en aidant les personnes les plus touchées par cette transition.

Recommandation 7

Accroisse graduellement son enveloppe d'aide internationale afin de se conformer à son engagement d'augmenter de façon prévisible et soutenue l'aide qu'il apporte chaque année au développement international, de mieux se préparer aux futures pandémies, de faire progresser l'action climatique et d'assurer une reprise juste, inclusive et durable dans le monde.

Réforme fiscale et conformité

Le Comité a été saisi de diverses propositions au sujet de la réforme et de l'observation fiscales. Certains témoins ont demandé au gouvernement de s'attaquer à l'inégalité croissante des revenus résultant de certaines mesures de planification fiscale et des gains exceptionnels réalisés par certaines entreprises pendant la pandémie. D'autres ont plutôt mis l'accent sur les obligations du Canada au titre des conventions fiscales

multilatérales et sur la mise en œuvre des règles types du deuxième pilier du Cadre inclusif de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéficiaires.

« [Chacune des échappatoires fiscales] représente une perte de recettes publiques, et un grand nombre d'entre elles élargissent les inégalités de richesse et de revenus, ou ne sont carrément pas avantageuses pour les Canadiennes et les Canadiens. »

[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)

Recommandation 8

Entreprene un examen public pour identifier les dépenses fiscales fédérales, les échappatoires fiscales et les autres mécanismes d'évitement fiscal dont profitent tout particulièrement les personnes à revenu élevé, les particuliers fortunés et les grandes sociétés et formule des recommandations en vue de les éliminer ou de les limiter.

Recommandation 9

Prenne des mesures pour combler l'écart croissant des revenus et générer des revenus pour financer les programmes de réduction de la pauvreté en éliminant les échappatoires fiscales et l'utilisation des pays avec une faible imposition ou non coopératifs à des fins fiscales, en imposant la richesse extrême et en mettant en œuvre un impôt sur les profits excessifs, notamment les gains exceptionnels associés à la pandémie.

Recommandation 10

Entreprene un vaste examen des méthodes permettant d'accroître considérablement la quantité, la précision, la qualité et la rapidité de l'information accessible au public sur la situation financière des particuliers, des sociétés et des fiducies, y compris sur la propriété, les actifs, le revenu et les impôts payés, dans le respect de la Charte des droits du contribuable protégeant notamment leur droit à la vie privée et à la confidentialité.



Recommandation 11

Continue à promouvoir la transparence des entreprises et travaille avec la communauté internationale afin de promouvoir une plus grande transparence dans les déclarations financières pays par pays des grandes sociétés transnationales.

Recommandation 12

Augmente la transparence et la reddition de comptes de l'Agence du revenu du Canada.

Recommandation 13

Facilite le partage d'informations fiscales relatives aux activités à l'étranger de contribuables canadiens et d'entreprises établies au Canada entre l'Agence du Revenu du Canada et Revenu Québec.

Recommandation 14

Finance l'Agence de Revenu du Canada afin qu'elle soit outillée pour lutter contre les échappatoires fiscales notoires, tout en maintenant un leadership fort au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour une application de l'initiative concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices plus ambitieuse et plus équitable pour les pays en développement.

Recommandation 15

Accroisse davantage le financement de l'Agence du revenu du Canada afin de lui permettre de veiller à la conformité des plus grandes entreprises et des personnes les mieux nanties.

Recommandation 16

Revoit le fonctionnement des pratiques de divulgation obligatoire.

Recommandation 17

Prenne des mesures décisives, notamment en modifiant la *Loi sur l'interprétation des conventions en matière d'impôts sur le revenu*, pour empêcher que le chalandage fiscal soit utilisé pour éviter l'impôt canadien, particulièrement lorsque des gains en capital sont tirés de ressources naturelles canadiennes comme dans le cas d'Alta Energy Luxembourg qui, à lui seul, a privé le gouvernement d'un revenu fiscal calculé sur un gain en capital d'environ 380 millions de dollars.

Recommandation 18

Réfléchisse à l'application automatique d'une pénalité substantielle, dont le montant pourrait être discrétionnaire, lorsque la règle générale anti-évitement (RGAÉ) est jugée applicable à une transaction afin de modifier l'analyse risque/récompense effectuée par les contribuables qui envisagent une transaction d'évitement fiscal agressive, donnant ainsi à la RGAÉ un effet de dissuasion fiscale plus efficace.

Recommandation 19

Modifie la règle générale anti-évitement et certaines dispositions connexes afin :

- qu'il incombe clairement au contribuable de prouver que, malgré le fait que l'objet principal de la transaction est d'éviter l'impôt, sa transaction est conforme et non contraire à l'objet et à l'esprit des dispositions pertinentes de la loi;
- de fournir une liste de facteurs, notamment l'absence de substance économique, l'absence de toute attente raisonnable de profit avant impôt, les mouvements circulaires de fonds et les opérations qui s'annulent, dont doivent absolument tenir compte les tribunaux pour établir si une opération d'évitement est abusive;
- de préciser qu'elle peut s'appliquer si une opération d'évitement en soi est abusive, si une ou plusieurs opérations d'évitement dans une série qui donne lieu à un avantage fiscal sont abusives, ou si une série d'opérations dans son ensemble est abusive;
- préciser que le critère de l'objet principal non fiscal dans la définition d'opération d'évitement ne signifie pas que les opérations telles que les acquisitions de biens, les réorganisations et les financements (dont l'objectif principal est intrinsèquement commercial) sont automatiquement exclues;
- d'adopter une nouvelle définition législative de série d'opérations englobant à la fois la définition en common law et celle de la Loi de l'impôt sur le revenu;
- d'élargir la définition d'opération d'évitement pour inclure une série d'opérations où l'objet principal de la série dans son ensemble est d'obtenir un avantage fiscal, que la série contienne ou non une



opération d'évitement dont l'objet principal est d'obtenir un avantage fiscal, afin d'assujettir toute la série au critère de l'abus.

Recommandation 20

Assure un appui relativement aux nouvelles règles visant les versements admissibles et le contingent des versements par le biais de ressources et de séances de formation sur les règles et l'orientation, élaborées en consultation avec le secteur des organismes de bienfaisance et dispensées par l'Agence du Revenu du Canada, ainsi qu'en clarifiant le libellé concernant la mise en commun de fonds.

Recommandation 21

S'engage à un examen public des façons d'utiliser le système fiscal pour réduire les émissions et gérer la crise climatique, au-delà de la taxe sur le carbone.

Impôt des sociétés et des particuliers

Au sujet de l'impôt des sociétés, le Comité a reçu des propositions concernant le taux d'imposition des sociétés et le seuil de la déduction accordée aux petites entreprises. Il a également entendu des propositions relatives à l'Incitatif à l'investissement accéléré, aux modifications de la déductibilité des intérêts et aux nouveaux crédits d'impôt à l'investissement remboursables offerts dans certains secteurs. En ce qui concerne l'impôt des particuliers, le Comité a entendu des propositions visant à limiter ou à annuler certains crédits d'impôt.

Recommandation 22

Mette en œuvre les Règles globales anti-érosion de la base d'imposition décrites dans le Pilier Deux des travaux de l'OCDE/G20 sur les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie, lesquelles veilleront à ce que les grandes entreprises multinationales paient un niveau minimum d'impôt sur les revenus générés dans chacune des juridictions où elles opèrent.

Recommandation 23

Mette en place un crédit d'impôt à l'investissement remboursable de 30 % pour l'achat d'équipement neuf ou usagé par des entreprises agricoles ayant des revenus annuels bruts de moins de 50 000 \$.

Recommandation 24

Accélère le lancement d'un crédit d'impôt à l'investissement remboursable pour le stockage de batteries et d'hydrogène propre qui sera suffisant pour compenser les effets concurrentiels de l'*Inflation Reduction Act* des États-Unis.

Recommandation 25

Considère le traitement fiscal du gain en capital imposable lors du don ou de la vente à faible coût de certains actifs agricoles à un neveu ou à une nièce.

« À l'échelle canadienne, 20 % des proches aidants vivent de l'insécurité financière [...] et comblent chaque jour le manque de ressources du système de santé. À cet effet, on évalue qu'il faudrait embaucher 1,2 million de professionnels à temps complet pour remplacer les heures effectuées par les proches aidants. »

[Réseau FADOQ](#)

Recommandation 26

Modifie le crédit d'impôt pour aidants naturels afin qu'il soit remboursable.

Recommandation 27

Augmente le crédit d'impôt pour les pompiers volontaires et modernise la définition de pompier volontaire utilisée par l'Agence du revenu du Canada pour aider la conservation de l'effectif.

Taxes à la consommation et tarification du carbone

À propos des taxes à la consommation et de la tarification du carbone, les propositions des témoins ont surtout porté sur la « taxe d'accise progressive » sur les boissons alcoolisées et la taxe sur certains biens de luxe. Le Comité a également entendu des propositions concernant les exonérations et les taux applicables au système de tarification du carbone, à la taxe d'accise sur le carburant et au droit d'accise sur le cannabis.



« Les brasseurs canadiens sont confrontés à des défis économiques sans précédent qui représentent une menace directe pour la prospérité et la viabilité de l'industrie de la bière nationale et des acteurs qui s'intègrent à sa chaîne de valeur. »

[Bière Canada](#)

Recommandation 28

Gèle les droits d'accise fédéraux sur la bière, les spiritueux et le vin au taux de 2022 pour les exercices 2023 et 2024, jusqu'au retour de l'inflation à l'intérieur de la plage cible de la Banque du Canada, soit entre 1 et 3 %.

Recommandation 29

Modifie l'exonération du droit d'accise accordée au vin entièrement canadien produit à partir de miel ou de pommes afin qu'elle comprenne également tous les autres produits fermentés qui ne sont pas des raisins.

Recommandation 30

Introduise une définition propre au cidre aux fins du droit d'accise en se basant sur les définitions utilisées à l'échelle des provinces.

Recommandation 31

Réfléchisse à la possibilité de mettre en œuvre un programme de remboursement de la taxe aux visiteurs.

Recommandation 32

Exempte le counselling et la psychothérapie de l'application de la TPS/TVH.

Ministères et institutions fédéraux

Pour ce qui est des institutions et des ministères fédéraux, des témoins ont abordé la question des dépenses gouvernementales, des marchés publics et de l'électrification.

En ce qui concerne les dépenses gouvernementales, des témoins ont présenté au Comité des propositions relatives aux augmentations de salaire liées à la pandémie accordées aux politiciens, au gouverneur général et aux employés du gouvernement fédéral et des sociétés d'État. Des témoins ont également mentionné les dépenses du Sénat, les coûts de main-d'œuvre de la fonction publique, le financement des sociétés d'État et la création d'une liste publique pour divulguer le salaire de tous les employés fédéraux qui gagnent plus de 100 000 \$ par année.

Le Comité a également entendu des propositions sur l'approvisionnement du gouvernement fédéral, notamment la création d'une stratégie d'approvisionnement pour les petites et moyennes entreprises (PME) nationales et d'un fonds d'approvisionnement consacré à la technologie. Enfin, des témoins ont fait des propositions pour favoriser l'atteinte des objectifs du gouvernement en matière d'électrification.

« L'approvisionnement est l'outil de développement économique le plus puissant dont dispose le gouvernement. »

[Conseil canadien des innovateurs](#)

Recommandation 33

Guide plus efficacement les entreprises nationales dans le processus d'approvisionnement en simplifiant la stratégie d'approvisionnement du gouvernement fédéral pour les petites et moyennes entreprises nationales grâce au lancement d'un Fonds d'approvisionnement innovateur et d'un service de concierge en approvisionnement inspiré du programme de concierge de la Colombie-Britannique.

Recommandation 34

Mette en œuvre une stratégie d'approvisionnement « Acheter propre ».

Recommandation 35

Conclue une entente-cadre avec le Chantier Davie Canada Inc. en lien avec la Stratégie nationale de construction navale.



Recommandation 36

Montre l'exemple en veillant à ce que les installations gouvernementales disposent de bornes de recharge pour les employés et les citoyens et que le parc fédéral de véhicules soit électrifié.

Recommandation 37

Veille à ce que les coopératives financières et leurs membres se voient accorder un accès égal et opportun à tous les programmes de soutien fédéraux offerts par l'intermédiaire du secteur financier, qu'ils soient pris en compte lorsque des lois ou des règlements touchant le secteur financier sont présentés ou modifiés et inclue des représentants des coopératives financières au sein des groupes de travail et des organes consultatifs des domaines financier et économique.

Recommandation 38

Crée une organisation au sein du gouvernement, avec une responsabilité de niveau sous-ministre ou sous-ministre adjoint principal, pour la mise en œuvre de la stratégie en matière de biofabrication et de sciences de la vie (SBSLSV) et le développement de la SBSLSV 2.0.

Recommandation 39

Crée un poste au niveau du cabinet pour la cybersécurité.

Recommandation 40

S'assure de donner suite aux priorités fédérales en mettant à la disposition de tous les ministères fédéraux des budgets spécifiques leur permettant de répondre, en collaboration avec les universités, à leurs besoins de recherche.

CHAPITRE 2 : ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

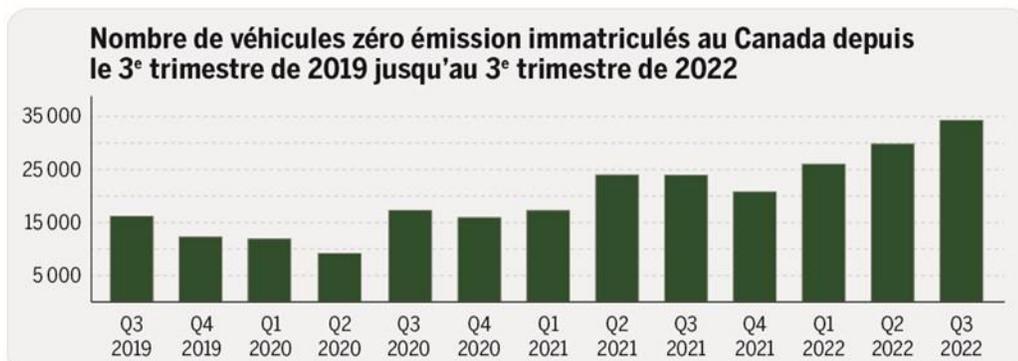
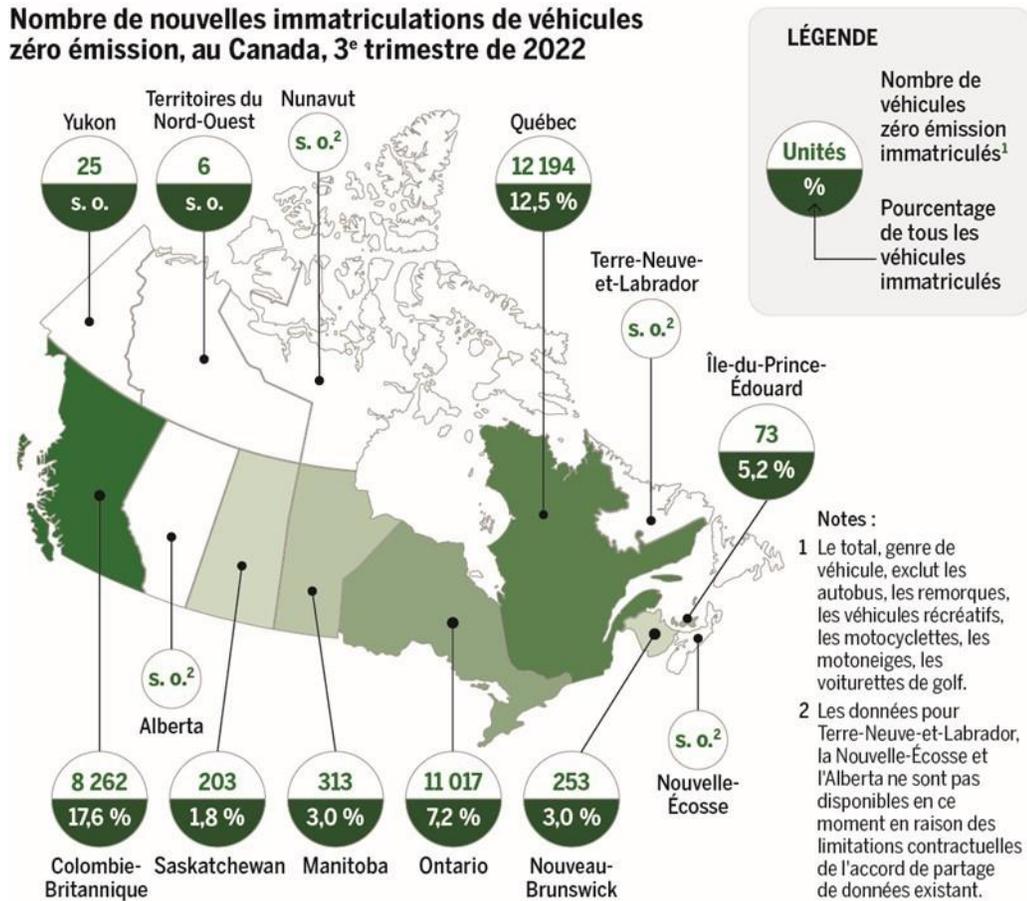
Le secteur des transports contribue considérablement aux émissions de gaz à effet de serre (GES) qui provoquent le réchauffement de la planète et les changements climatiques. Selon l'[Organisation des Nations Unies](#), le secteur des transports était responsable d'environ 25 % des émissions mondiales de GES en 2020. Au Canada, le transport est la deuxième plus grande source d'émissions de GES, représentant le quart des émissions totales. Selon [Environnement et Changement climatique Canada](#), près de la moitié de ces émissions provient des voitures et des camions légers.

Afin d'atténuer les répercussions du transport sur l'environnement, un certain nombre de pays, dont le Canada, prennent des mesures pour promouvoir l'adoption de technologies de transport plus propres, comme les véhicules électriques à batterie, les véhicules électriques hybrides rechargeables et les véhicules électriques à pile à combustible. Selon l'[Agence internationale de l'énergie](#), peu de domaines du secteur des énergies propres sont aussi dynamiques que le marché des voitures électriques. Les ventes de véhicules électriques ont doublé en 2021 par rapport à l'année précédente pour atteindre un nouveau record de 6,6 millions d'unités, ce qui représente près de 10 % des ventes mondiales de voitures ou quatre fois la part de marché de 2019.

Au Canada, les [véhicules zéro émission](#) (VZE) représentent une part croissante des nouvelles immatriculations de véhicules automobiles. Comme le montre la figure 3, un total de 34 313 nouveaux VZE ont été immatriculés au cours du troisième trimestre de 2022, ce qui correspond à 8,7 % de toutes les nouvelles immatriculations de véhicules au pays et à une augmentation de 43,2 % par rapport à l'année précédente.



Figure 3 — Nombre de nouvelles immatriculations de véhicules zéro émission au Canada



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à partir de données obtenues de Statistique Canada, « [Tableau 20-10-0025-01 : Immatriculations des véhicules à émission zéro neufs, trimestrielle](#) », et « [Tableau 20-10-0024-01 : Immatriculations des véhicules automobiles neufs, trimestrielle](#) », base de données, consultée le 14 février 2023.

Au cours du troisième trimestre de 2022, la tendance des quatre années précédentes s'est maintenue, et les véhicules électriques à batterie représentaient la plus grande part des nouvelles immatriculations de VZE. Au cours de la même période, sur l'ensemble des nouvelles immatriculations de véhicules électriques au Canada, 29 376 étaient des véhicules électriques à batterie, soit 85,6 % du total, tandis que 4 937 étaient des véhicules hybrides rechargeables, soit les 14,4 % restants.

Selon [Statistique Canada](#), les trois plus grandes provinces du Canada comptaient 91,8 % de toutes les nouvelles immatriculations de VZE au cours du troisième trimestre de 2022. Comme le montre la figure 3, le Québec a enregistré le plus grand nombre d'immatriculations de VZE, avec un total de 12 194, suivie de l'Ontario avec 11 017 et de la Colombie-Britannique avec 8 262. Au cours de cette période, près d'un véhicule neuf sur cinq (17,6 %) immatriculé en Colombie-Britannique était un VZE, soit le pourcentage le plus élevé de toutes les provinces. Entre-temps, la part des VZE parmi les nouvelles immatriculations de véhicules automobiles était de 12,5 % au Québec et de 7,2 % en Ontario.

Afin d'accélérer la fabrication et l'adoption de voitures moins polluantes, le gouvernement fédéral a mis en place un mandat de vente pour s'assurer qu'au moins 20 % des ventes de nouveaux véhicules légers seront des VZE d'ici 2026. Ce pourcentage doit augmenter à au moins 60 % d'ici 2030 et à 100 % d'ici 2035. Le gouvernement fédéral offre également des incitatifs pour encourager les Canadiens à acheter et à utiliser des véhicules moins polluants. Ces incitatifs comprennent le [Programme d'incitatifs pour les véhicules zéro émission \(iVZE\)](#). Ce programme, lancé en 2019, offre un rabais pouvant atteindre 5 000 \$ pour l'achat ou la location (pendant au moins 12 mois) d'un VZE admissible, y compris les véhicules électriques à batterie, les véhicules à pile à hydrogène et les véhicules hybrides rechargeables à autonomie plus importante. Afin d'encourager les organisations, les provinces, les territoires et les municipalités du Canada à acheter des VZE moyens et lourds, le gouvernement fédéral a lancé, le 11 juillet 2022, le [Programme d'incitatifs pour les véhicules moyens et lourds zéro émission \(iVMLZE\)](#). Ce Programme offre des incitatifs au point de vente pouvant atteindre 200 000 \$ pour les organisations admissibles qui achètent ou louent (pendant au moins 12 mois) un [véhicule admissible](#).

Dans l'ensemble, ces mesures incitatives, combinées aux multiples investissements des gouvernements fédéral et provinciaux dans le développement du réseau de bornes de recharge pour les VZE, contribuent à la transition vers des véhicules moins polluants et plus efficaces sur le plan énergétique et au soutien de la croissance du marché des VZE au Canada. Cette tendance devrait se poursuivre, car le gouvernement fédéral et le



secteur privé cherchent à réduire les émissions de carbone et à promouvoir des pratiques de transport durable au pays.

Les observations des témoins sur l'environnement et les changements climatiques ont surtout porté sur l'électrification des transports, la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et la préservation des milieux naturels.

Électrification des transports

En ce qui concerne l'électrification des transports, des témoins ont recommandé d'établir un système de taxation financièrement neutre qui consiste à faire payer les acheteurs de véhicules de tourisme polluants pour financer les programmes d'incitatifs pour les VZE. D'autres témoins ont proposé de rendre les VZE d'occasion admissibles au Programme iVZE et d'adapter les incitatifs à l'achat de VZE en fonction du revenu des ménages. Enfin, le Comité a également entendu des propositions visant à supprimer progressivement l'incitatif fédéral pour les véhicules hybrides rechargeables ayant moins de 50 km d'autonomie électrique.

« Jusqu'à ce que les [véhicules électriques] atteignent la parité de prix à l'achat, des mesures incitatives sont nécessaires pour que les consommateurs puissent choisir entre les voitures électriques et les voitures à essence. »

[Mobilité électrique Canada](#)

Recommandation 41

Offre des incitatifs à l'achat de véhicules zéro émission (VZE), y compris:

- un rabais aux personnes et aux familles à faible ou modeste revenu inspiré du programme de la Californie;
- des « primes à la casse », soit des fonds pour l'achat de VZE, des laissez-passer de transport en commun ou des outils de transport actif (par exemple des vélos ou vélos électriques), lesquelles primes devraient être cumulables avec d'autres programmes incitatifs;

- **un rabais aux entreprises de taxi, d'autopartage et d'incitation au covoiturage et aux particuliers qui désirent passer aux véhicules électriques, lequel rabais devrait être cumulable et ne pas être limité par un plafond de 10 véhicules pour les rabais de flotte;**
- **des programmes visant à éduquer et à soutenir les consommateurs dans leur transition vers les VZE en partenariat avec des organisations de confiance.**

Recommandation 42

Adopte des cibles claires pour les ventes de VZE : 20 % des ventes de véhicules légers d'ici 2026, 60 % d'ici 2030 et 100 % d'ici 2035.

Recommandation 43

Harmonise les normes fédérales d'émission de gaz d'échappement sur les normes les plus strictes en Amérique du Nord.

Transition vers une économie à faibles émissions de carbone

Au sujet de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, des témoins ont recommandé que les différents ordres de gouvernements s'entendent sur une définition commune du terme « investissement orienté vers la carboneutralité » et fournissent des estimations de réduction d'émissions parallèlement aux politiques. D'autres témoins ont proposé l'élaboration d'un plan de financement équitable pour la carboneutralité, qui examinerait la répartition des coûts entre les entreprises, les ménages et le gouvernement et préciserait clairement qui paye pour s'assurer que les ménages les plus vulnérables ne soient pas laissés pour compte.

Certains témoins ont recommandé d'améliorer l'efficacité énergétique du parc immobilier résidentiel dans tout le pays, y compris les logements destinés aux ménages à faible revenu et les logements situés dans les collectivités autochtones. Le Comité a aussi entendu des propositions en faveur du soutien à la création, à la commercialisation et à la fabrication au Canada de produits à faible teneur en carbone au moyen d'incitatifs fiscaux et d'un accès accru aux contrats gouvernementaux. D'autres témoins ont proposé d'établir un groupe de travail en agroenvironnement pour faire appel à l'expertise agricole et technique dès les premières étapes de l'élaboration des politiques agroenvironnementales.



« [N]ous avons constaté que le climat a un impact inéquitable sur les communautés vulnérables, sous-financées et à faible revenu, car de nombreux autres ménages peuvent prendre des mesures pour compenser certains impacts, mais pas tous; cela dépend de l'endroit où ils se trouvent. »

[Coalition du budget vert](#)

Recommandation 44

Améliore l'efficacité énergétique et le confort du parc immobilier résidentiel dans tout le pays, y compris pour les ménages à faible revenu et les communautés autochtones, et supporte le développement des compétences pour l'économie de la rénovation.

Recommandation 45

Mette en place un réseau électrique zéro émission fondé sur les énergies renouvelables, ce qui requiert des investissements transformationnels majeurs dans la production, le transport et la demande d'électricité, y compris dans les communautés autochtones éloignées.

Recommandation 46

Harmonise le récent cadre de soutien financier net zéro du Canada aux ambitions des États-Unis, ce qui nécessiterait de bonifier le programme Accélérateur net zéro du Fonds stratégique pour l'innovation, concevoir et déployer de manière efficace le crédit d'impôt à l'investissement pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone et introduire des contrats sur différence ciblés pour le carbone pour offrir une certitude aux projets carboneutres novateurs.

Recommandation 47

Fournisse du financement pour appuyer les études d'ingénierie et de conception préliminaires des technologies carboneutres transformatrices.

Recommandation 48

Fournisse du financement pour tester des matériaux à faible teneur en carbone dans les projets de construction financés par le gouvernement fédéral.

Recommandation 49

Fournisse du financement pour faire la démonstration d'un ensemble de divers matériaux de construction à émissions presque nulles et novateurs, et les développer.

Recommandation 50

Appuie davantage les manufacturiers pour les aider à s'adapter au plan du Canada sur les changements climatiques et à le faire progresser.

Recommandation 51

Développe des installations de fabrication et de recyclage dans le secteur des énergies renouvelables au Canada, grâce au financement du Fonds de croissance du Canada.

Recommandation 52

Appuie l'engagement des producteurs laitiers canadiens d'atteindre la carboneutralité à la ferme en fournissant aux programmes de durabilité agricole existants et futurs un financement suffisant et récurrent pour faciliter l'introduction et l'adoption continue d'énergies propres, de technologies vertes et de pratiques de gestion exemplaires dans les fermes.

Recommandation 53

Soutienne les programmes de formation et de recyclage professionnel pour aider les travailleurs à faire la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Recommandation 54

Finance des programmes de renforcement des capacités, la dotation et le soutien technique pour les provinces, territoires, municipalités et le secteur privé pour qu'ils adoptent des politiques et des approches favorisant l'« achat propre ».

Recommandation 55

Mette en place des mesures appropriées pour exiger la divulgation complète dans les rapports financiers des entreprises et des organisations canadiennes qui répondent aux critères établis de tous les risques climatiques et environnementaux, sociaux et de gouvernance, comme recommandé par le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques.



Recommandation 56

Mise sur une action politique cohérente et complémentaire en augmentant le financement pour les mesures de mitigation et d'adaptation ainsi qu'en assurant l'exemplarité de l'État en matière de lutte aux changements climatiques.

Recommandation 57

S'engage à fournir un financement bilatéral pour traiter explicitement les pertes et dommages causés par le climat dans les pays à revenu faible et intermédiaire, en plus du financement international existant pour le climat et d'autres engagements d'aide étrangère, et soutienne la création d'un nouveau mécanisme de financement pour traiter les pertes et les dommages dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Recommandation 58

Collabore avec les provinces pour reconduire en 2023 le soutien d'urgence au transport collectif.

Recommandation 59

Devance le soutien récurrent aux opérations des sociétés de transport en commun à l'année fiscale 2024–2025 et bonifie les montants prévus pour les opérations.

Recommandation 60

Mette en place un groupe de travail au sujet d'une contribution permanente du gouvernement fédéral aux dépenses d'exploitation en transport collectif.

Préservation des environnements naturels

Les témoins qui ont parlé de la préservation des environnements naturels ont souligné l'importance du soutien direct aux producteurs afin d'accroître le travail de conservation à la ferme et d'aider les agriculteurs à participer aux efforts de préservation des prairies indigènes. D'autres ont proposé d'élargir le volet [Recherche et Innovation du Programme des technologies propres en agriculture](#) pour y inclure des technologies permettant de mesurer directement les émissions de carbone provenant des fermes.

« Le Programme des gardiens autochtones [...] s'est avéré efficace pour garantir que les communautés autochtones jouent un rôle de premier plan dans la recherche et la gestion environnementales. Ce qui n'était au départ qu'une petite subvention de moins de six millions de dollars est devenu un programme modèle dans le domaine de la conservation de l'environnement menée par les Autochtones pour tout le pays. »

[Arctic Research Foundation](#)

Recommandation 61

Augmente le financement direct des collectivités nordiques et autochtones, notamment le financement du programme des Gardiens autochtones, pour qu'elles puissent se concentrer sur les priorités locales en matière de recherche scientifique et de conservation de l'environnement.

Recommandation 62

Respecte les engagements du Canada en matière de protection des terres et des océans, en intégrant la conservation dirigée par les autochtones et en fournissant un financement permanent pour la protection et l'intendance, la connectivité écologique et la collaboration entre les organisations non gouvernementales.

Recommandation 63

Explore la manière dont pourrait éventuellement être appliqué le cadre du Groupe de travail sur l'information financière relative à la nature pour les enjeux liés à la perte de biodiversité.

CHAPITRE 3 : SOUTIEN AUX PARTICULIERS

Selon de nombreux économistes, à long terme, la croissance économique est alimentée par la découverte de nouvelles idées par les gens et la taille de la population joue un rôle crucial. Toutes choses étant égales par ailleurs, une population plus nombreuse signifie plus de chercheurs, ce qui se traduit par davantage de nouvelles idées et un niveau de vie plus élevé. De même qu'un plus grand nombre d'ouvriers du secteur automobile



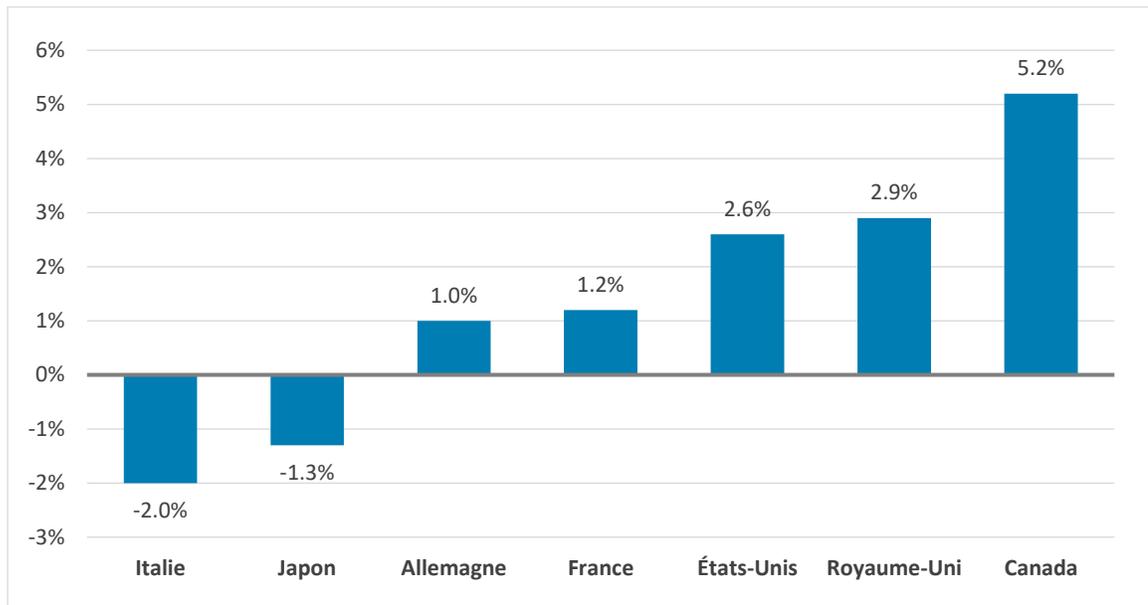
produira plus de voitures, un plus grand nombre de chercheurs et d'innovateurs générera plus de nouvelles idées, ce qui permettra d'augmenter les revenus de chacun. Puisque le taux de croissance des chercheurs dépend en fin de compte du taux de croissance démographique, celui du revenu par habitant dépend également de la croissance démographique. Par conséquent, l'immigration peut devenir un facteur important du bien-être à long terme du Canada, d'autant plus que dans la plupart des pays développés, y compris le [Canada](#), le taux de fécondité est déjà inférieur au taux de remplacement.

Outre leurs effets négatifs sur l'innovation et les nouvelles idées, les faibles taux de fécondité posent le problème à court et à long terme d'une société vieillissante. De plus, ils [nuisent au niveau de vie d'un pays](#) en augmentant le rapport de dépendance des personnes âgées (le rapport entre les personnes âgées de plus de 64 ans et celles âgées de 15 à 64 ans). Un rapport de dépendance plus élevé suppose que la croissance de la productivité peut ne pas se traduire par une augmentation significative du niveau de vie. Par exemple, au cours de la période 2000–2014, le PIB par individu de la population active a augmenté plus rapidement au [Japon](#) qu'aux États-Unis, mais en matière de PIB par habitant, l'augmentation observée dans les deux pays était la même. La différence est que le Japon a connu un vieillissement rapide de sa population au cours de cette période, alors que les États-Unis, en raison d'une immigration plus importante et d'un taux de natalité plus élevé, n'ont pas connu ce phénomène.

En outre, un rapport de dépendance plus élevé implique qu'un nombre relativement faible de jeunes seront responsables de s'occuper de leurs parents âgés, tant sur le plan financier que non financier. Un rapport de dépendance plus élevé peut inciter les gouvernements à augmenter les impôts pour couvrir les coûts croissants des soins de santé et des autres coûts liés au vieillissement de la population.

Les pays peuvent surmonter ces problèmes dans une certaine mesure en misant sur l'immigration pour accroître leur population. Comme le montre la figure 4, la population canadienne a augmenté de 5,2 % au cours de la période 2016–2021, soit le taux de croissance le plus rapide parmi les pays du G7. Selon [Statistique Canada](#), l'immigration est à l'origine de près de 80 % de cette augmentation, tandis que l'accroissement naturel (c'est-à-dire le nombre de naissances moins le nombre de décès) représente le reste. Bien que le taux d'accroissement naturel ait diminué de 0,3 % en 2016 à 0,1 % en 2021, il ne devrait pas devenir négatif au cours des 50 prochaines années, comme ce sera le cas dans d'autres pays du G7. En novembre 2022, le [gouvernement fédéral](#) a annoncé qu'il prévoyait accueillir davantage de nouveaux arrivants au cours des trois prochaines années. Il s'est fixé l'objectif d'accueillir 500 000 nouveaux résidents permanents en 2025.

Figure 4 — Taux de croissance démographique au cours de la période 2016–2021, pays du G7 (%)



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à l'aide de données fournies par Statistique Canada, [La population du Canada augmente le plus rapidement parmi les pays du G7 et se classe au septième rang des pays du G20 pour son taux de croissance](#), 9 février 2022.

L'augmentation du nombre d'immigrants peut aider le Canada de plusieurs façons. Comme l'a fait valoir [Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada](#), les immigrants constituent déjà une proportion importante des travailleurs du secteur de la santé et ils pourraient contribuer à réduire les pénuries de main-d'œuvre dans ce secteur à l'avenir.

Par ailleurs, les immigrants contribuent aux recettes fiscales. Dans une [étude](#) sur les répercussions fiscales de l'immigration dans les pays de l'OCDE, les auteurs ont constaté ceci :

les conséquences macroéconomiques et budgétaires des migrations internationales sont positives pour les pays de l'OCDE, et les migrations internationales produisent un dividende démographique en augmentant la proportion de la main-d'œuvre au sein de la population [...] Les migrations internationales améliorent également l'équilibre budgétaire en réduisant les transferts par habitant versés par le gouvernement et les dépenses publiques par habitant liées à la vieillesse [traduction].



Une autre étude sur les incidences fiscales de l'immigration aux États-Unis a conclu que si « les immigrants de la première génération coûtent plus cher aux gouvernements [...] en raison des coûts d'éducation de leurs enfants, [...] les enfants d'immigrants (la deuxième génération) comptent parmi les plus grands contributeurs économiques et fiscaux de la population américaine, car ils paient davantage d'impôts que leurs parents ou le reste de la population de souche » [traduction]. En fait, alors que les immigrants ne représentent que 14 % de la population américaine, ils sont à l'origine de 30 % des brevets et de plus de 38 % des prix Nobel scientifiques américains.

Toutefois, il a été avancé que l'immigration pourrait entraîner une baisse des salaires, car elle augmente l'offre de main-d'œuvre. Bien qu'une immigration plus importante puisse augmenter l'offre de main-d'œuvre, elle entraînerait également une augmentation de la demande, car les nouveaux arrivants consommeront des biens et des services. Cette augmentation de la consommation peut à son tour accroître la demande de main-d'œuvre et exercer une pression positive sur les salaires. Bien que l'effet net de l'immigration sur les salaires demeure incertain, de nombreux économistes ont conclu qu'il était faible.

En plus de l'immigration, les témoins qui ont fait des propositions sur les mesures de soutien aux particuliers ont abordé l'emploi et le travail, la formation de la main d'œuvre, les enfants, les familles et la politique sociale, la santé ainsi que le revenu de retraite et les aînés.

Immigration

En ce qui concerne l'immigration, des témoins ont souligné l'importance de remédier à la pénurie de talents et de main-d'œuvre dans certains secteurs. Le Comité a reçu des propositions visant à augmenter le nombre d'immigrants issus de la catégorie de l'immigration économique et des travailleurs qualifiés, à accélérer les processus de demande et à simplifier les voies d'accès à la résidence permanente. Enfin, le Comité a entendu des propositions qui soulignaient l'importance d'investir dans des services essentiels pour les nouveaux arrivants et dans des programmes ciblés pour les professionnels formés à l'étranger afin de les aider à surmonter les obstacles et à faciliter leur entrée sur le marché du travail canadien.

« Alors que le chômage au Canada se situe à des niveaux historiquement bas et que la demande de travailleurs est élevée, un déficit persistant de compétences aggrave les difficultés auxquelles est confrontée maintenant l'économie. »

Comptables professionnels agréés du Canada

Recommandation 64

Améliore la prestation des services au sein du système d'immigration du Canada.

Recommandation 65

S'attaque aux pénuries de talents et aux lacunes du système d'immigration qui ont un impact sur les secteurs stratégiques à forte croissance au Canada en :

- **renforçant le soutien à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et à Emploi et Développement social Canada afin d'éliminer les arriérés et de garantir des normes de service régulières;**
- **en mettant en œuvre un visa technologique à fort potentiel permettant aux travailleurs hautement qualifiés de venir au Canada sans offre d'emploi, augmentant ainsi la densité de la main-d'œuvre en renforçant le Volet des talents mondiaux;**
- **en accélérant le financement des entreprises canadiennes qui développent des programmes de perfectionnement et de recyclage pour renforcer la main-d'œuvre nationale.**

Recommandation 66

Crée une voie d'accès vers la résidence permanente dans le cadre d'Entrée express, pour les travailleurs des catégories C et D de la classification nationale des professions (CNP) dans le secteur de l'hôtellerie, les travailleurs qui possèdent de l'expérience de travail antérieure au Canada ou ceux qui ont reçu des offres d'emploi dans le secteur du tourisme, de l'accueil et de l'hôtellerie pour un poste inscrit dans la CNP.



Emploi et travail

En ce qui concerne l'emploi et le travail, des témoins ont proposé des stratégies pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs, notamment en améliorant la reconnaissance des titres de compétences étrangers et en réduisant les obstacles et les retards dans l'embauche de travailleurs qualifiés et de travailleurs étrangers temporaires. Des témoins ont également abordé le régime d'assurance-emploi.

Recommandation 67

Améliore le système d'immigration et le Programme des travailleurs étrangers temporaires pour alléger la pénurie de main d'œuvre, en mettant en œuvre le Programme des employeurs de confiance, permettant à tous les permis de travail d'avoir une durée de plus de trois ans, en simplifiant le processus d'applications et en réduisant les délais de réponse.

Recommandation 68

Accroisse la rapidité et la fiabilité du traitement des demandes dans le cadre du programme des employeurs dignes de confiance et crée une filière spécialisée dans le cadre du programme des travailleurs étrangers temporaires pour le tourisme et l'hôtellerie, avec une plus grande prévisibilité, afin de répondre à la demande de main-d'œuvre en haute saison.

Recommandation 69

Priorise les demandes de travailleurs étrangers temporaires du secteur de l'hôtellerie en :

- **accélérant le traitement des demandes portant les codes de la classification nationale des professions qui correspondent au secteur du tourisme, dont les plus urgents sont 6731 – préposés à l'entretien ménager et au nettoyage, 6312 – gouvernants principaux, 6525 – réceptionnistes d'hôtel, 6721 – personnel de soutien en services d'hébergement, de voyage et en services de montage d'installation, 6322 – cuisiniers;**
- **supprimant à la fois les frais de 1 000 \$ et l'obligation de demander une évaluation de l'impact sur le marché du travail;**
- **n'exigeant plus l'annonce du poste pendant 30 jours;**

- **octroyant automatiquement le titre d'employeurs de confiance aux entreprises du secteur du tourisme, de l'hospitalité et de l'hôtellerie, ce qui comprendrait une assistance exclusive aux employeurs et aux demandeurs leur permettant de connaître plus rapidement le statut des demandes ainsi qu'une simplification des processus d'Emploi et développement social Canada et d'Immigration, réfugiés et citoyeneté Canada.**

Recommandation 70

Relance le programme Destination Emploi précédemment utilisé pour les Syriens, afin de mettre en relation les Ukrainiens arrivant par le biais de mesures d'immigration spéciales avec des carrières dans le secteur hôtelier et pour répondre aux besoins immédiats du secteur hôtelier en matière de personnel.

Recommandation 71

Crée un nouveau volet pour le secteur de l'alimentation dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires, pour alléger le fardeau administratif que représente le processus de demande et faciliter l'arrivée et l'entrée au pays des travailleurs, qui devrait faire ce qui suit :

- **réduire l'exigence des trois activités de recrutement à celle de faire une annonce sur le Guichet-Emplois et en simplifier les paramètres;**
- **éliminer l'obligation de créer un plan de transition vers l'embauche d'un travailleur local après le départ du travailleur temporaire;**
- **éliminer les frais pour les personnes qui ne possèdent qu'un restaurant et dont la marge de profit est de moins de 10 %;**
- **permettre aux entreprises qui possèdent plusieurs restaurants ou franchises de produire une seule demande d'évaluation de l'impact sur le marché du travail (EIMT) pour un maximum de 20 travailleurs répartis dans au plus 10 restaurants afin de réduire le coût de la demande tout en assurant l'expertise;**
- **accorder aux travailleurs étrangers temporaires des permis de travail de deux ans au lieu d'un si l'employeur est aux prises avec des postes vacants à long terme, comme c'est le cas dans le cadre d'un projet pilote dans l'industrie de la transformation de la viande, et jusqu'à trois**



ans pour les travailleurs des services alimentaires afin de leur permettre d'obtenir un emploi à plus long terme et améliorer leurs chances d'obtenir la résidence permanente;

- **permettre aux employeurs qui n'ont pas besoin d'un permis de travail de deux ans d'ajuster les périodes de travail saisonnières et de combiner les saisons estivale et hivernale, comme le font les programmes en place pour les travailleurs agricoles;**
- **permettre des modifications mineures des tâches prévues au contrat d'emploi lorsque l'employeur et le travailleur y consentent et qu'elles permettent au travailleur de toucher des avantages supplémentaires;**
- **établir comme cible que les EIMT dans l'industrie des services d'alimentation seront étudiées dans un délai de 10 jours;**
- **mettre sur pied une équipe de soutien spécialisée pour traiter toutes les demandes dans l'industrie des services d'alimentation, laquelle agirait à titre guichet unique et de point de contact pour l'industrie;**
- **mettre en œuvre un programme des employeurs de confiance (modèle des employeurs reconnus) pour les employeurs de l'industrie des services d'alimentation qui font souvent appel à des travailleurs étrangers temporaires et respectent les plus hautes normes.**

Recommandation 72

Soutienne les travailleurs étrangers temporaires du secteur de l'alimentation une fois qu'ils sont arrivés en :

- **offrant du soutien sur le plan de l'assurance pendant la période où ils ne sont pas encore pris en charge par le régime provincial;**
- **prévoyant un filet de sécurité fédéral au cas où les travailleurs ont des problèmes de santé avant d'être pris en charge;**
- **veillant à ce que les participants respectent les normes les plus élevées en matière de protection des travailleurs et de leur famille en procédant à une vérification de la conformité, à l'application des règles et à l'imposition de sanctions aux employeurs qui enfreignent les règles du programme de façon plus rigoureuse.**

Recommandation 73

Simplifie les descriptions aux termes de la classification nationale des professions (CNP) du Programme des travailleurs étrangers en combinant les catégories C et D dans le secteur de la restauration et en les répartissant en trois catégories (service, administration et gestion et cuisine) afin d’englober une gamme accrue de postes et offrir des possibilités élargies de croissance à ces travailleurs, et, d’ici là, le formulaire de demande devrait être mis à jour de manière à ce qu’un même travailleur puisse remplir plusieurs fonctions qui, séparées dans la CNP actuelle, sont similaires.

Recommandation 74

Travaille avec les provinces et les territoires pour mettre en place les soutiens nécessaires à l'amélioration et au recyclage des travailleurs, pour réduire les obstacles à l'embauche de talents étrangers hautement qualifiés et pour améliorer les systèmes et les processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers.

« [L]e gouvernement [doit] [...] modifier certaines règles du programme d’assurance-emploi afin de couvrir un échantillon représentatif plus large de travailleurs et de dissiper une certaine injustice dans le système. »

[Syndicat des Métallos](#)

Recommandation 75

Publie son plan de modernisation de l'assurance-emploi avant le 1^{er} juillet 2023.

Recommandation 76

Réforme et bonifie le programme d’assurance-emploi afin de remédier aux failles exposées lors de la pandémie.

Recommandation 77

Modernise le programme d'assurance-emploi pour l'adapter aux réalités de l'économie à la demande afin que les travailleurs indépendants et les pigistes du secteur artistique puissent en bénéficier.



Recommandation 78

Utilise les recettes générales pour rembourser les coûts liés à la pandémie engagés par le régime d'assurance-emploi.

Recommandation 79

Retourne au financement direct d'une partie de l'assurance-emploi afin d'améliorer le programme et de créer de meilleures possibilités d'emploi pour les bénéficiaires.

Recommandation 80

Prolonge la période de prestations d'assurance-emploi jusqu'à un maximum de 52 semaines pour les proches aidants devant quitter temporairement leur emploi afin de prendre soin d'un proche.

Recommandation 81

Mette fin à l'utilisation de travailleurs de remplacement en cas de lock-out ou de grève.

Recommandation 82

Mette en œuvre une loi imposant des normes relatives aux droits de la personne et de diligence raisonnable en matière d'environnement.

Éducation et formation de la main d'œuvre

En ce qui concerne la formation de la main d'œuvre, le Comité a entendu des propositions sur les programmes de formation et de recyclage, notamment ceux qui visent à aider les travailleurs à faire la transition vers une économie carboneutre et à renforcer la main-d'œuvre nationale dans des domaines comme la cybersécurité. D'autres témoins ont également discuté de la Subvention canadienne pour l'emploi. En outre, le comité a reçu diverses propositions concernant l'éducation dans des soumissions écrites, notamment sur le soutien à la recherche, aux étudiants et aux universités.

Recommandation 83

Augmente le financement du Fonds de l'avenir annoncé, à partir de l'année 2023–2024, afin d'assurer une transition équitable pour les travailleurs et les communautés vers une économie à faibles ou zéro émission et fournisse un financement important et permanent, guidé par les syndicats, dans la création d'emplois et de parcours nouveaux

et durables pour les travailleurs des secteurs à fortes émissions et les travailleurs entrant sur le marché du travail.

Recommandation 84

Investisse dans le capital humain par le biais de prêts et de subventions aux apprentis et apporte des améliorations au Programme pour la formation et l'innovation en milieu syndical pour que les centres de formation soient mieux à même de composer avec les nouveaux enjeux et les nouvelles demandes du marché du travail, y compris du financement pour des agrandissements de centres de formation.

Recommandation 85

Crée une prestation de formation, sur le modèle du Programme pour la formation et l'innovation en milieu syndical, en privilégiant les centres de formation qui offrent des cours de formation de fond plutôt que les programmes à but lucratif offrant des solutions rapides ou une formation accélérée, afin de soutenir les travailleurs de métiers spécialisés touchés par la transition vers une économie à faible émission de carbone.

Recommandation 86

Combatte la discrimination involontaire fondée sur l'âge à l'égard des apprenants plus vieux en faisant passer la limite d'âge maximale pour l'admissibilité aux programmes fédéraux de stages de 30 à 40 ans.

Recommandation 87

Mette en place la recommandation du Groupe de travail sur la recherche appliquée dans les collèges par un nouvel investissement dans le Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.

Recommandation 88

Rehausse le financement des trois Conseils subventionnaires pour leur permettre de :

- **Rehausser de 25 % la valeur des bourses de maîtrise, de doctorat et de postdoctorat offertes;**
- **Doubler le nombre de bourses d'études supérieures et postdoctorales offertes par les trois Conseils dans le cadre des concours de bourses de maîtrise, de doctorat et de postdoctorat qu'ils offrent;**



- Donner aux personnes détentrices de subventions des trois Conseils, dès 2023, les moyens de rehausser de 25 % la valeur des bourses de maîtrise, de doctorat et de postdoctorat offertes aux personnes étudiantes et stagiaires postdoctoraux à même leurs fonds de recherche;
- Développer ou renforcer les dispositifs permettant aux personnes étudiantes de s'impliquer plus tôt en leur proposant des possibilités de fréquenter le monde de la recherche dès le premier cycle (par exemple des bourses de stage de recherche et des bourses de participation à des conférences scientifiques).

« Le financement accordé aux diplômés et aux chercheurs postdoctoraux en début de carrière leur offre d'importantes possibilités de formation, d'expérience et de recherche qui les porteront pendant toute leur carrière et augmenteront la capacité du Canada à attirer et à conserver des talents en recherche. »

[Fédération des sciences humaines](#)

Recommandation 89

Investisse dans la relève en recherche en augmentant l'enveloppe budgétaire destinée aux diplômés et aux boursiers postdoctoraux de manière à tenir compte de l'inflation et indexer la valeur des bourses sur l'Indice des prix à la consommation.

Recommandation 90

Donne accès à tous les établissements universitaires canadiens à des fonds suffisants pour leur permettre de répondre aux nouvelles exigences gouvernementales en matière de sécurité de la recherche.

Recommandation 91

Alloue des ressources pour la recommandation du Comité permanent de la science et de la recherche d'étudier l'impact des critères d'évaluation de l'excellence utilisés par les conseils subventionnaires sur l'écosystème de recherche, envisage l'adoption de nouveaux modèles de financement pour combler toute inégalité dans la répartition des

fonds entre les universités en fonction de la région, et implique une diversité d'établissements universitaires dans cet exercice d'évaluation.

Recommandation 92

Réduise les délais de traitement des demandes de permis d'études provenant de candidats et de candidates internationaux acceptés par les universités.

Recommandation 93

Rehausse de manière importante le soutien à la francophonie universitaire en:

- **réduisant les délais de traitement des demandes de permis d'études provenant de candidats et de candidates de la francophonie internationale;**
- **donnant suite aux recommandations du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration en vue d'assurer l'équité du programme des étudiants étrangers, en particulier pour les personnes étudiantes francophones provenant des pays africains;**
- **rehaussant de manière significative le soutien financier aux revues scientifiques et aux plateformes de libre accès francophones canadiennes;**
- **instaurant un généreux programme de bourses de mobilité ou en bonifiant significativement les programmes existants visant de courts séjours s'adressant à tous les étudiants francophones canadiens leur permettant de faire un stage dans un établissement universitaire francophone canadien d'une autre province.**

Recommandation 94

Accroisse les retombées et le rayonnement des projets de recherche canadiens en investissant dans la publication en libre accès.

Enfants, familles et politique sociale

Au sujet des enfants, des familles et de la politique sociale, des témoins ont abordé le bien-être des enfants, l'accès aux prestations et le secteur sans but lucratif.



En ce qui concerne le bien-être des enfants, le Comité a entendu des propositions concernant l'Allocation canadienne pour enfants, la protection des enfants autochtones et les programmes d'alimentation scolaire. Le Comité a également entendu des idées sur les garderies publiques et sans but lucratif et sur le programme national de garderies.

Sur la question de l'accès aux prestations, des témoins ont proposé un soutien ciblé aux personnes vivant dans la pauvreté extrême et la mise en œuvre d'une prestation pour les personnes handicapées. D'autres propositions portaient sur l'efficacité des processus de demande actuels et sur des solutions de rechange pour les personnes marginalisées qui n'interagissent pas avec le régime de l'impôt sur le revenu des particuliers.

Relativement au secteur sans but lucratif, des témoins ont exprimé qu'un soutien supplémentaire était nécessaire pour stabiliser ce secteur et répondre aux besoins urgents en matière de capacité.

« [Un] supplément [à l'Allocation canadienne pour enfants] aurait un effet spectaculaire sur le taux de pauvreté infantile [...] Dans les familles monoparentales, qui ont en majorité un chef féminin et dont le taux de pauvreté est extrêmement élevé, le taux de pauvreté infantile chuterait de 24,3 % à 8,4 %. »

[Campagne 2000](#)

Recommandation 95

Instaure un supplément de l'Allocation canadienne pour enfants destiné aux familles avec des enfants en situation de grande pauvreté afin de leur fournir une aide financière additionnelle.

Recommandation 96

Investisse dans les enfants et les jeunes autochtones vivant en milieu urbain en rétablissant un programme national pour les jeunes autochtones et une stratégie pour les enfants autochtones.

Recommandation 97

Crée un programme national de repas nutritifs dans les écoles en tant qu'élément clé de l'évolution de la Politique alimentaire pour le Canada.

Recommandation 98

Protège le financement de ses engagements actuels afin de se prémunir contre un nouveau recul des progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable et se fasse le champion d'un programme ambitieux, inclusif et global pour les enfants dans le cadre de la réponse et de la relance mondiales face à la COVID-19.

Recommandation 99

Examine la possibilité d'élaborer un programme pancanadien de revenu de base en collaboration avec les provinces, les territoires et les municipalités, en faisant participer le public, en promouvant un dialogue constructif et éclairé sur la question et en entreprenant des négociations avec la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour appuyer un programme pilote de revenu de base dans cette province.

Recommandation 100

Établisse une garantie de soutien rapide, avec pour objectif que l'Agence du revenu du Canada verse les allocations de soutien au revenu dans le mois suivant la qualification.

Recommandation 101

Mette en œuvre la Prestation canadienne pour les personnes handicapées et s'assure qu'elle fournisse des paiements directs aux personnes en situation de handicap, y compris celles atteintes d'incapacités épisodiques au sens de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*.

Recommandation 102

Envisage de rendre la Prestation canadienne d'urgence et la Prestation canadienne de la relance économique non imposables.

Recommandation 103

Mette en œuvre une amnistie pour le remboursement de la Prestation canadienne d'urgence pour toutes les personnes vivant en dessous ou à proximité de la mesure de faible revenu.

Recommandation 104

Annule les réductions de l'Allocation canadienne pour enfants liées à la perception de la Prestation canadienne d'urgence pour les mères à revenu modéré.



Santé

Au sujet de la santé, des témoins ont abordé la nécessité d'accroître le nombre de professionnels de la santé, la Prestation dentaire canadienne, l'assurance-médicaments, l'application de la *Loi canadienne sur la santé* et l'adoption d'une stratégie de santé numérique.

« Les soins dentaires représentent un enjeu critique. C'est la même chose pour l'assurance-médicaments, la sûreté des établissements de soins de longue durée et les investissements pour régler la crise du système de santé. Ces quatre piliers du système de santé sont importants. »

[Coalition canadienne de la santé](#)

Recommandation 105

Fournisse du financement aux provinces et aux territoires pour l'embauche de 7 500 médecins de famille, infirmières et infirmières praticiennes, et pour la formation de jusqu'à 50 000 nouveaux préposés aux bénéficiaires et finance leur salaire minimum garanti d'au moins 25 \$ l'heure.

Recommandation 106

Aille de l'avant avec la Loi canadienne sur l'assurance-médicaments proposée d'ici 2023, afin de fournir une couverture gratuite pour les médicaments prescrits et s'engage à financer et à mettre en œuvre une liste nationale de médicaments essentiels, comme l'a recommandé le Conseil consultatif sur la mise en œuvre d'un régime national d'assurance médicaments.

Recommandation 107

Fasse respecter les cinq principes et les conditions de la *Loi canadienne sur la santé* pour veiller à ce que les Canadiens ne soient pas confrontés à une surfacturation, à des frais d'utilisation et à une diminution de l'accessibilité aux soins de santé, alors que certaines provinces s'orientent vers des fournisseurs de soins à but lucratif, en commençant par financer une capacité de surveillance et de sanction plus vaste.

Recommandation 108

Continue de soutenir la recherche sur le cancer de l’ovaire en fournissant du financement à Cancer de l’ovaire Canada.

Recommandation 109

Établisse et finance, à partir de l’année 2023–2024, une Commission sur l’économie des soins afin d’examiner la prestation de soins rémunérés et non rémunérés, d’élaborer une feuille de route pour répondre à la demande croissante de soins, d’aborder les crises de ressources humaines dans les secteurs de la santé et des soins au Canada et de planifier l’avenir de l’économie des soins au Canada.

Revenu de retraite et aînés

En ce qui concerne le revenu de retraite et les aînés, le Comité a entendu des propositions sur le Supplément de revenu garanti et sur le Régime de pensions du Canada. Des témoins ont également présenté des idées sur les soins communautaires aux aînés et sur les normes nationales en matière de soins de longue durée.

Recommandation 110

Abaisse l’âge de l’admissibilité au Supplément de revenu garanti à 60 ans, considérant que les taux de pauvreté sont particulièrement élevés chez les Canadiens de 60 à 64 ans qui n’ont pas droit aux programmes pour les personnes âgées avant 65 ans.

Recommandation 111

Augmente le montant des prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti pour l’ensemble des aînés admissibles.

Recommandation 112

Révisé la méthode d’indexation du programme de la Sécurité de la vieillesse afin de prendre en compte la croissance des salaires ou de la productivité au Canada.

Recommandation 113

Mette en place un crédit d’impôt pour les travailleurs d’expérience et considère l’enjeu de la réduction des prestations de la sécurité de la vieillesse pour ces travailleurs.



Recommandation 114

Augmente la prestation complémentaire du Supplément de revenu garanti pour les aînés vivant seuls.

« [Le célibat] peut poser une myriade de défis et mener à un stress mental et à un sentiment de solitude loin d'être négligeables. Si l'on rajoute à cela l'insécurité de revenu, la situation peut devenir accablante. »

[Single Seniors for Tax Fairness](#)

Recommandation 115

Examine les mesures de soutien financier offertes aux aînés afin d'assurer le traitement équitable entre les aînés célibataires et les aînés en couple, notamment en considérant les bénéfices potentiels d'un crédit d'impôt non remboursable pour les aînés célibataires et de l'augmentation du seuil de récupération des prestations de sécurité de vieillesse pour les aînés célibataires.

Recommandation 116

Instaure des restrictions permanentes pour les entreprises afin d'interdire les dividendes, les distributions de capital et les rachats d'actions si leurs régimes de pension des travailleuses et travailleurs présentent un déficit de solvabilité et établisse un fonds de garantie des prestations de retraite à l'échelle nationale pour protéger les régimes de pension contre l'insolvabilité des entreprises.

Recommandation 117

Présente et adopte une Loi sur les soins de longue durée sécuritaires d'ici 2025, qui mettra en application des normes nationales et garantira que les patients obtiennent au moins quatre heures de soins directs, et finance la promotion des établissements de soins de longue durée publics à but non lucratif tout en éliminant progressivement les investisseurs à la recherche de profits du secteur des soins de longue durée.

Recommandation 118

Réorienter les soins de longue durée pour améliorer les services en travaillant en partenariat avec les provinces et les territoires pour établir des normes minimales de soins quotidiens et une stratégie globale en matière de main-d'œuvre.

Recommandation 119

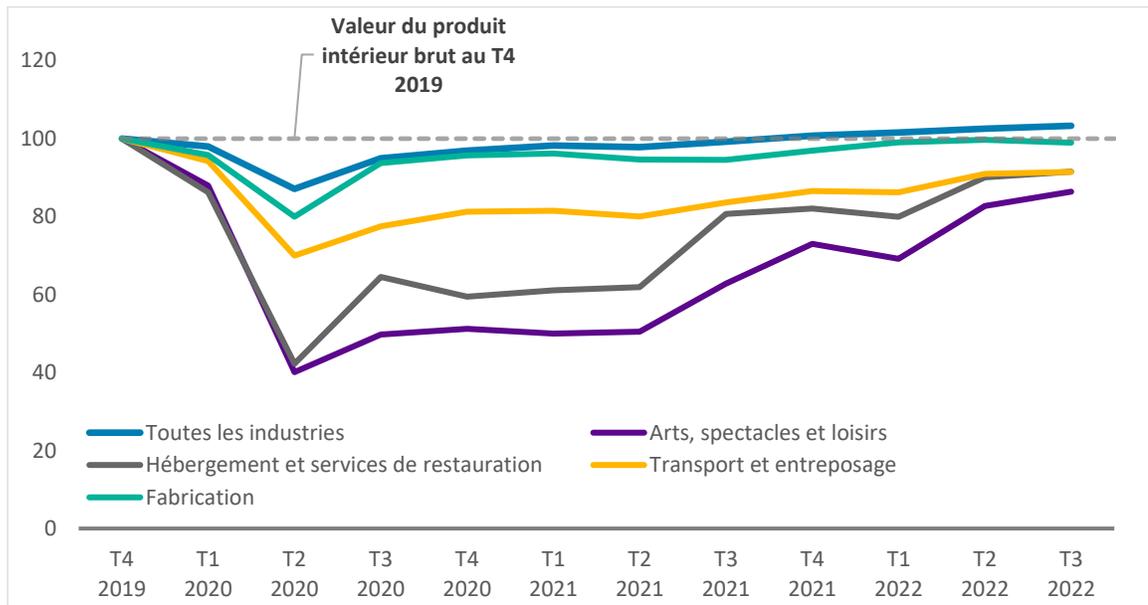
Fasse immédiatement passer Revera – actuellement propriété de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public – sous propriété publique.

CHAPITRE 4 : SOUTIEN AUX ENTREPRISES

Tel que mentionné au chapitre 1, comparativement aux récessions précédentes l'économie canadienne a connu une reprise rapide après la récession causée par la pandémie en 2020. Plus précisément, le PIB du Canada a retrouvé son niveau d'avant la pandémie au cours du deuxième semestre de 2021, comme le montre la figure 5. Toutefois, la gravité de la récession de 2020 et le rythme de la reprise ont varié considérablement selon les industries. Le PIB d'un certain nombre d'industries, comme l'hébergement et les services de restauration, la fabrication, les arts, les spectacles et les loisirs, ainsi que le transport et l'entreposage, n'avait pas encore retrouvé son niveau pré-pandémique au troisième trimestre de 2022.



Figure 5 — Indice du produit intérieur brut, industries sélectionnées, du T4 de 2019 au T3 de 2022 (T4 de 2019 = 100)



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à l'aide des données fournies par Statistique Canada, [Tableau 36-10-0449-01 : Produit intérieur brut \(PIB\) aux prix de base, par industries, moyenne trimestrielle \(x 1 000 000\)](#), base de données, consultée le 16 février 2023.

La figure 5 montre que l'industrie des arts, des spectacles et des loisirs a connu la plus forte baisse du PIB en 2020. À son point le plus bas, au deuxième trimestre de 2020, le PIB de cette industrie était inférieur de 60 % par rapport à son PIB du quatrième trimestre de 2019. Cette industrie a aussi connu la reprise la plus lente. Au troisième trimestre de 2022, son PIB était encore inférieur de 14 % à celui du quatrième trimestre de 2019. Comme l'a noté [Statistique Canada](#), les mesures liées à la COVID-19, comme les restrictions relatives aux rassemblements et aux déplacements interprovinciaux et les fermetures d'entreprises non essentielles, ont entraîné une reprise plus lente pour cette industrie en 2021. En ce qui concerne l'avenir, les niveaux élevés d'inflation et la hausse des taux d'intérêt pourraient limiter les dépenses discrétionnaires des Canadiens dans le domaine des arts, des spectacles et des loisirs et, ainsi, retarder davantage la reprise cette industrie.

De même, l'industrie de l'hébergement et de la restauration a connu une baisse de 58 % de son PIB au cours des deux premiers trimestres de 2020. Cette industrie s'est redressée à un rythme plus rapide, mais son PIB au troisième trimestre de 2022 était encore inférieur d'environ 8 % par rapport à celui du quatrième trimestre de 2019. Si l'industrie de l'hébergement et de la restauration a été affectée de manière

disproportionnée par les restrictions liées à la COVID-19, elle est aussi plus touchée par les [pénuries de main-d'œuvre](#). En effet, 58 % des entreprises de cette industrie ont signalé des pénuries de main-d'œuvre, comparativement à 36 % pour l'ensemble des entreprises.

Le PIB de l'industrie du transport et de l'entreposage a diminué d'environ 30 % au cours de la première phase de la pandémie et s'est lentement redressé depuis. Son PIB demeure inférieur d'environ 9 % à son niveau d'avant la pandémie. Au sein de ce secteur, les industries du transport aérien et terrestre de passagers ont été les plus durement touchées par la pandémie. Au troisième trimestre de 2022, leur PIB respectif était encore inférieur de 42 % et 30 % par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2019. La [levée des restrictions frontalières restantes liées à la COVID-19](#), notamment les exigences en matière de vaccination, de tests et de quarantaine, a contribué à une reprise plus rapide pour le secteur du transport aérien.

Enfin, le PIB de l'industrie manufacturière a diminué dans une moindre mesure et s'est presque entièrement redressé. Au sein de cette industrie, cependant, les industries de l'aérospatiale et de l'automobile ont été parmi les plus touchées. Leur PIB reste respectivement inférieur de 25 % et de 16 % par rapport à leur niveau d'avant la pandémie. Selon le [ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique du Canada](#), l'industrie aérospatiale a subi les contrecoups des perturbations et des annulations causées par la baisse drastique du nombre de passagers aériens internationaux en 2020. Le [ministère](#) s'attend à ce que les revenus liés à la production mondiale d'avions civils reviennent à leur niveau d'avant la pandémie en 2024.

Les témoins qui ont abordé les mesures de soutien aux entreprises ont mentionné le secteur du tourisme et de l'accueil, l'agriculture, l'alimentation et les pêches, l'industrie et l'innovation, les mesures de soutien temporaires, les cadres réglementaires et le commerce.

Tourisme et accueil

En ce qui concerne le tourisme et l'accueil, les témoins ont mis l'accent sur le recrutement, les mesures de soutien et l'amélioration des déplacements routiers et aériens.

En ce qui concerne le recrutement, le Comité a entendu des propositions concernant des campagnes de recrutement ciblées, l'élargissement et la modernisation des programmes de tourisme et d'accueil dans les écoles et le financement des activités de Ressources humaines Tourisme Canada.



En ce qui concerne les mesures de soutien, les témoins ont proposé des mesures fiscales visant à soutenir la création, l'entretien et la rénovation des actifs touristiques et à encourager les investissements hôteliers ainsi que des investissements gouvernementaux dans le secteur pour stimuler des produits novateurs et des initiatives durables. Le Comité a également reçu des propositions visant à augmenter le financement de Destination Canada et à promouvoir le Canada en tant que destination touristique.

Enfin, le Comité a reçu des propositions visant à améliorer les déplacements routiers et aériens, notamment en reliant à nouveau le Canada par autocar, en augmentant l'utilisation de la biométrie et d'autres outils numériques et en accordant une aide financière aux aéroports.

« Nous devons continuer de promouvoir l'image de marque du Canada à l'étranger, rétablir notre secteur des événements commerciaux et nous assurer d'avoir une capacité hôtelière suffisante pour appuyer cette croissance. »

[Association des hôtels du Canada](#)

Recommandation 120

Investisse dans une stratégie de développement des destinations pour harmoniser tous les intervenants en investissement touristique, y compris les agences de financement.

Recommandation 121

Étudie la possibilité de faciliter le financement du secteur hôtelier par des prêts garantis par l'État et une assurance fédérale d'hypothèque optionnelle pour les hôtels.

Recommandation 122

Stimule les produits de tourisme et d'accueil novateurs grâce à un fonds de subventions fédéral dédié.

Recommandation 123

Mette en œuvre de nouvelles mesures pour rendre le processus de sécurité frontalière plus efficace et efficient pour les voyageurs.

Agriculture, alimentation et pêches

En ce qui concerne l'agriculture et l'alimentation, des témoins ont exprimé le besoin de financer la recherche et l'innovation et de fournir un soutien et des ressources supplémentaires aux producteurs. Des témoins ont également abordé les stratégies de réduction des émissions et la gestion des risques environnementaux, notamment les programmes Agri-stabilité et Agri-relance. Enfin, des témoins ont abordé les normes du Canada sur la culture biologique et la gestion des forêts.

En ce qui concerne les pêches, le Comité a entendu des propositions sur le secteur de l'aquaculture et des fruits de mer et sur les sciences halieutiques. Des témoins ont fait état du rôle et de la structure du ministère des Pêches et des Océans, notamment de la nécessité d'améliorer les processus décisionnels et, plus généralement, de faire en sorte que le cadre réglementaire tienne compte des innovations qui améliorent la durabilité et le rendement. Le Comité a également reçu des propositions concernant le Secrétariat canadien des avis scientifiques et la gestion des ressources, notamment les évaluations des stocks.

Recommandation 124

Accorde un budget stable et prévisible en recherche et innovation agronomiques et agroenvironnementales.

Recommandation 125

Mette en œuvre des mesures pour que le Canada devienne un chef de file en matière d'agriculture durable et innovante avec un système alimentaire résilient et diversifié.

Recommandation 126

Mette en place un programme d'aide spécial, spécifique au secteur agricole, pour limiter l'incidence de l'inflation sur la santé financière des entreprises agricoles.

Recommandation 127

Établisse un programme de sécurité alimentaire pour soutenir les producteurs qui ont subi des impacts négatifs en raison des tarifs douaniers imposés par le gouvernement fédéral sur les engrais importés de Russie.



Recommandation 128

Crée une fiducie réputée limitée par la loi, comme celle établie dans le projet de loi C-280, Loi sur la protection financière pour les producteurs de fruits et légumes frais, afin de fournir une protection financière essentielle aux vendeurs de fruits et légumes.

Recommandation 129

S'assure d'un continuum de soutien et d'accompagnement sur un horizon de 10 ans en matière de rétribution pour les biens et services environnementaux ainsi que pour la lutte contre les changements climatiques, tant en adaptation face aux changements climatiques qu'en réduction des émissions de gaz à effet de serre.

« Pour atteindre les objectifs fixés par le gouvernement et répondre à la demande alimentaire grandissante, les agriculteurs ont besoin de conseils d'expert et de soutien pour adopter les pratiques qu'ils leur suggèrent. Pour qu'ils puissent véritablement jouer le rôle qui leur revient dans la lutte aux changements climatiques, il faut aider les agriculteurs à s'adapter à ces changements. »

Fédération canadienne de l'agriculture

Recommandation 130

Mette en œuvre des améliorations aux programmes de gestion des risques de l'entreprise pour améliorer la gestion du risque climatique à la ferme et l'atténuation et la prévention des dommages futurs causés par les événements météorologiques extrêmes, telles que :

- **assurer une adéquation entre le soutien fourni par Agri-stabilité et l'historique de paiements des producteurs, en augmentant le seuil de déclenchement de paiement pour chaque année successive de participation où aucun paiement n'a été accordé par le programme jusqu'à un maximum de 85 % et en le diminuant à la réception d'un paiement, ce qui encouragerait la participation continue au programme et l'investissement dans la gestion du risque climatique à la ferme;**

- **entreprendre un examen collaboratif avec les producteurs, les principaux intervenants de l'industrie et les représentants gouvernementaux après chaque programme Agri-relance pour évaluer les mesures qui pourraient prévenir ou atténuer les risques connexes dans l'avenir, et faire rapport de ces mesures.**

Recommandation 131

Assure un financement permanent pour la révision et le maintien des normes biologiques du Canada.

Recommandation 132

Offre un programme de partage des coûts de la certification biologique.

Recommandation 133

Crée un régime d'épargne et d'investissement sylvicole personnel pour les propriétaires forestiers canadiens.

Recommandation 134

Officialise un mandat de développement du secteur de l'aquaculture à Agriculture et Agroalimentaire Canada, y compris un nouveau programme pilote visant à protéger les aquaculteurs contre les événements climatiques catastrophiques et davantage de financement pour le Programme canadien de contrôle de la salubrité des mollusques.

Recommandation 135

Augmente le financement pour la science halieutique en appui au processus de prise de décision en matière de gestion.

Recommandation 136

Accorde la priorité à l'embauche et à la rétention de scientifiques halieutiques spécialisés dans l'évaluation quantitative des stocks.

Industrie et Innovation

En ce qui concerne l'industrie et l'innovation, le Comité a reçu des propositions visant à favoriser la croissance économique en augmentant les investissements et les incitatifs dans le domaine des sciences et de la technologie. Des témoins ont notamment discuté



du Fonds stratégique pour l'innovation, de mesures fiscales, d'un régime incitatif relatif à la propriété intellectuelle et du Programme canadien d'adoption du numérique.

En outre, des témoins ont parlé des problèmes auxquels sont confrontées les PME et des besoins particuliers dans certains domaines, comme la fabrication et l'industrie aérospatiale.

Recommandation 137

Commence immédiatement l'examen complet du système d'encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental (RS&DE) afin qu'il soit adapté à l'économie du 21^e siècle, fondée sur la connaissance et les données, en s'assurant qu'une réforme du programme de RS&DE pour les entreprises canadiennes en expansion conduite à une plus grande responsabilisation de ce programme et que les fonds aillent aux entreprises nationales plutôt qu'aux multinationales étrangères.

Recommandation 138

Donne la priorité à la création de solides cadres de propriété intellectuelle (PI) et de commercialisation des données au Canada en incorporant des stratégies de liberté d'exploitation pour encourager la génération de PI au sein des entreprises canadiennes et augmenter les dépenses des entreprises en R&D pour le Canada avec la mise en œuvre d'un régime national de boîtes à brevets, le tout dans le respect des normes et accords internationaux et en s'assurant que ces mesures ne contribuent pas à l'évitement et à l'évasion fiscaux.

Recommandation 139

Renouvelle le programme pilote pour les collectifs de brevets en mettant davantage l'accent sur d'autres secteurs que les technologies propres, comme les technologies de la santé, les technologies financières et la cybersécurité.

Recommandation 140

Conçoive et mette en œuvre une stratégie industrielle multidimensionnelle afin de maintenir la compétitivité du Canada à la lumière des mesures récemment prises par les États-Unis, y compris l'adoption du *Inflation Reduction Act*.

Recommandation 141

Augmente les incitatifs et mette en œuvre des réformes qui accélèrent l'innovation, l'investissement et l'adoption de technologies de pointe, en plus de favoriser la commercialisation et la production nationale dans le secteur manufacturier du Canada.

« Les défis mondiaux et les possibilités technologiques des prochaines décennies exigeront le meilleur en matière d'innovation aérospatiale au Canada et nécessiteront une stratégie gouvernementale. »

[Association des industries aérospatiales du Canada](#)

Recommandation 142

Élabore une stratégie nationale à long terme pour l'industrie aérospatiale comprenant des plans clairs en matière de défense ainsi qu'une stratégie spatiale spécifique.

Recommandation 143

Élabore, dans le cadre de la mise en œuvre et de l'évolution de la Stratégie en matière de biofabrication et des sciences de la vie, un moyen de financer les organismes à vocation unique axés sur la recherche transitionnelle en appuyant le développement préclinique à clinique.

Recommandation 144

Appuie l'innovation dans le secteur forestier et fournisse un appui financier afin d'établir et de maintenir des conditions gagnantes pour le secteur forestier canadien qui se traduiront par la pré-commercialisation d'innovations qui répondront aux défis de croissance durable et d'optimisation de l'utilisation de la fibre.

Recommandation 145

Mette en œuvre une optique de retombées économiques dans la politique d'investissement direct étranger (IDE) et étudie les retombées négatives des IDE sur les entreprises technologiques locales et afin de permettre son processus d'examen des avantages nets d'être mieux aligné sur les besoins de l'économie immatérielle.



Recommandation 146

Élargisse la subvention de base pour accroître la capacité des 60 centres d'accès technologiques du Canada d'aider les petites entreprises.

Recommandation 147

Rende le programme Visites interactives de Tech-Accès Canada plus souple et permanent pour augmenter la participation des PME au programme.

Mesures de soutien temporaires

En ce qui concerne les mesures de soutien temporaires offertes aux entreprises, des témoins ont abordé le remboursement des prêts au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes et de la Subvention salariale d'urgence du Canada et ont fait des propositions concernant d'autres programmes de soutien liés à la pandémie offerts aux entreprises de certains secteurs.

« Malgré l'immense soutien dont a bénéficié un grand nombre de petites entreprises grâce aux programmes d'aide instaurés en réponse à la pandémie, et particulièrement ceux du gouvernement fédéral, nos données révèlent qu'ils ont compensé à peine le tiers des effets négatifs de la pandémie sur leur situation financière. »

[Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#)

Recommandation 148

Permette aux organisations s'étant vues refuser la partie remboursable d'un prêt du compte d'urgence pour les entreprises canadiennes à redéposer un dossier pour tenter de rétablir leur admissibilité au programme.

Recommandation 149

Porte à au moins 50 % la part du prêt du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes et proroge le délai de remboursement d'une année supplémentaire.

Recommandation 150

Apporter les changements nécessaires au Fonds stratégique pour l'innovation et à l'Initiative de relance régionale de l'aérospatiale pour accroître l'accès à l'aide financière au secteur aérospatial.

Cadres réglementaires

Au sujet des cadres réglementaires, le Comité a entendu des propositions visant à améliorer le commerce intérieur et la prévisibilité réglementaire. Plus particulièrement, des témoins ont demandé l'application d'une lentille économique à tous les mandats réglementaires et d'étendre la règle du « un pour un » aux lois et aux politiques. Le Comité a également reçu des propositions visant à réduire les frais de carte de crédit pour les petites entreprises et à améliorer les services dans l'industrie de l'aviation.

Recommandation 151

Augmente le soutien aux PME en réduisant le fardeau réglementaire et celui lié à la conformité dans le but de favoriser la croissance économique.

Recommandation 152

Supprime les barrières commerciales interprovinciales et harmonise les réglementations à travers le Canada comme solution à faible coût pour stimuler la croissance économique.

Recommandation 153

Se fasse le champion d'une politique de reconnaissance mutuelle pour améliorer le commerce intérieur.

Recommandation 154

Fasse suite à sa promesse de réduire les frais d'interchange de carte de crédit pour les petites entreprises.



« Bien que les sociétés de technologie financière dépendent de plusieurs facteurs macroéconomiques pour prospérer, un cadre réglementaire favorable et moderne demeure le moyen le plus efficace de lever les barrières qui empêchent l'industrie, et notre pays, de devenir davantage concurrentiel, solide et sécuritaire. »

[Paytechs of Canada](#)

Recommandation 155

Protège l'intégrité du marché financier canadien en continuant de faire avancer la modernisation des paiements et le système bancaire ouvert.

Recommandation 156

Injecte des ressources afin d'améliorer la capacité de certification des produits aéronautiques de Transports Canada et utilise les revenus découlant des redevances imposées par le *Règlement de l'aviation canadien* pour améliorer les services.

Recommandation 157

Privilégie l'adoption d'un cadre de gouvernance pancanadien par les entreprises et les gouvernements pour l'identification et l'authentification numérique sécurisée et exerce son leadership afin d'assurer l'alignement et l'arrimage entre les diverses initiatives en cours et à venir dans l'écosystème canadien.

Recommandation 158

Encourage, en collaboration active avec le secteur privé, l'adoption universelle d'un réseau pancanadien afin d'assurer l'interopérabilité de l'identification et l'authentification numérique sécurisée à travers le Canada et ses diverses sphères d'activités dans le but d'éviter l'exclusion de cas d'utilisation et de maximiser les bénéfices à la population.

Recommandation 159

Veille à ce que toute loi ayant un lien direct ou indirect avec le « droit de réparer » comprenne les véhicules, afin de soutenir les consommateurs, de protéger les emplois et

d'améliorer les résultats environnementaux dans le cadre de la reprise économique du Canada.

Commerce

En ce qui concerne le commerce, des témoins ont abordé les mesures de soutien à l'exportation et d'investissement dans les programmes et services liés à l'exportation, ainsi que la nécessité d'harmoniser les mesures de contrôle à l'exportation, de réduire les obstacles au commerce et de simplifier les procédures. Le Comité a également reçu des propositions demandant à ce qu'une compensation soit offerte aux producteurs en raison des concessions faites dans le cadre de l'*Accord Canada-États-Unis-Mexique* et l'exhortant à ce qu'aucune autre concession ne soit accordée à l'avenir.

« Au cours des 20 dernières années, le Canada a affiché la plus faible croissance des exportations de produits manufacturés parmi les pays du G7 (en dollars américains). De toute évidence, il faut faire davantage pour aider les entreprises canadiennes, en particulier les PME, à se mondialiser. »

[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)

Recommandation 160

Fournisse plus de financement pour les infrastructures et les services favorisant le commerce afin d'aider les entreprises canadiennes à accroître leurs exportations à valeur ajoutée.

Recommandation 161

Soutienne les chaînes d'approvisionnement du Canada en finançant le déploiement d'un programme complet conçu pour permettre le dédouanement des marchandises au moyen d'une seule plateforme numérique commune.

Recommandation 162

Finance la création d'un service de guide-expert pour les exportateurs qui permet aux associations commerciales de développer des programmes qui relient leurs membres aux agences et services gouvernementaux d'exportation.



Recommandation 163

Accélère l'élaboration de mesures de contrôle à l'exportation et les arrime à celles de nos alliés.

Recommandation 164

Mette en œuvre des ajustements à la frontière pour le carbone.

Recommandation 165

N'accorde plus aucune concession touchant les produits sous gestion de l'offre dans les futures négociations commerciales.

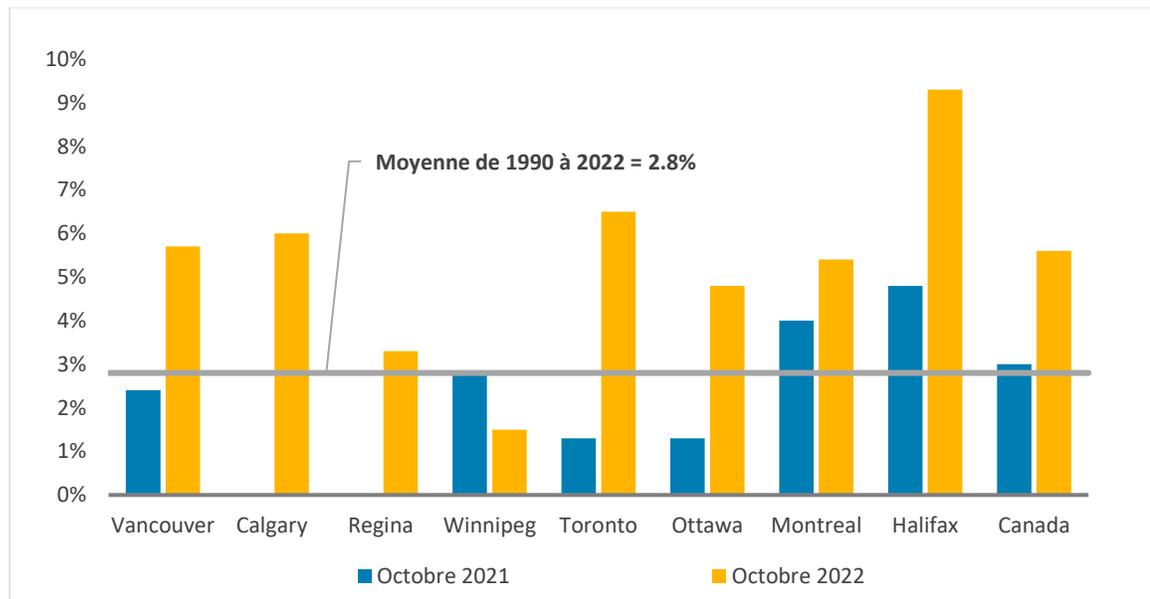
CHAPITRE 5 : SOUTIEN AUX COLLECTIVITÉS

Depuis 2020, le prix des propriétés a connu d'importantes variations. Selon les données de [l'Association canadienne de l'immobilier](#), le prix moyen réel d'une maison au Canada était de 626 318 \$ en décembre 2022, soit 23 % de moins que le sommet de 816 611 \$ atteint en février 2022, mais tout de même 21 % de plus qu'en décembre 2019. L'augmentation du prix des propriétés au cours de la période 2020–2022 a varié selon les régions, certaines d'entre elles ayant connu une augmentation plus importante que la moyenne canadienne, comme Moncton et la région du Grand Toronto. En outre, la [Banque du Canada](#) a noté que les prix ont augmenté plus rapidement dans les banlieues et les zones rurales, en partie en raison de la transition vers le télétravail, ainsi que pour les maisons individuelles, car la demande se porte désormais davantage sur ce type de maison que sur les appartements en copropriété.

Cette augmentation du prix des maisons, conjuguée à la hausse des taux d'intérêt, a eu une incidence sur l'accessibilité au logement. Si [l'indice d'accessibilité au logement de la Banque du Canada](#), qui mesure « la part du revenu disponible qu'un ménage représentatif consacrerait aux charges liées à la propriété d'un logement », a fortement diminué au début de la pandémie lorsque les taux d'intérêt ont baissé, il a maintenant atteint son niveau le plus élevé depuis le début des années 1990. De plus, le [BDPB](#) a constaté que le prix des maisons s'est « dissocié » de la capacité d'emprunt des ménages dans de nombreuses régions du Canada et que cette capacité d'emprunt ne peut plus suivre la cadence de l'augmentation du prix des maisons. Selon le BDPB, le prix des maisons dans plusieurs villes canadiennes, dont Hamilton, Toronto, Ottawa, Victoria, Halifax et Vancouver était déjà « dissocié » avant la pandémie.

En ce qui a trait au marché locatif, la [Société canadienne d'hypothèques et de logement](#) (SCHL) a souligné qu'en raison du bond de la demande de logements locatifs, le taux d'inoccupation des appartements locatifs traditionnels a atteint un « creux quasi historique » de 1,9 % en 2022. Alors que la SCHL a noté que l'offre de logements locatifs a augmenté à son rythme le plus rapide depuis 2013, le resserrement du marché locatif a entraîné une augmentation moyenne des loyers de 5,6 % au cours de la période de 12 mois se terminant en octobre 2022, soit le double de l'augmentation annuelle moyenne de 2,8 % observée pendant la période 1990–2022.

Figure 6 — Augmentation des loyers d'une année sur l'autre pour un appartement locatif traditionnel de deux chambres, villes sélectionnées (%)



Note : La croissance des loyers à Calgary et à Regina n'est pas statistiquement différente de zéro au cours de la période de 12 mois précédant octobre 2021.

Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à l'aide de données fournies par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), [Rapport sur le marché locatif — Janvier 2023](#), 2023, p. A 2.

Comme le montre la figure 6, l'augmentation des loyers varie selon les régions canadiennes. Alors que le loyer moyen national pour un appartement locatif traditionnel de deux chambres était de 1 258 \$ en octobre 2022, Vancouver et Toronto affichaient les loyers moyens les plus élevés, soit 2 002 \$ et 1 779 \$, respectivement. En outre, les nouveaux locataires ont connu une augmentation plus importante; l'augmentation moyenne du loyer des appartements locatifs traditionnels de deux chambres qui ont été cédés à un nouveau locataire était de 18,3 %, ce qui est nettement plus élevé que



l'augmentation moyenne de tous les appartements. Enfin, comme l'a souligné la SCHL, les locataires à faible revenu ont été confrontés à de plus grands défis en matière d'abordabilité en raison du « très petit nombre de logements dans le parc locatif [qui] sont abordables » pour eux.

En plus du logement, des témoins ont fait des propositions concernant l'infrastructure, la sécurité, les arts, la culture et l'information ainsi que l'équité, la diversité et l'inclusion.

Logement

En ce qui concerne le logement, des témoins ont insisté sur la nécessité de bâtir davantage de logements abordables, notamment pour répondre aux besoins des familles avec enfants et pour soutenir les objectifs en matière d'immigration. À cette fin, des témoins ont encouragé une plus grande collaboration entre les trois ordres de gouvernement, les entreprises et les organismes sans but lucratif afin de trouver des moyens d'accélérer les processus de zonage, de délivrance de permis et de développement. Le Comité a également entendu des propositions relatives à une Stratégie sur le logement des Autochtones en milieu urbain, rural et nordique pour lutter contre l'itinérance et les besoins impérieux en matière de logement.

« Nous savons tous que l'un des principaux obstacles à l'établissement des nouveaux arrivants est la recherche d'un logement abordable, surtout dans nos grandes villes. Dans la région métropolitaine de Vancouver, il est presque impossible pour la famille moyenne d'acheter une maison. Le prix de référence actuel pour l'achat d'un appartement est de plus de 725 000 \$ et le loyer moyen pour un appartement d'une chambre à coucher dans la région métropolitaine de Vancouver est de plus de 2 100 \$. »

S.U.C.C.E.S.S.

Recommandation 166

S'engage fermement à accroître le parc de logements abordables et invite les entreprises et les organismes sans but lucratif provinciaux et municipaux à se réunir pour trouver des

solutions novatrices et accélérer les processus de zonage, de délivrance de permis et d'urbanisme.

Recommandation 167

Travaille en collaboration avec les provinces et les secteurs public et privé dans le but de mettre en œuvre des initiatives innovantes pour répondre aux besoins du secteur de l'habitation, particulièrement dans un contexte de hausse marquée de l'inflation et des taux d'intérêt.

Recommandation 168

Crée et finance un centre de logement autochtone qui élaborerait et mettrait en œuvre une stratégie de logement globale, urbaine, rurale et nordique pour les Autochtones, qui comprend des investissements réservés pour soutenir la construction et la prestation de logements pour les peuples autochtones.

Recommandation 169

Soutienne la protection et l'augmentation de l'offre de logements communautaires qui répond aux besoins des Canadiens en améliorant les mesures d'incitation financières et les possibilités dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement.

Recommandation 170

Adopte une définition uniforme de l'abordabilité applicable à l'ensemble des programmes de la Stratégie nationale sur le logement, basée sur la capacité de payer des ménages.

Recommandation 171

Crée un programme d'acquisition de propriétés par des fournisseurs de logements sans but lucratif qui leur offrira un financement préapprouvé leur permettant d'acheter des ensembles de logements locatifs existants et d'en préserver l'abordabilité.

Recommandation 172

Accélère le déploiement de l'Initiative des terrains fédéraux.



Recommandation 173

Finance la réalisation de nouveaux logements sociaux au Canada, en construction neuve ou en achetant et en rénovant des immeubles existants pour ensuite les transférer à des coopératives, des organismes sans but lucratif ou des offices d'habitation afin de garantir leur pérennité.

Recommandation 174

Priorise le développement de nouveaux logements sociaux, sous forme de logements publics, de coopératives et de logements sans but lucratif dans le cadre de sa Stratégie nationale sur le logement, tout en garantissant au Québec sa juste part des fonds fédéraux pour qu'il les investisse dans ses propres programmes de logement social, notamment en:

- **instaurant un service de guide-expert pour accompagner et soutenir ceux qui cherchent à créer des logements sociaux;**
- **reconduisant et en rendant récurrente l'Initiative pour la création rapide de logements et en finançant les subventions de suppléments au loyer nécessaires pour que les logements soient accessibles aux locataires à faibles revenus;**
- **utilisant les sommes du Fonds pour accélérer la construction de logements dédiées aux municipalités exclusivement pour soutenir la réalisation de logements sociaux sous différentes formes, notamment par l'acquisition de terrains décontaminés pour des projets de logements sociaux et pour la construction des infrastructures nécessaires sur ces sites;**
- **transférant au gouvernement québécois les sommes du nouveau Fonds d'innovation pour le logement abordable destinées au Québec afin de financer des logements sociaux;**
- **transférant au gouvernement québécois les sommes du nouveau programme de coopératives d'habitation destinées au Québec afin d'être versées dans le programme AccèsLogis et de financer de nouvelles coopératives d'habitation sans but lucratif.**

Recommandation 175

Hausse les sommes accordées aux provinces et aux territoires afin de garantir la rénovation intégrale, l'amélioration et la modernisation des logements sociaux qu'il a contribué à réaliser par le passé, et ce, dans les meilleurs délais.

Infrastructure

En ce qui concerne l'infrastructure, le Comité a reçu des propositions visant à soutenir le développement de l'infrastructure de recharge des véhicules électriques, notamment l'adoption d'objectifs clairs et de mesures pour encourager l'intégration de l'infrastructure de recharge dans les nouvelles et les anciennes constructions. De plus, des témoins ont demandé d'accroître le financement du Fonds national des corridors commerciaux et des programmes qui permettraient à un plus grand nombre de Canadiens d'accéder à une connexion Internet haute vitesse dans les régions rurales.

Recommandation 176

Établisse des cibles claires pour l'infrastructure de charge des véhicules légers conformément au rapport de 2022 de Ressources naturelles Canada intitulé *Les besoins en infrastructures de recharge publiques au Canada*.

Recommandation 177

Fournisse un financement suffisant pour que le Canada atteigne les cibles suivantes :

- **53 000 ports de recharge publics d'ici 2025 (soit 5 000 bornes de recharge à courant continu et 48 000 bornes de recharge de niveau 2);**
- **200 000 ports de recharge publics d'ici 2030 (soit 15 000 bornes de recharge à courant continu et 185 000 bornes de recharge de niveau 2).**

Recommandation 178

Fixe l'objectif de rendre un million de places de stationnement d'appartements et de copropriétés prêtes à accueillir des véhicules électriques (VE) d'ici 2030 et établir de nouveaux programmes de financement pour atteindre cet objectif.



Recommandation 179

Intègre les exigences relatives aux VE dans le Code national du bâtiment et le Code national de l'énergie pour les bâtiments et soutienne les règlements de zonage municipaux relatifs aux VE.

Recommandation 180

Mette à profit les terrains gouvernementaux sous-utilisés en facilitant la mise en place de « centres de recharge », en particulier dans les marchés immobiliers à haute densité et à coût élevé.

Recommandation 181

Inclue l'installation de chargeurs de VE ou la préparation aux VE dans les programmes d'efficacité énergétique afin d'aider les Canadiens qui vivent dans des maisons plus anciennes (40 ans et plus) à s'adapter à l'infrastructure électrique requise pour la recharge des VE.

Recommandation 182

Traite l'approvisionnement en eau potable comme une urgence publique et fournisse le financement et les infrastructures nécessaires pour que chaque collectivité au Canada ait accès à une eau saine et propre d'ici 2025.

Recommandation 183

Accélère les dépenses et transferts en infrastructures dans le cadre du plan Investir dans le Canada pour accroître la productivité et atteindre des objectifs sociaux et environnementaux précis.

Recommandation 184

Soutienne les travailleurs de l'énergie affectés par la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, en particulier les travailleurs du secteur pétrolier et gazier, en investissant dans de nouveaux projets d'infrastructure traditionnels, ainsi que de grande envergure (par exemple les projets d'hyperloop) et dans les technologies vertes (par exemple les petits réacteurs modulaires et l'hydrogène), qui créeront des possibilités d'emploi, et fournisse un soutien financier et réglementaire au secteur privé pour l'aider à faire cette transition.

« Les Canadiens comptent sur les autorités locales pour la qualité des routes et des ponts, l'efficacité des transports publics, la fiabilité des systèmes d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées, la qualité des installations de loisirs et bien d'autres choses encore. [...] Avec les bons outils, elles pourraient en faire bien plus. »

Ville de Yellowknife

Recommandation 185

Augmente les paiements faits à partir du fonds pour le développement des collectivités du Canada, afin de remédier à l'effritement des infrastructures essentielles dans les collectivités.

Recommandation 186

Démontre son soutien au lien hydroélectrique et de fibre optique de Kivalliq, un projet d'infrastructure verte et de connectivité, en allouant les fonds nécessaires pour son développement et sa construction.

Recommandation 187

Veille à ce que tous les habitants du Canada, quel que soit leur revenu, aient accès à des forfaits abordables d'Internet sans fil et à large bande, notamment en élargissant l'initiative Familles branchées.

Recommandation 188

Mette en œuvre une loi exigeant que toute entreprise de télécommunications canadienne qui reçoit un financement du gouvernement pour l'infrastructure à large bande rende publiquement compte de toutes ses activités confiées en sous-traitance, tant au niveau national qu'à l'étranger.

Recommandation 189

Instaure des exigences plus strictes en matière de transparence et de rapports des entreprises grâce à un plus vaste encadrement de la diligence raisonnable fondé sur les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les



principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de la personne.

Recommandation 190

Investisse davantage dans les infrastructures énergétiques et à large bande dans les collectivités éloignées et nordiques du Canada.

Sécurité

Un certain nombre de témoins ont fait des propositions visant à améliorer la cybersécurité au Canada, notamment en octroyant des fonds supplémentaires pour aider les fournisseurs de services essentiels et les PME à prévenir les cyberattaques et à y réagir ainsi qu'en prenant des mesures pour favoriser la commercialisation de produits de cybersécurité visant à améliorer la capacité du Canada à cet égard. Le Comité a également entendu des demandes concernant l'infrastructure de sécurité communautaire, la modernisation du NORAD et le programme de rachat d'armes à feu. Enfin, le Comité a reçu une demande visant à mettre en œuvre les appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

« La capacité nationale en matière de cybersécurité est une des principales conditions préalables à la protection de la sécurité et de la souveraineté d'un pays à l'âge des menaces numériques. Si le Canada ne s'approvisionne pas en solutions de cybersécurité localement, le Canada devient entièrement dépendant d'acteurs externes, de fournisseurs et de pays qui n'ont pas de responsabilité publique envers les citoyens canadiens, pour concevoir les systèmes qui nous protègent. »

[Conseil canadien des innovateurs](#)

Recommandation 191

Mette en œuvre une lentille économique dans la prochaine phase du Plan d'action national en matière de cybersécurité afin de soutenir l'industrie canadienne de la cybersécurité et de favoriser la commercialisation, le talent et la collaboration dans le domaine de la cybersécurité et mette l'accent, dans le prochain Plan d'action national en

matière de cybersécurité, sur l'établissement de partenaires nationaux, sur la mise en place de filières d'essai pour les solutions cybernétiques élaborées conjointement avec l'industrie et sur la lutte contre la pénurie de main d'œuvre spécialisée dans ce domaine.

Recommandation 192

Finance la mise en œuvre des appels à la justice lancés par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, afin d'améliorer la sécurité des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA+ des Premières Nations et garantir des services de guérison et de soutien adaptés à leur culture.

Recommandation 193

Consulte l'industrie au sujet de la modernisation du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord afin de stimuler les activités de recherche et développement.

Recommandation 194

Renforce la norme sur la propriété effective pour les sociétés, les fiduciaires, les sociétés de personnes et les autres personnes morales et, en partenariat avec les provinces et territoires, accélère la mise en œuvre d'un registre de propriété effective de grande qualité dès cette année au lieu de l'an 2025.

Recommandation 195

S'assure que le registre de la propriété effective du Canada est accessible au public et utilise un format de données structuré, lisible par ordinateur et gratuit.

Recommandation 196

Dirige la conclusion d'une entente politique entre le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires en vue de la mise en œuvre d'un modèle de registre de propriété effective central.

Recommandation 197

Mette en place un cadre national de protection des dénonciateurs afin de lutter contre la criminalité financière.



Recommandation 198

Améliore l'état de préparation du Canada aux événements associés à tous types de risques en investissant dans une capacité d'intervention humanitaire permanente et clairement définie.

Recommandation 199

Apporte des changements à l'appareil gouvernemental afin de soutenir la préparation, la coordination et les approches impliquant l'ensemble de la société en ce qui a trait aux situations d'urgence.

Recommandation 200

Rétablit une version modernisée de l'ancien Programme conjoint de protection civile pour la formation et l'équipement d'incendie et d'urgence, avec de nouveaux fonds nets.

Recommandation 201

Augmente le financement et met en œuvre des changements de politique afin de combler les lacunes en matière de protection et d'assurer une reprise plus résiliente à la suite d'événements associés à tous types de risques tels que les incendies, les inondations et les canicules.

Recommandation 202

Inclut les recommandations de la coalition Un Canada résistant au climat dans la Stratégie nationale d'adaptation au climat du Canada.

Arts, culture et information

Les témoins qui ont abordé les arts, la culture et l'information ont fait des propositions relatives au journalisme local, aux diffuseurs communautaires, à la CBC/Radio-Canada et à la diplomatie culturelle par le biais du Fonds culturel des missions.

« Les stations de radio de campus et communautaires constituent un pilier de la radiodiffusion au Canada, car elles ont un accès unique aux collectivités urbaines et rurales mal desservies. [...] Pas moins de 9,5 millions de Canadiens dans plus de 150 communautés écoutent régulièrement au moins une fois par mois la radio communautaire et, pour beaucoup, c'est la seule source d'information locale en direct. »

[Fonds canadien de la radio communautaire](#)

Recommandation 203

Fournisse un budget de fonctionnement annuel pour toutes les stations de radio communautaires, autochtones et de campus autorisées qui respectent ou dépassent les critères d'attribution de licence établis par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, lequel pourrait être défini et administré par le Fonds canadien de la radio communautaire.

Recommandation 204

Augmente le financement de l'Initiative de journalisme local afin de permettre à ce programme de réaliser tout son potentiel et de contribuer à la lutte contre la désinformation, et veiller à ce que le financement ne soit pas temporaire.

Recommandation 205

Établisse une directive stratégique pour le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes sur le projet de loi C-11, *Loi sur la diffusion continue en ligne*, le mandatant à soutenir la programmation des nouvelles régionales grâce à l'élaboration d'un fonds indépendant, financé par la distribution et les entreprises en ligne, dont la répartition doit être calibrée en fonction des effectifs ou des dépenses salariales du personnel de collecte et de production des informations.

Recommandation 206

Renouèle et étende son engagement envers le crédit d'impôt pour la main-d'œuvre journalistique canadienne et l'Initiative de journalisme local, y compris par le biais d'une réforme des lois fiscales pour légaliser les fonds de dotation en journalisme



philanthropique à toute organisation de presse qualifiée et pour permettre aux coopératives de journalistes employés ou citoyens de fonctionner comme des organismes à but non lucratif.

Recommandation 207

Réforme l'article 19 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin que les règles restreignant la déductibilité fiscale des dépenses de publicité soient étendues aux médias étrangers en ligne, générant ainsi des recettes publiques pouvant être utilisées pour le journalisme d'information, tout en rapatriant les recettes publicitaires perdues pour les organisations de presse canadiennes.

Recommandation 208

Augmente les budgets de l'ensemble des institutions fédérales en arts et culture, afin que ces institutions puissent jouer un rôle clé en matière de développement culturel durable.

Recommandation 209

Augmente de façon permanente le budget de subvention du Conseil des arts du Canada pour continuer à servir les nouveaux demandeurs et les innovations dans un environnement postpandémique.

Recommandation 210

Augmente de façon permanente le financement au Fonds canadien de formation dans le secteur des arts à titre de soutien de fonctionnement de base afin d'offrir des programmes professionnels et postsecondaires.

Recommandation 211

Veille à ce que les écoles de formation artistique soient impliquées dans la conception des programmes de financement au sein du gouvernement, y compris, mais sans s'y limiter, les possibilités de recherche, la santé et le soutien aux personnes âgées, les femmes et l'égalité des sexes, la diversité et l'inclusion, le tourisme et le développement économique, et le développement des compétences.

Recommandation 212

Prene les mesures suivantes pour générer des revenus supplémentaires afin de soutenir la production de films, d'émissions de télévision et de médias numériques :

- **s'assurer que tous les services de programmation en ligne, ainsi que les fournisseurs de services Internet et les fournisseurs de services sans fil, versent un pourcentage de leurs revenus bruts canadiens provenant d'activités liées à la radiodiffusion à la création d'émissions audiovisuelles et musicales canadiennes par l'entremise d'un fonds public;**
- **affecter une partie du produit de toutes les enchères de spectre à la production et à la distribution de contenu canadien, y compris les émissions audiovisuelles et musicales.**

Recommandation 213

Démontre son engagement envers les divers créateurs de contenu du Canada et l'importance de s'assurer que les Canadiens sont au courant des histoires qu'ils créent et y ont pleinement accès, en officialisant son engagement et son soutien à la Journée nationale du film canadien en tant que célébration annuelle du cinéma canadien qui aura lieu en avril de chaque année.

Recommandation 214

Réaffirme l'importance de l'avenir des arts de la scène au Canada en comblant l'écart identifié dans le financement de Patrimoine canadien pour les organismes nationaux des arts de la scène servant au développement des artistes amateurs.

Recommandation 215

Investisse dans le Fonds du Canada pour la présentation des arts et le Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine afin de soutenir l'adaptation et la croissance du secteur du spectacle en direct à l'ère postpandémique.

Recommandation 216

Entame des consultations de haut niveau entre Patrimoine Canadien et les lieux de diffusion de musique indépendants au Québec et au Canada afin de leur trouver une porte d'entrée aux enveloppes du Fonds du Canada pour la présentation des arts et du fonds de Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.

Recommandation 217

Soutienne les festivals et événements, notamment en prolongeant et en élargissant l'Initiative d'appui aux grands festivals et événements de façon à ce qu'un plus grand



nombre de festivals et événements en profitent à travers le Canada, en incluant le « tourisme événementiel et festivalier » comme priorité dans le Fonds pour les expériences canadiennes ainsi qu'en fournissant un financement bonifié permanent au Fonds du Canada pour la présentation des arts et au Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.

Recommandation 218

Mette en œuvre un programme complet de jumelage de billets qui couvre les saisons 2022–2023 et 2023–2024 pour les organisations d'arts de la scène afin de les protéger contre les changements des habitudes d'achat et la réticence du public pendant la transition de réouverture du secteur artistique.

Recommandation 219

Augmente de façon permanente le financement au Fonds de la musique du Canada, notamment pour aider les entreprises commerciales spécialisées dans la musique en direct, afin de les aider à présenter des artistes canadiens tout en stimulant le tourisme national et international grâce à des concerts et des événements en direct.

Recommandation 220

Augmente les contributions annuelles au Fonds de la musique du Canada afin de soutenir:

- **la production et la commercialisation de musique enregistrée et de spectacles, notamment en faveur d'artistes émergents;**
- **la rétention et la formation de la main-d'œuvre;**
- **des outils collectifs visant à répondre à la pénurie de main d'œuvre dans le secteur;**
- **la production de contenus audiovisuels musicaux traditionnels et innovants;**
- **les activités d'exportation.**

Recommandation 221

Modifie immédiatement la *Loi sur le droit d'auteur* afin qu'elle protège tous les créateurs et titulaires de droits d'auteur et qu'elle mette en œuvre des solutions axées sur le

marché qui encouragent une rémunération équitable des titulaires de droits pour l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur, y compris lorsque ces œuvres sont utilisées par l'industrie de l'édition scolaire.

Recommandation 222

Mette en œuvre la lettre d'engagement du ministre du Patrimoine canadien visant à soutenir les auteurs et les éditeurs canadiens en augmentant le financement du Programme du droit de prêt public de façon permanente.

Recommandation 223

Applique la politique révisée sur les investissements étrangers dans le secteur de l'édition et de la distribution de livres, avec une évaluation plus significative de l'« avantage net pour le Canada » afin de garder notre industrie du livre canadienne et donner la priorité aux maisons d'édition appartenant à des Canadiens.

Recommandation 224

Assure le déploiement d'investissements nouveaux et conséquents pour la mise en œuvre d'un Plan d'action pour les langues officielles 2023–2028 musclé et ambitieux, afin notamment d'appuyer la réforme en matière de langues officielles découlant du projet de loi C-13, Loi visant l'égalité réelle entre les langues officielles du Canada, dans l'optique de contrer le déclin du français au pays.

Équité, diversité et inclusion

En ce qui concerne l'équité, la diversité et l'inclusion, des témoins ont abordé divers sujets, comme des mesures visant à améliorer la représentation de certains groupes dans plusieurs secteurs, à lutter contre l'antisémitisme et le racisme et à sensibiliser les Canadiens à l'utilisation appropriée des médias sociaux. Le Comité a également reçu une demande visant à mettre en œuvre les appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation.



« La voie à suivre pour sensibiliser les gens à la haine en ligne, aux formes qu'elle adopte et aux mesures à prendre passe par l'éducation. »

[Centre consultatif des relations juives et israéliennes](#)

Recommandation 225

Entreprene une campagne nationale d'éducation aux médias sociaux afin de sensibiliser les Canadiens – en particulier les plus jeunes et les plus vulnérables – à l'utilisation appropriée et à l'abus des médias sociaux.

Recommandation 226

Finance le Black Screen Office en tant que partenaire équitable afin d'étendre et de développer son important travail auprès des industries cinématographiques du Canada afin qu'elles soient exemptes de racisme anti-noir et que les Canadiens noirs travaillant dans ces industries aient les moyens de s'épanouir et de partager des histoires noires typiquement canadiennes.

Recommandation 227

Mette en œuvre l'appel à l'action n°21 de la Commission de vérité et de réconciliation en assurant « un financement durable des centres de guérison autochtones existants et nouveaux afin de remédier aux préjudices physiques, mentaux, émotionnels et spirituels causés par les pensionnats, et veiller à ce que le financement des centres de guérison au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest soit une priorité ».

Recommandation 228

S'attaque à l'arriéré des négociations sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale avec les organisations autochtones en augmentant les effectifs des négociateurs fédéraux.

Recommandation 229

Hausse le financement permanent des Centres d'amitié.

Recommandation 230

Crée un Bureau de la justice environnementale et dirige une proportion adéquate des bénéfices découlant des investissements dans le climat et l'énergie propre vers les collectivités défavorisées.

CONCLUSION

Le Comité remercie sincèrement tous ceux qui ont soumis un mémoire ou fourni un témoignage aux fins du présent rapport. Les commentaires recueillis ont grandement aidé le Comité à formuler ses recommandations.

Maintenant qu'il a terminé ses consultations prébudgétaires, le Comité espère que le gouvernement examinera attentivement ses recommandations lorsqu'il élaborera le budget de 2023 et les documents budgétaires futurs. Le Comité est convaincu qu'en faisant de bons choix en matière de politiques publiques, le Canada pourra relever les défis de notre époque.

ANNEXE A

PROPOSITIONS DES TÉMOINS

Les tableaux qui suivent montrent les propositions présentées par les organismes et les personnes qui ont comparu devant le Comité au cours des consultations prébudgétaires de cette année, ainsi que les propositions contenues dans leurs mémoires.

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET PÊCHES

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Coalition du budget vert	Aider les producteurs et le Canada à donner l'exemple grâce à une agriculture durable et novatrice appuyée par un système alimentaire résilient et diversifié.	2022/10/26
Conseil canadien des pêches	Accroître les ressources financières pour les sciences halieutiques afin de soutenir la prise de décision en matière de gestion.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	Accorder la priorité à l'embauche et au maintien en poste des scientifiques halieutiques spécialisés dans l'évaluation quantitative des stocks.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	S'engager avec l'industrie et tirer parti rapidement des ressources de l'industrie pour garantir que les évaluations puissent être terminées en temps opportun.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	Effectuer des évaluations des stocks à la fréquence requise et selon des normes élevées grâce au processus d'examen par les pairs du Secrétariat canadien des avis scientifiques.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	Réviser le processus du Secrétariat canadien des avis scientifiques pour répondre à toutes les préoccupations plutôt que de supprimer complètement le processus et d'en élaborer un nouveau.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	Effectuer un examen de la conduite des autres pays en matière de sciences halieutiques afin de la comparer aux pratiques actuelles du Canada.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	Mettre en œuvre un cadre de gestion des ressources qui est fondé sur des données probantes, prévisible, transparent et appliqué de manière cohérente.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	Le financement [fédéral en soutien de] l'innovation [dans le secteur des fruits de mer] devrait être renouvelé d'une manière coordonnée au niveau national.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	Envisager comment [le ministère des Pêches et des Océans] peut être mieux structuré pour s'harmoniser avec la croissance du secteur et assurer une séparation appropriée entre les équipes qui soutiennent explicitement l'innovation et le développement, ainsi que les fonctions scientifiques et réglementaires.	2023/02/02

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Conseil canadien des pêches	Le mandat du ministère des Pêches et des Océans en ce qui concerne les pêches devrait être modifié pour être plus ambitieux.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	Créer un secrétariat permanent [au sein du ministère des Pêches et des Océans consacré] à soutenir la croissance, l'innovation et le développement du secteur des fruits de mer.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	[Améliorer le] rendement du ministère des Pêches et des Océans à l'égard des principales sciences halieutiques qui constituent le fondement de la gestion durable des pêches.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	[S'assurer] d'une plus grande prévisibilité de l'accès et des décisions de gestion des pêches en temps opportun [pour] favoriser les investissements dans le secteur.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	Accélérer l'obtention de permis pour les installations d'aquaculture, en particulier pour les projets et les technologies novateurs.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	Effectuer des examens plus rapides et prévisibles pour permettre la culture des mollusques et crustacés ou pour apporter des changements aux sites agricoles qui améliorent la production durable.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	Être prêt à prendre en charge les innovations en matière d'équipement dans les pêches à capture sauvage qui mènent à des résultats plus durables.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	[S'assurer que] Santé Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments ... collabore avec les intervenants de l'industrie sur l'approbation de nouveaux produits issus d'artères secondaires.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	S'assurer que [les] règlements [de Transports Canada] sur les navires de pêche [tiennent] compte des nouvelles conceptions de navires qui améliorent le rendement.	2023/02/02
Conseil canadien des pêches	[S'assurer que le ministère des Pêches et des Océans verse aux] titulaires de permis [de pêche] pour les pertes d'accès des indemnités qui tiendront compte des investissements passés et qui ne feront pas obstacle à de futurs investissements.	2023/02/02
Équiterre	Prioriser la gestion du risque environnemental en agriculture avec la bonification de l'enveloppe des programmes à frais partagés.	2022/10/24

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Équiterre	Financer la formation et l'embauche de 1000 agent.e.s en services-conseils supplémentaires.	2022/10/24
Équiterre	Élaborer une stratégie pancanadienne sur la santé des sols.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'agriculture	Financer la formation des agrologues et proposer des mesures incitatives aux agriculteurs pour encourager l'adoption de la gérance des nutriments 4B.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'agriculture	Prévoir un financement dédié au développement de variétés végétales avec une masse racinaire augmentée.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'agriculture	Augmenter le niveau de couverture du programme [Agri-stabilité] pour chacune des années successives sans paiement, jusqu'à concurrence de 85 % de la marge de référence historique.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'agriculture	Pour le programme Agri-relance, qui fournit une aide aux agriculteurs en cas de catastrophe naturelle, [réaliser] un examen collectif chaque fois que le programme est sollicité. Cet examen comprendrait une évaluation et un compte rendu des mesures de prévention des risques similaires pour améliorer les interventions suivantes.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'agriculture	Prévoir un mandat officiel de développement de l'aquaculture pour Agriculture et Agroalimentaire Canada pour protéger les conchyliculteurs en cas de catastrophes climatiques et augmenter le financement du Programme canadien de contrôle de la salubrité des mollusques.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'agriculture	Établir des programmes de sécurité alimentaire pour soutenir les producteurs qui ont subi les contrecoups des tarifs douaniers imposés par le gouvernement fédéral sur les engrais importés de la Russie.	2022/10/24
Keystone Agricultural Producers	[Renforcer le] soutien technique et [le] financement en vue de la mise en œuvre de la gestion des nutriments 4B pour permettre à un plus grand nombre d'agriculteurs de contribuer à la réduction des émissions des engrais.	2023/02/02
Union des producteurs agricoles	Mettre en place un programme d'aide spécial, spécifique au secteur agricole, pour limiter l'incidence de l'inflation sur la santé financière des entreprises agricoles.	2022/10/26

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Union des producteurs agricoles	Bonifier le programme Agri-stabilité, en augmentant le taux de couverture à 85 % de la marge de référence, tout en maintenant le taux de compensation à 80 %, comme annoncé récemment par Agriculture et Agroalimentaire Canada.	2022/10/26
Union des producteurs agricoles	Accorder un budget stable et prévisible en recherche et innovation agronomiques et agroenvironnementales.	2022/10/26
Union des producteurs agricoles	Assurer un financement permanent pour la révision et le maintien des normes biologiques du Canada.	2022/10/26
Union des producteurs agricoles	Offrir un programme de partage des coûts de la certification biologique.	2022/10/26
Union des producteurs agricoles	Éliminer ou limiter le gain en capital imposable lors du don ou de la vente à faible coût de certains actifs agricoles à un neveu ou à une nièce.	2022/10/26
Union des producteurs agricoles	Créer un régime d'épargne et d'investissement sylvicole personnel pour les propriétaires forestiers canadiens.	2022/10/26

ARTS, CULTURE ET INFORMATION

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Fédération canadienne des contribuables	Établir un plan en vue de supprimer tout financement public à CBC/RadioCanada.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Annuler l'aide financière pour les médias annoncée dans le budget de 2019 et s'engager à n'offrir aucune autre subvention dans le futur.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Annuler le Fonds culturel des missions.	2022/10/26

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Fonds canadien de la radio communautaire	Augmenter le financement de l'Initiative de journalisme local à 20 millions de dollars par année en plus de veiller à ce que le financement ne soit pas limité dans le temps.	2022/10/05
Fonds canadien de la radio communautaire	[Créer] une allocation annuelle aux 235 stations de radio communautaire, de radio autochtone et de radio de campus d'un total de 25 millions de dollars, une somme qui serait administrée par l'entremise du Fonds canadien de la radio communautaire.	2022/10/05

CADRES RÉGLEMENTAIRES

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Association des industries aérospatiales du Canada	Injecter des ressources afin d'améliorer la capacité de certification des produits aéronautiques de Transports Canada et utiliser les revenus du <i>Règlement de l'aviation canadien</i> Partie I-104 pour améliorer les services.	2023/02/02
Chambre de commerce du Canada	Moderniser le régime de réglementation canadien en s'engageant à instaurer une réglementation fondée sur des données probantes et à appliquer une optique économique à tous les mandats de réglementation.	2022/10/24
Conseil canadien des affaires	Le Canada doit démontrer au monde entier qu'il peut mener à bien de grands projets et construire l'infrastructure nécessaire pour accéder aux marchés mondiaux. Toutefois, pour que ces projets puissent aller de l'avant, les investisseurs ont besoin d'une prévisibilité réglementaire et d'une compréhension claire des règles du jeu.	2022/10/26
Équiterre	[Créer] un fonds pour la réparation d'appareils [et] intervenir par voie réglementaire et fiscale pour aider les consommateurs à conserver leurs appareils plus longtemps et ainsi réduire leur facture.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Élargir la règle du « un pour un », de sorte qu'elle s'applique aux dispositions législatives et aux politiques, et non seulement aux règlements.	2022/10/24

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Promouvoir une politique de « reconnaissance mutuelle » pour améliorer le commerce intérieur.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Réduire les frais de carte pour les petites entreprises.	2022/10/24

COMMERCE

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Association des industries aérospatiales du Canada	Accélérer l'élaboration de mesures de contrôle à l'exportation et les arrimer à celles de nos alliés.	2023/02/02
Fédération canadienne de l'agriculture	Indemniser complètement et équitablement les producteurs des secteurs assujettis à la gestion de l'offre pour la concession en matière d'accès aux marchés de l' <i>Accord Canada-États-Unis-Mexique</i> .	2022/10/24
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Financer la création d'un service pour les exportateurs qui permet aux associations commerciales d'élaborer des programmes qui mettent leurs membres en relation avec les organismes et les services gouvernementaux d'aide à l'exportation.	2022/10/05
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Créer une « ligne d'information sur les obstacles au commerce » pour que les exportateurs puissent appeler et signaler les obstacles au commerce et offrir de l'aide aux exportateurs pour les surmonter.	2022/10/05
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Accroître les investissements dans les infrastructures qui facilitent le commerce et le développement industriel.	2022/10/05

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Augmenter le financement des programmes et des services existants — les agences de développement régional, Exportation et développement Canada, la Corporation commerciale canadienne et la Banque de développement du Canada— pour aider les PME à se mondialiser.	2022/10/05
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Réduire les formalités administratives liées à l'administration du système de licences d'exportation du Canada afin que celui-ci ne fasse pas que protéger les intérêts du Canada en matière de politique étrangère, mais qu'il simplifie également les procédures d'exportation.	2022/10/05
Union des producteurs agricoles	Offrir une compensation pleine et complète aux producteurs de lait afin d'atténuer les pertes liées à l' <i>Accord Canada-États-Unis-Mexique</i> .	2022/10/26
Union des producteurs agricoles	Ne plus accorder de concession touchant les produits sous gestion de l'offre dans les futures négociations commerciales.	2022/10/26

EMPLOI ET MAIN-D'ŒUVRE

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Association des hôtels du Canada	Redonner vie au programme Destination Emploi utilisé précédemment pour les Syriens afin de permettre aux Ukrainiens qui arrivent au pays par l'entremise de mesures spéciales d'immigration de trouver un emploi prometteur dans le secteur de l'accueil ou le secteur hôtelier.	2023/02/02
Association des hôtels du Canada	Accorder la priorité aux demandes liées au Programme des travailleurs étrangers temporaires avec les codes de la de la Classification nationale des professions du secteur hôtelier.	2023/02/02
Association des hôtels du Canada	Fournir au ministre du Tourisme et ministre associé des Finances des mises à jour trimestrielles sur l'état des [recommandations 1 à 5 contenues dans le mémoire de l'Association des hôtels du Canada].	2023/02/02

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Association des industries aérospatiales du Canada	Élaborer un plan de perfectionnement de la main-d'œuvre en aérospatiale comprenant des programmes de travailleurs qualifiés et un processus d'immigration simplifié, et y investir.	2023/02/02
Campagne 2000	S'assurer que toutes les personnes sans emploi ou sous-employées ont accès à des mesures de sécurité du revenu dans le cadre d'un programme d'assurance-emploi remanié qui augmente l'accès, le montant et la durée des prestations.	2023/02/02
Chambre de commerce du Canada	Collaborer avec les provinces et les territoires pour mettre en place les mesures de soutien nécessaires pour maintenir les travailleurs en poste et renforcer leurs compétences, réduire les obstacles à l'embauche de talents étrangers hautement qualifiés et bonifier les processus et les mécanismes de reconnaissance des titres de compétences étrangers.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'agriculture	Investir 10 millions de dollars pour soutenir la mise en œuvre continue de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre pour l'agriculture et la fabrication d'aliments et de boissons.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'agriculture	Mener une campagne de sensibilisation auprès du public pour lui présenter les carrières dans le domaine de l'agriculture canadienne.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Utiliser les recettes générales pour rembourser les coûts liés à la pandémie engagés par le régime d'assurance-emploi.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Répartir les cotisations d'assurance-emploi 50-50 entre les employeurs et les employés ou instaurer un taux plus faible pour les paies moins élevées.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Simplifier le processus de demande pour faire venir des travailleurs étrangers.	2022/10/24
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Accélérer le Programme des travailleurs étrangers temporaires en créant un programme d'employeurs fiables qui préapprouve les entreprises admissibles et en simplifiant la demande d'étude d'impact sur le marché du travail.	2022/10/05

ENFANCE, FAMILLES ET POLITIQUES SOCIALES

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Campagne 2000	S'engager à réduire la pauvreté globale et la pauvreté dans les communautés marginalisées de 50 % d'ici 2026.	2023/02/02
Campagne 2000	Créer un Supplément de fin de pauvreté de l'Allocation canadienne pour enfants destiné aux familles en situation de grande pauvreté.	2023/02/02
Campagne 2000	Élargir l'accès à l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) pour les familles au statut précaire en abrogeant la législation liant l'admissibilité au statut d'immigration [et] élargir le cercle des personnes pouvant attester de la résidence d'un enfant, en veillant à ce que la parenté, l'adoption coutumière et les familles s'occupant d'enfants en dehors d'un accord officiel aient accès à l'ACE.	2023/02/02
Campagne 2000	Annuler les réductions de l'Allocation canadienne pour enfants liées à la perception de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) pour les mères à revenu modéré, mettre en œuvre l'amnistie pour le remboursement de la PCU pour toutes les personnes vivant en dessous ou à proximité de la mesure de faible revenu [et] cesser immédiatement de traiter la PCU et les prestations canadiennes de relance économique comme un revenu imposable.	2023/02/02
Campagne 2000	Créer un système parallèle de transfert en espèces pour les non-déclarants marginalisés en dehors du système d'impôt sur le revenu des particuliers.	2023/02/02
Campagne 2000	Instaurer un revenu canadien de subsistance pour les personnes en âge de travailler.	2023/02/02
Campagne 2000	Mettre immédiatement en œuvre la Prestation canadienne pour les personnes handicapées.	2023/02/02
Campagne 2000	Investir 10 milliards de dollars sur trois ans pour soutenir l'expansion des structures de garde d'enfants publiques et sans but lucratif.	2023/02/02
Campagne 2000	Assurer un financement équitable des services de protection de l'enfance dans les réserves des Premières Nations et veiller à la pleine application du principe de Jordan et du programme Spirit Bear.	2023/02/02

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Centre canadien de politiques alternatives	[Instaurer] un supplément de l'Allocation canadienne pour enfants [qui serait] destiné aux familles avec des enfants qui sont en situation de grande pauvreté [et fournirait jusqu'à 8 500 \$ pour le premier enfant.	2022/10/24
Centre canadien de politiques alternatives	[Créer un] programme [appelé] Revenu de subsistance canadien [qui serait une] prestation universelle ... pour les Canadiens en âge de travailler qui n'ont pas d'enfants [et] comblerait une faille importante dans le système actuel. ... Le Revenu de subsistance canadien est destiné aux Canadiens qui vivent dans une situation d'extrême pauvreté, à raison de 5 000 \$ pour une personne vivant seule et de 7 000 \$ pour un couple.	2022/10/24
Centre canadien de politiques alternatives	Établir une garantie de soutien rapide comme mesure de sécurité du revenu. L'objectif est de garantir que l'Agence du revenu du Canada versera des allocations de soutien au revenu dans le mois suivant la qualification.	2022/10/24
Centre canadien de politiques alternatives	[Créer] la Prestation d'invalidité du Canada.	2022/10/24
Centre consultatif des relations juives et israéliennes	Établir une stratégie nationale pour les organismes sans but lucratif, qui fournira le soutien pluriannuel requis pour stabiliser le secteur sans but lucratif.	2022/10/26
Centre consultatif des relations juives et israéliennes	Réintroduire un financement d'urgence ou, par le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, un soutien direct aux services sociaux sans but lucratif, afin de répondre aux besoins urgents de capacité à court terme.	2022/10/26
Équiterre	Bonifier et étendre les programmes d'alimentation scolaire existants.	2022/10/24
Équiterre	Renforcer les infrastructures et les capacités des institutions et organismes partenaires qui offrent ces programmes aux écoles.	2022/10/24
Équiterre	Collaborer avec les Premières nations, les Inuits et les Métis afin de négocier un accord de Politique alimentaire et financer les programmes scolaires qui misent sur des repas nutritifs dans les écoles autochtones.	2022/10/24

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Fédération canadienne des contribuables	Mettre fin au Programme national de garderies présenté par le gouvernement dans le budget de 2021.	2022/10/26

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Chambre de commerce du Canada	Adopter une définition commune de ce que constitue un « investissement orienté vers la carboneutralité » pour les gouvernements et fournir des estimations de réduction d'émissions parallèlement aux politiques.	2022/10/24
Chambre de commerce du Canada	Concevoir des options de politique en vue d'encourager la réduction d'émissions au sein des chaînes d'approvisionnement internationales du Canada.	2022/10/24
Chambre de commerce du Canada	Élaborer un plan de financement équitable pour la décarbonisation, lequel examine la répartition des frais entre les entreprises, les ménages et le gouvernement et spécifie clairement qui paye pour s'assurer que les ménages vulnérables ne sont pas laissés pour compte.	2022/10/24
Coalition du budget vert	Mettre en place un réseau électrique à émissions nulles fondé sur les énergies renouvelables, [ce qui implique des] étapes essentielles pour les grands investissements de transformation nécessaires dans la production, le transport et la demande d'électricité, y compris dans les communautés autochtones éloignées.	2022/10/26
Coalition du budget vert	Améliorer l'efficacité énergétique et le confort du parc immobilier résidentiel dans tout le pays, y compris les ménages à faible revenu et les communautés autochtones, et le développement des compétences dans l'économie de la rénovation.	2022/10/26
Coalition du budget vert	Respecter les engagements du Canada en matière de protection des terres et des océans, en intégrant la conservation dirigée par les autochtones, le financement permanent de la protection et de l'intendance, la connectivité écologique et la collaboration des ONG.	2022/10/26

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Équiterre	Réformer la structure du programme d'incitatifs pour les Véhicules zéro émission (iVZE) en y intégrant le programme de redevances ou remplacer le programme d'écoprélèvement par une redevance structurante basée sur les émissions de GES à l'achat de véhicules à essence.	2022/10/24
Équiterre	Élargir la portée du programme en rendant admissibles les vélos à assistance électrique.	2022/10/24
Équiterre	Rendre admissibles les VZE d'occasion au programme iVZE.	2022/10/24
Équiterre	Adapter les incitatifs à l'achat de VZE en fonction du revenu des ménages et plafonner l'admissibilité en fonction du revenu.	2022/10/24
Équiterre	Devancer le soutien permanent aux opérations des sociétés de transport en commun à l'année fiscale 2024-2025 et bonifier les montants prévus pour les opérations.	2022/10/24
Équiterre	Rendre les autobus scolaires électriques admissibles au programme Programme d'incitatifs pour les véhicules moyens et lourds zéro émission.	2022/10/24
Équiterre	Soutenir les activités de renforcement des capacités, d'éducation et de sensibilisation en vue d'accélérer l'électrification des parcs d'autobus scolaires.	2022/10/24
Équiterre	Bonifier le fond d'action climatique à la ferme pour inclure les 6 pratiques suivantes : amendements organiques, la diversification des cultures, les zones tampons, la prévention de la compaction, l'agroforesterie et la gestion intégrée des ravageurs.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'agriculture	Établir un groupe de travail en agroenvironnement pour faire appel à l'expertise agricole et technique dès les premières étapes de l'élaboration des politiques agroenvironnementales.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'agriculture	Élargir le volet Adoption du Fonds des technologies propres en agriculture, en prévoyant notamment un financement pour les projets à budget modeste et un partage des coûts avec le gouvernement plus favorable pour les fermes qui manquent de capitaux.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'agriculture	Élargir le volet Recherche et Innovation du Fonds des technologies propres en agriculture pour y inclure les technologies permettant de mesurer directement les émissions des fermes.	2022/10/24

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Fédération canadienne de l'agriculture	Offrir un soutien direct aux producteurs pour accroître le travail de conservation à la ferme et les aider à participer aux efforts de préservation des prairies indigènes.	2022/10/24
Keystone Agricultural Producers	[Accroître et élargir] le volet Adoption du Programme des technologies propres en agriculture. Notamment, il faudrait prévoir du financement pour les petits projets et augmenter la participation du gouvernement aux coûts pour les petites exploitations.	2023/02/02
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Fournir un soutien à l'investissement direct aux émetteurs de toutes tailles pour les aider à adopter des technologies de réduction des émissions, en veillant à ce que les approches de soutien soient indépendantes de la technologie.	2022/10/05
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Fournir un soutien financier pour la création, la commercialisation et la manufacture de produits à faible teneur en carbone et sans carbone au Canada au moyen d'incitatifs fiscaux et de marchés publics	2022/10/05
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Créer une stratégie de transition à zéro émission nette pour les PME efficace et ciblée qui met l'accent sur les campagnes d'éducation et de sensibilisation, les évaluations opérationnelles et les plans d'affaires stratégiques, ainsi que la compétitivité de la chaîne d'approvisionnement mondiale.	2022/10/05
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Élargir et rendre permanent le Fonds d'accélération de la carboneutralité, ... pour appuyer les investissements à grande échelle qui réduisent les émissions dans le secteur manufacturier.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Offrir des rabais à l'achat pour les VE d'occasion.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Adopter des objectifs clairs pour que 20 % des ventes soient de véhicules légers soient VZE d'ici 2026, 60 % d'ici 2030 et 100 % d'ici 2035.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Harmoniser [les] normes d'émission de gaz d'échappement [du Canada] sur les normes les plus strictes en Amérique du Nord, en plus d'établir une norme VZE.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Établir un système de taxation financièrement neutre pour faire payer les véhicules de tourisme polluants pour les rabais aux VZE, afin que les programmes de rabais puissent s'autofinancer.	2022/10/05

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Mobilité électrique Canada	Supprimer progressivement le rabais fédéral pour les véhicules hybrides rechargeables ayant moins de 50 km d'autonomie électrique ou rendre les rabais proportionnels à leur autonomie officielle : 2 000 \$ de 40 à 59 km, 3 000 \$ de 60 à 79 km, 4 000 \$ de 80 km ou plus.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	[Instaurer un] rabais pour les personnes et les familles canadiennes à faible et modeste revenu afin qu'elles passent aux VZE grâce à un rabais de 2000\$ pour un VZE neuf ou usagé inspiré du programme d'admissibilité au revenu de la Californie.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Développer un programme [de « prime à la caisse »] axé sur les objectifs climatiques du Canada avec des fonds pour l'achat de VZE neufs ou usagés, de laissez-passer de transport en commun ou d'outils de transport actif (p. ex. vélos ou vélos électriques).	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Offrir un rabais de 2 000 \$ aux entreprises et aux particuliers qui désirent passer aux véhicules électriques et supprimer le plafond de 10 véhicules pour les rabais de flotte.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Établir un programme visant à éduquer et à soutenir les consommateurs dans leur transition vers les véhicules électriques avec des organisations de premier plan et de confiance.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Éliminer progressivement les véhicules à carburant fossile dans les propriétés sous réglementation fédérale, comme les ports et les aéroports, en combinant des péages pour les véhicules polluants et une limitation de leur accès tout en soutenant les infrastructures de recharge.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	[Instaurer] un rabais fédéral pour l'achat d'une motoneige, d'une motomarine ou d'un véhicule récréatif électrique, conformément au rabais de 2 500 \$ accordé au Yukon pour les motoneiges électriques.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	[Établir] un mandat ZEV pour les véhicules hors route en ligne avec les administrations les plus ambitieuses en Amérique du Nord, que ce soit au niveau fédéral ou étatique.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Lancer un programme pour soutenir l'électrification des traversiers.	2022/10/05

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Mobilité électrique Canada	Développer une stratégie intégrée de mobilité électrique pour atteindre les objectifs du Canada en matière de climat et d'électrification, en coordination avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis du Canada.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	[Adopter et mettre en œuvre] un cadre fondé sur les normes internationales les plus élevées en matière d'économie circulaire [des batteries de VE].	2022/10/05
Société d'aide au développement des collectivités et Centre d'aide aux entreprises	[Bonifier] l'enveloppe du programme Virage vert, [qui] vient à échéance en mars 2024.	2022/10/05
Société d'aide au développement des collectivités et Centre d'aide aux entreprises	[Bonifier] l'enveloppe accordée aux sociétés d'aide au développement des collectivités et aux centres d'aide aux entreprises, afin d'assurer la création d'un nouveau programme d'innovation qui permettra aux PME des régions rurales et semi-urbaines de mieux vivre la transition verte.	2022/10/05
Systèmes Info-Electroniques inc.	Consacrer une portion de [l'engagement international en matière de financement climatique du Canada] à la sécurité, [ce qui signifie] le renforcement des capacités en Afrique et dans d'autres pays moins développés, l'infrastructure [et] des systèmes d'alerte précoce.	2022/10/26
Union des producteurs agricoles	Assurer un continuum de soutien et d'accompagnement sur un horizon de 10 ans en matière de rétribution pour les biens et services agroenvironnementaux, ainsi que de lutte contre les changements climatiques, tant sur le plan de l'adaptation à l'évolution du climat que sur celui de la réduction des gaz à effet de serre.	2022/10/26

ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET INCLUSION

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Association de l'industrie touristique du Canada	Mettre en place de nouveaux crédits d'impôt pour les entreprises qui élaborent des programmes de recrutement spécialisés à l'intention des groupes en quête d'équité et allouer des ressources pour la mise en œuvre d'une stratégie de main-d'œuvre dirigée par les Autochtones.	2022/10/05
Campagne 2000	Financer la pleine mise en œuvre des 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada et des 231 appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	2023/02/02
Centre consultatif des relations juives et israéliennes	Fournir un financement dédié et de travailler avec les intervenants communautaires pour s'assurer que le financement gouvernemental ne va plus jamais à une organisation qui fait la promotion de l'antisémitisme et du racisme en général. Ce financement devrait comprendre une formation sur l'antisémitisme à l'intention des décideurs du gouvernement; une mise en œuvre réelle et mesurable de la définition de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, déjà adoptée par le gouvernement; et un financement continu pour le bureau de l'envoyé spécial du Canada pour la préservation de la mémoire de l'Holocauste et la lutte contre l'antisémitisme.	2022/10/26
Centre consultatif des relations juives et israéliennes	Entreprendre une campagne nationale d'éducation aux médias sociaux afin de sensibiliser les Canadiens — en particulier les plus jeunes et les plus vulnérables — à l'utilisation appropriée et à l'usage abusif des médias sociaux.	2022/10/26
Coalition du budget vert	Créer un Bureau de la justice environnementale et diriger une proportion adéquate des bénéfices découlant des investissements dans le climat et l'énergie propre vers les collectivités défavorisées.	2022/10/26
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Renouveler et augmenter le financement des programmes qui encouragent un plus grand nombre de membres de groupes sous-représentés à chercher à faire carrière dans le secteur manufacturier, y compris l'initiative Women in Manufacturing de MEC.	2022/10/05

FINANCES FÉDÉRALES

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Campagne 2000	Soutenir l'adéquation de l'assistance sociale par le biais du Transfert canadien en matière de programmes sociaux [et] lier les investissements aux normes d'adéquation.	2023/02/02
Coalition canadienne de la santé	Travailler avec les provinces et les territoires pour augmenter le financement fédéral responsable du Transfert canadien en matière de santé tout en améliorant les résultats pour les Canadiens grâce à de nouveaux programmes de santé publique comme les soins dentaires et l'assurance-médicaments.	2022/10/05
Conseil canadien des affaires	Adopter une nouvelle cible fiscale fondée sur le coût du service de la dette [et] s'engager à faire en sorte que, dorénavant, le coût du service de la dette ne dépasse pas 10 % des recettes annuelles du gouvernement.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Équilibrer le budget en 2023-2024 en ramenant les charges de programmes aux niveaux [de l'année fiscale] 2018-2019, tout en les corrigeant en fonction de l'inflation et de la croissance démographique.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Annuler toutes les hausses de taxes liées à la pandémie, y compris la taxe sur l'alcool et les charges sociales, et supprimer la taxe sur le carbone.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Refuser toute hausse d'impôts future, notamment l'impôt sur la valeur nette des habitations, la surtaxe annuelle sur les habitations, l'impôt sur la fortune, l'impôt sur les bénéfices excédentaires, la taxe sur les produits de luxe et la taxe sur la graisse, le sucre et la viande.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Utiliser une part des surplus annuels pour réduire les impôts.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Abolir toutes les subventions aux entreprises, y compris les subventions directes en espèces, les crédits d'impôt liés à des créneaux, les prêts et les garanties de prêts.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Mettre fin aux subventions fédérales accordées aux entreprises par l'intermédiaire des sociétés d'État et des agences de développement régional, et restituer aux contribuables les fonds fédéraux restants dans ces sociétés.	2022/10/26

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Fédération canadienne des contribuables	Instaurer des exigences minimales de transparence concernant les subventions aux entreprises, telles que les montants déboursés ou garantis, le calendrier de remboursement, les montants remboursés, les taux d'intérêt sur les prêts, et produire des rapports fréquents sur les remboursements.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	[Obtenir l'approbation du Parlement avant d'octroyer des subventions aux entreprises].	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Réduire le poids de la péréquation dans le but de mettre fin au programme en mettant en œuvre le plan d'élimination progressive de la péréquation sur 20 ans que propose la Fédération canadienne des contribuables.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Consulter les provinces sur la péréquation. De plus, le gouvernement fédéral devrait adopter un projet de loi qui l'oblige à publier tous les documents issus des négociations provinciales sur le site Web du ministère des Finances.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	[Geler] le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [à leur niveau actuel et] plafonner les transferts en fonction du taux annuel d'inflation pour les années à venir.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Mettre fin aux remboursements des dépenses de campagne pour les partis politiques et les candidats, notamment les dépenses de campagne liées aux élections de 2021.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Mettre en œuvre une revue des dépenses exhaustives semblable à [celle des] années 1990.	2022/10/26

FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Association des hôtels du Canada	Investir dans une stratégie de main-d'œuvre canadienne, y compris des campagnes de sensibilisation, le perfectionnement des compétences et la mobilisation des travailleurs, grâce à un financement durable de RH Tourisme Canada.	2023/02/02
Conseil canadien des innovateurs	Accélérer le financement des entreprises canadiennes qui élaborent des programmes de perfectionnement et de recyclage en vue de renforcer la main-d'œuvre canadienne.	2023/02/02
Conseil canadien des innovateurs	Créer un programme exhaustif et dynamique afin d'aborder la grave pénurie mondiale de talents dans le domaine de la cybersécurité.	2023/02/02
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Offrir des prestations de formation dirigées par l'employeur, y compris un crédit d'impôt de 50 % pour compenser la moitié des coûts de la formation des employés.	2022/10/05
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Augmenter le financement de la Subvention canadienne pour l'emploi ..., la rendre permanente et l'étendre à la formation en cours d'emploi.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Travailler avec les provinces pour réorganiser le programme de formation des mécaniciens de véhicules [afin de] donner la priorité aux VE en accélérant la formation des mécaniciens de VE et en leur offrant davantage de possibilités d'apprentissage.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Soutenir les programmes de formation et de transition pour aider les travailleurs à faire la transition vers une économie décarbonée.	2022/10/05

IMMIGRATION

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Association des hôtels du Canada	Créer, dans le cadre d'Entrée express, une voie d'accès à la résidence permanente conçue pour les travailleurs des niveaux C et D de la Classification nationale des professions du secteur hôtelier, les travailleurs ayant déjà une expérience de travail au Canada et les travailleurs ayant reçu une offre d'emploi.	2023/02/02
Association des hôtels du Canada	Augmenter les niveaux d'immigration du Programme des candidats des provinces pour les provinces ayant des volets de compétences en demande, dont le tourisme et l'accueil.	2023/02/02
Conseil canadien des affaires	La prospérité future du Canada dépend de la modification de notre système d'immigration afin d'augmenter considérablement le nombre de demandeurs de la catégorie économique qui obtiennent le statut de résident permanent.	2022/10/26
Conseil canadien des innovateurs	Aborder les pénuries de talents et les lacunes du système d'immigration qui affectent les secteurs stratégiques à forte croissance du Canada.	2023/02/02
Conseil canadien des innovateurs	Augmenter le soutien accordé à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et à Emploi et Développement social Canada en vue d'éliminer les arriérés, rétablir les normes de services normales pour les voies d'immigration et veiller au débit constant de talents qualifiés au Canada.	2023/02/02
Conseil canadien des innovateurs	Mettre en place un visa technologique à fort potentiel pour augmenter la densité du bassin de talents qualifié dans l'ensemble des communautés canadiennes.	2023/02/02
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Créer une voie vers la résidence permanente pour les travailleurs étrangers peu qualifiés.	2022/10/24
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Faire passer le nombre d'immigrants de la catégorie de l'immigration économique à 500 000 par année d'ici 2025 et réformer le système de points d'immigration du Canada afin de mieux l'harmoniser avec les compétences requises dans le secteur manufacturier.	2022/10/05

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
S.U.C.C.E.S.S.	Investir dans des services essentiels pour les nouveaux arrivants, comme la formation linguistique, la formation à l'emploi et à l'entrepreneuriat, les aides à l'établissement et les programmes communautaires afin qu'ils puissent intégrer en douceur le marché du travail.	2022/10/24
S.U.C.C.E.S.S.	Des programmes ciblés visant à aider les professionnels formés à l'étranger à surmonter les obstacles à l'exercice de leur profession au Canada sont aussi essentiels, tout comme des filières de permis de travail et de résidence pour les travailleurs étrangers temporaires et les étudiants étrangers.	2022/10/24

IMPÔT DES SOCIÉTÉS ET DES PARTICULIERS

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Centre canadien de politiques alternatives	[Augmenter le] taux d'imposition général des sociétés, [instaurer] une taxe minimum sur les bénéfiques comptables [et plafonner les] déductions accordées pour la rémunération des cadres.	2022/10/24
Centre canadien de politiques alternatives	[Limiter le] crédit d'impôt pour dividendes à l'impôt véritablement payé.	2022/10/24
Chambre de commerce du Canada	Reporter à 2024 la mise en œuvre des modifications à la déductibilité de l'intérêt, maintenir les dettes existantes et accorder une exemption pour les gros projets d'infrastructure.	2022/10/24
Chambre de commerce du Canada	Prolonger pendant trois ans, au taux actuel, l'incitatif à l'investissement accéléré, en étendre la portée pour qu'il intègre les activités d'exploitation minière et de transformation des métaux (incluses dans les catégories de biens amortissables 41, 41.2 et 43), et reporter à l'exercice financier 2027 la période d'élimination progressive.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Augmenter à 600 000 \$ le seuil de la déduction accordée aux petites entreprises et l'indexer à l'inflation à l'avenir.	2022/10/24

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Diminuer le taux d'imposition fédéral pour les petites entreprises en le faisant passer de 9 à 8 %, au moins pour les deux prochaines années.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Retarder d'au moins trois ans l'élimination progressive des mesures liées à la déduction pour amortissement accéléré et rendre permanente la passation en charges immédiate.	2022/10/24
Fédération canadienne des contribuables	Abolir le crédit d'impôt pour contributions politiques.	2022/10/26
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Instaurer un crédit d'impôt à l'investissement remboursable de 10 % à l'échelle nationale pour l'achat de nouvelles machines, de nouveaux équipements et de nouveaux logiciels.	2022/10/05
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Prolonger de trois ans le taux actuel de l'incitatif à l'investissement accéléré. Conformément à la Stratégie sur les minéraux critiques du Canada, l'incitatif devrait être élargi pour inclure les activités minières et de transformation des métaux (incluses dans les catégories d'imposition 41, 41.2 et 43).	2022/10/05
Union des producteurs agricoles	Mettre en place un crédit d'impôt à l'investissement remboursable de 30 % pour l'achat d'équipement neuf ou usagé par des entreprises agricoles ayant des revenus annuels bruts de moins de 50 000 \$.	2022/10/26

INDUSTRIE ET INNOVATION

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Association des industries aérospatiales du Canada	Élaborer une stratégie nationale à long terme pour l'industrie aérospatiale comprenant des plans clairs en matière de défense ainsi qu'une stratégie spatiale spécifique.	2023/02/02

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Chambre de commerce du Canada	Renouveler les programmes d'appui à l'innovation de la stratégie en matière de biofabrication et de sciences de la vie.	2022/10/24
Conseil canadien des affaires	Le Canada doit devenir plus compétitif en matière d'innovation technologique, et la science doit se traduire par une croissance de la productivité et une prospérité future.	2022/10/26
Conseil canadien des innovateurs	Revoir [le programme d'encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental] pour qu'il profite aux entreprises canadiennes en expansion et renforce la reddition de comptes à l'intérieur du programme afin que le financement aille aux entreprises d'ici plutôt qu'aux multinationales étrangères.	2023/02/02
Conseil canadien des innovateurs	Intégrer des stratégies de liberté d'exploitation dans les programmes d'innovation afin d'encourager la génération de propriétés intellectuelles au sein des entreprises canadiennes et afin d'augmenter les dépenses des entreprises en recherche et développement du Canada.	2023/02/02
Conseil canadien des innovateurs	Aller de l'avant avec [un régime privilégié des brevets] à titre de moyen viable de renforcer la protection et la commercialisation des propriétés intellectuelles au Canada.	2023/02/02
Conseil canadien des innovateurs	Étudier les effets négatifs des investissements directs étrangers dans le secteur des technologies. Notamment, les multinationales peuvent provoquer une inflation des salaires et nuire aux petites entreprises en expansion qui ont un grand besoin de talents.	2023/02/02
Conseil canadien des innovateurs	Renforcer les structures fiscales en vue de stimuler les investissements et la croissance économique.	2023/02/02
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Élargir et rendre permanent le Fonds stratégique pour l'innovation et engager [du] financement pour soutenir de grands projets d'immobilisations dans le secteur manufacturier.	2022/10/05

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Réformer le programme de la RS&DE afin de combler l'écart de commercialisation en élargissant la liste des activités admissibles au-delà du stade initial de la R&D afin d'y inclure des améliorations aux immobilisations et des innovations en matière de produits et de procédés, en augmentant la portion remboursable du crédit d'impôt, en simplifiant les activités administratives afin d'améliorer la certitude des demandes et en faisant passer le taux du crédit d'impôt à 20 %.	2022/10/05
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Mettre en œuvre un régime fiscal favorable aux brevets pour encourager la commercialisation et la production de biens au Canada.	2022/10/05
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Élargir le Programme canadien d'adoption du numérique en créant un volet propre au secteur manufacturier, en prévoyant une composante de financement non remboursable pour compenser le coût élevé des logiciels essentiels à l'automatisation des processus.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	[Se concentrer sur] l'attraction d'un plus grand nombre d'investissements [pour] accélérer la fabrication de VE et les industries connexes au Canada, y compris l'assemblage, les pièces, les machines, l'équipement de charge et l'extraction/le traitement des matériaux de la batterie grâce à une « Stratégie canadienne de développement économique et d'attraction des investissements pour les VE ».	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	[Se concentrer] ... sur l'accélération des technologies, de la recherche, du développement et de la fabrication associés à la réduction des coûts des batteries des véhicules et donc des coûts des véhicules par unité d'autonomie.	2022/10/05
Systèmes Info-Electroniques inc.	[En ce qui concerne le soutien aux PME de haute technologie], il ne devrait pas y avoir de développement au sein du gouvernement, et il faudrait attribuer à l'industrie des marchés, surtout pour le travail dans les domaines environnementaux où la plupart des industries dépendent des projets gouvernementaux.	2022/10/26
Systèmes Info-Electroniques inc.	Organiser une conférence où le gouvernement et les gens — incluant les politiciens, les fonctionnaires et les gens de l'industrie de haute technologie — se réunissent et discutent de ce qui est vraiment nécessaire pour augmenter notre rendement économique.	2022/10/26

INFRASTRUCTURE

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Fédération canadienne de l'agriculture	Offrir des fonds supplémentaires au Fonds national des corridors commerciaux.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'agriculture	Améliorer l'accès aux fonds fédéraux de connectivité à l'aide d'un seul portail Web, avec des critères d'admissibilité plus nuancés, et à un soutien des zones de desserte à coût élevé.	2022/10/24
Mobilité électrique Canada	Établir des cibles [relatives à l'infrastructure de charge pour les véhicules légers] claires conformément au rapport de [2022 de Ressources naturelles Canada intitulé <i>Les besoins en infrastructures de recharge publiques au Canada</i>].	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Fournir un financement suffisant pour que le Canada atteigne les cibles suivantes : 53 000 ports de recharge publics d'ici 2025 [et] 200 000 ports de recharge publics d'ici 2030.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Fixer l'objectif de rendre un million de places de stationnement d'appartements et de copropriétés prêtes pour le VE d'ici 2030 et établir de nouveaux programmes de financement pour atteindre cet objectif.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Intégrer les exigences relatives aux VE dans le Code national du bâtiment et le Code de l'énergie pour les bâtiments et/ou soutenir les règlements de zonage municipaux relatifs aux VE.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Mettre à profit les terrains gouvernementaux sous-utilisés en facilitant la mise en place de « centres de recharge », en particulier dans les marchés immobiliers à haute densité et à coût élevé	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Inclure l'installation de chargeurs de VE ou la préparation aux VE dans les programmes d'efficacité énergétique afin d'aider les Canadiens qui vivent dans des maisons plus anciennes (40 ans et plus) à s'adapter à l'infrastructure électrique requise pour la recharge des VE.	2022/10/05

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Mobilité électrique Canada	Établir des objectifs clairs de déploiement de l'infrastructure et une enveloppe de financement totale qui soit à l'échelle de ce que la California Energy Commission a investi dans la recharge des véhicules de poids moyen et lourd (environ 390 millions de dollars américains) par le biais de son Clean Transportation Program pour 2021-2023.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Convoquer les intervenants du secteur de l'électricité pour élaborer des solutions de VE sur l'avenir du réseau électrique du Canada	2022/10/05

LOGEMENT

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Association des hôtels du Canada	Investir dans une stratégie correspondante de logement abordable pour soutenir les objectifs de croissance de l'immigration.	2023/02/02
Campagne 2000	Veiller à ce que les logements financés par le gouvernement fédéral soient abordables pour les familles à faible revenu et reflètent les divers besoins des familles avec enfants.	2023/02/02
Campagne 2000	Adopter et financer solidement une stratégie de logement autochtone en milieu urbain, rural et nordique, qui énonce des objectifs et des échéanciers clairs pour l'élimination de l'itinérance et des besoins fondamentaux en matière de logement.	2023/02/02
S.U.C.C.E.S.S.	Le gouvernement fédéral doit s'engager fermement à accroître notre parc de logements abordables et que les partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux ainsi que les entreprises et les organismes sans but lucratif se réunissent pour trouver des solutions novatrices et accélérer les processus de zonage, de délivrance de permis et d'urbanisme.	2022/10/24

MINISTÈRES ET INSTITUTIONS FÉDÉRAUX

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Chambre de commerce du Canada	Fonder un organisme gouvernemental sous la responsabilité du sous-ministre adjoint principal ou délégué pour mettre à exécution la stratégie en matière de biofabrication et de sciences de la vie et en préparer la version 2.0.	2022/10/24
Chambre de commerce du Canada	Mettre en place un processus d'approvisionnement agile axé sur l'essai et le déploiement de technologies et de produits prometteurs afin d'accroître la sécurité du système de santé.	2022/10/24
Chambre de commerce du Canada	Créer un poste en cybersécurité au sein du conseil des ministres.	2022/10/24
Conseil canadien desinnovateurs	Élaborer une stratégie d'approvisionnement pour les petites et moyennes entreprises nationales.	2023/02/02
Conseil canadien desinnovateurs	Mettre sur pied un fonds d'approvisionnement consacré aux technologies que pourront utiliser des ministères particuliers ayant besoin de solutions technologiques novatrices en temps opportun.	2023/02/02
Conseil canadien desinnovateurs	Mettre en œuvre un programme de guide-expert en approvisionnement, qui serait offert par Solutions innovatrices Canada ou Soutien en approvisionnement Canada [et] inspiré du programme de guide-expert de la Colombie-Britannique.	2023/02/02
Fédération canadienne des contribuables	Annuler l'augmentation salariale accordée aux politiciens [durant] la pandémie et ramener la taille du Cabinet aux niveaux de 2015.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Annuler l'augmentation salariale accordée à la gouverneure générale en raison de la pandémie et réduire son salaire de sorte qu'il corresponde à celui des ministres du Cabinet avant la pandémie.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Remplacer la pension annuelle à vie [des gouverneurs généraux] par une pension de type REER fondée sur les années de service, et supprimer l'allocation de dépenses lorsqu'un gouverneur général prend sa retraite.	2022/10/26

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Fédération canadienne des contribuables	Réduire les dépenses du Sénat aux niveaux de 2015-2016 en tenant compte de l'inflation.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Annuler toutes les augmentations salariales accordées [aux employés fédéraux] depuis le début de la pandémie.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Dresser une liste de divulgation de tous les employés fédéraux qui reçoivent un salaire annuel supérieur à 100 000 \$.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Ramener les coûts de la main-d'œuvre aux niveaux de 2018-2019, soit la dernière année complète avant la pandémie, en les ajustant en fonction de l'inflation.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Réduire immédiatement de 25 % l'ensemble du financement gouvernemental accordé aux sociétés d'État fédérales.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Établir un plan en vue de supprimer tout financement public à CBC/Radio Canada, à Via Rail, à Marine Atlantique, à la Commission de la capitale nationale et à Téléfilm Canada.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Annuler les augmentations salariales et les primes que les sociétés d'État ont accordées à leurs employés pendant la pandémie.	2022/10/26
Mobilité électrique Canada	Créer un bureau du Conseil privé pour la mobilité électrique [afin de coordonner] les responsabilités en matière de VE dans tous les ministères et conseiller le premier ministre sur les progrès réalisés pour atteindre les objectifs d'électrification du gouvernement.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	Faire de l'éducation du gouvernement et des parlementaires en matière de VE une priorité.	2022/10/05
Mobilité électrique Canada	S'assurer que les parcs de véhicules et les bâtiments fédéraux sont 100 % électriques et prêts pour les VE d'ici 2030.	2022/10/05

RÉFORME FISCALE ET CONFORMITÉ

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Campagne 2000	S'attaquer à l'inégalité croissante des revenus et générer des recettes pour les programmes de réduction de la pauvreté en éliminant les échappatoires fiscales, en fermant les paradis fiscaux, en taxant les richesses extrêmes, en rendant le système d'impôt sur le revenu des personnes physiques plus progressif et en mettant en œuvre une taxe sur les bénéfices exceptionnels axée sur les gains exceptionnels de certaines entreprises liés à la pandémie.	2023/02/02
Chambre de commerce du Canada	Réitérer l'engagement du gouvernement à respecter la convention fiscale multilatérale de l'OCDE et à ne pas adopter une taxe sur les services numériques unilatérale et rétroactive	2022/10/24
Chambre de commerce du Canada	Faire cadrer les plans de mise en œuvre du Canada avec ceux de ses principaux concurrents commerciaux et orchestrer le report de la mise en œuvre du calendrier pour le modèle de règles du Pilier Deux de l'OCDE.	2022/10/24
Chambre de commerce du Canada	Considérer que le taux de rendement courant doit être équivalent à 5 %, un taux auquel s'ajoute le taux d'inflation publié dans le pays qui a émis la monnaie de compte de la multinationale pour s'assurer que les investissements dans les immobilisations corporelles sont réellement encouragés.	2022/10/24
Fédération canadienne des contribuables	Supprimer l'obligation de déclarer la vente de son habitation à l'Agence du revenu du Canada.	2022/10/26

148

REVENU DE RETRAITE ET AÎNÉS

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Campagne 2000	[Abaisser les critère] d'admissibilité au Supplément de revenu garanti pour les personnes âgées.	2023/02/02

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Centre canadien de politiques alternatives	Abaisser l'âge de l'admissibilité au Supplément de revenu garanti à 60 ans, considérant que les taux de pauvreté sont particulièrement élevés chez les Canadiens de 60 à 64 ans qui n'ont pas droit aux programmes de soutien des personnes âgées avant 65 ans.	2022/10/24
Coalition canadienne de la santé	Présenter et adopter une Loi sur les soins de longue durée sécuritaires d'ici 2025, qui doit mettre en application des normes nationales et garantir que les patients obtiennent au moins quatre heures de soins directs [et] financer la promotion des établissements de soins de longue durée publics à but non lucratif tout en éliminant progressivement les investisseurs à la recherche de profits du secteur des soins de longue durée.	2022/10/05
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Retarder les augmentations à venir des cotisations au Régime de pensions du Canada.	2022/10/24
S.U.C.C.E.S.S.	Réimaginer l'allure que pourraient prendre des soins de qualité pour les aînés dans la communauté. Cela signifie que nous devons trouver davantage de moyens d'aider les aînés en bonne santé à mieux vieillir chez eux.	2022/10/24
S.U.C.C.E.S.S.	Dans les établissements de soins de longue durée et d'aide à la vie autonome, nous devons fournir des services de qualité adaptés à la culture. Cela nécessite un personnel spécialisé, bien formé et bien rémunéré. Compte tenu de la grave pénurie de personnel dans le secteur de la santé, il est essentiel que nous examinons les normes relatives aux soins de longue durée et que nous nous efforcions d'obtenir une meilleure parité salariale pour ces rôles.	2022/10/24

SANTÉ

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Chambre de commerce du Canada	Assurer le financement d'une stratégie de santé numérique.	2022/10/24

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Coalition canadienne de la santé	Adopter le projet de loi C-31, qui comprend la prestation dentaire, et transformer cette prestation en un programme solide pour tous les Canadiens, qui serait assorti d'une couverture universelle le plus tôt possible.	2022/10/05
Coalition canadienne de la santé	Fournir [du financement] de dollars aux provinces et aux territoires pour l'embauche de 7 500 médecins de famille, infirmières et infirmières praticiennes, ... former jusqu'à 50 000 nouveaux préposés aux bénéficiaires et financer leur salaire minimum garanti d'au moins 25 \$ l'heure.	2022/10/05
Coalition canadienne de la santé	Faire respecter les cinq principes et les conditions de la <i>Loi canadienne sur la santé</i> pour veiller à ce que les Canadiens ne soient pas confrontés à une surfacturation, à des frais d'utilisation et à une diminution de l'accessibilité aux soins de santé, alors que certaines provinces s'orientent vers des fournisseurs de soins à but lucratif, en commençant par financer une capacité de surveillance et de sanction plus vaste pour la Direction générale de la politique stratégique en matière de santé.	2022/10/05
Coalition canadienne de la santé	Aller de l'avant avec la Loi canadienne sur l'assurance-médicaments d'ici 2023, afin de fournir une couverture gratuite pour les médicaments prescrits, [avec du financement] pour les médicaments essentiels, comme l'a recommandé le Conseil consultatif sur la mise en oeuvre d'un régime national d'assurance-médicaments.	2022/10/05

SÉCURITÉ

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Association des industries aérospatiales du Canada	Consulter l'industrie au sujet de la modernisation du NORAD et de l'examen de la politique de défense.	2023/02/02

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Centre consultatif des relations juives et israéliennes	Financer un projet pilote en complément du Programme de financement des projets d'infrastructure de sécurité, en donnant aux communautés la capacité de dissuader les menaces et d'assumer une certaine responsabilité pour la protection de leurs institutions et de leurs utilisateurs.	2022/10/26
Chambre de commerce du Canada	[Fournir du financement] pour aider les fournisseurs d'infrastructures et de services essentiels à l'échelle fédérale, provinciale, territoriale et municipale à se prémunir des cyberattaques dirigées contre leurs systèmes et leurs chaînes d'approvisionnement.	2022/10/24
Chambre de commerce du Canada	[Fournir du financement] pour la cybersécurité dédiée aux PME pour renforcer leur cyberrésilience et combler le déficit d'investissement en cybersécurité.	2022/10/24
Chambre de commerce du Canada	[Fournir du financement] afin d'accélérer la commercialisation de produits et services de cybersécurité, notamment par l'intermédiaire d'un financement direct visant à aider les entreprises à obtenir des certifications de sécurité et des attestations de conformité.	2022/10/24
Chambre de commerce du Canada	[Fournir du financement] pour faire croître la main-d'œuvre de demain grâce à de nouveaux programmes d'éducation en cybersécurité, de développement des talents et de maintien en poste des employés.	2022/10/24
Chambre de commerce du Canada	Permettre aux entreprises de toute taille de réaliser des investissements déductibles du revenu imposable dans des produits et services de cybersécurité préventive.	2022/10/24
Conseil canadien des innovateurs	Adopter une perspective axée sur l'économie pour la prochaine phase du Plan d'action national en matière de cybersécurité en vue de soutenir la commercialisation par voie numérique, les talents et la collaboration.	2023/02/02
Conseil canadien des innovateurs	Élaborer une liste de partenaires nationaux de confiance regroupant les entreprises nationales de cybersécurité qui ont la capacité de répondre aux normes de sécurité élevée pertinentes aux fins du secteur public, du secteur privé et de la scène internationale.	2023/02/02
Conseil canadien des innovateurs	Élaborer un volet consacré à la mise à l'essai numérique afin de valider les cybersolutions élaborées par des partenaires nationaux de confiance, au lieu d'employer une approche projet par projet.	2023/02/02

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Fédération canadienne des contribuables	Mettre fin à l'interdiction des armes à feu et au programme de rachat.	2022/10/26

SOUTIEN TEMPORAIRE POUR LES ORGANISATIONS

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Association des industries aérospatiales du Canada	Apporter les changements nécessaires au Fonds stratégique pour l'innovation et à l'Initiative de relance régionale de l'aérospatiale pour accroître l'accès à l'aide financière.	2023/02/02
Chambre de commerce du Canada	Éviter que les petites entreprises qui se sont lourdement endettées pendant la pandémie soient indûment pénalisées [et] s'assurer d'offrir un traitement juste et approprié aux entreprises qui n'ont pas commis de fraude et qui ont respecté l'accord conclu au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Porter à au moins 50 % la part du prêt du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) qui est un prêt-subvention et proroger le délai de remboursement d'une année supplémentaire (jusqu'en décembre 2024). Des dispositions semblables devraient être élargies en vue de s'appliquer à d'autres programmes fédéraux de subventions liés à la COVID-19, comme le Programme de crédit pour les secteurs très touchés.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Permettre à tous les bénéficiaires de prêts du CUEC qui l'ont reçu de bonne foi, mais qui sont maintenant considérés comme étant inadmissibles, de conserver la part du prêt qui est un prêt-subvention et ne pas leur demander de rembourser le solde plus tôt.	2022/10/24
Fédération canadienne des contribuables	Exiger de tous les partis politiques qu'ils remboursent la subvention salariale fédérale.	2022/10/26

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Société d'aide au développement des collectivités et Centre d'aide aux entreprises	Permettre que l'argent qui a été investi dans le Fonds d'aide et de relance régionale et dont les remboursements reviennent à notre outil financier, Capital Réseau, soit dédouané rapidement, et ce, plus rapidement qu'au-delà de 2025.	2022/10/05

TAXES À LA CONSOMMATION ET TARIFICATION DU CARBONE

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Association des industries aérospatiales du Canada	Exclure les aéronefs de la <i>Loi sur la taxe sur certains biens de luxe</i> .	2023/02/02
Chambre de commerce du Canada	Interrompre pendant deux ans les augmentations automatiques de la taxe d'accise sur les boissons alcoolisées.	2022/10/24
Chambre de commerce du Canada	Créer un timbre d'accise national unique pour le cannabis et éliminer la taxe d'accise sur le cannabis vendu à des fins médicales.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Geler la taxe sur le carbone au niveau actuel et réduire temporairement la taxe d'accise fédérale sur le carburant.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Réviser le filet de sécurité de la taxe sur le carbone pour s'assurer que les petites entreprises bénéficient d'un programme de remise qui tient compte de leur contribution.	2022/10/24
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Accélérer l'adoption du projet de loi C-234, afin d'accorder aux agriculteurs un allègement fiscal de la taxe sur le carbone sur le gaz naturel et le propane utilisés pour diverses activités agricoles.	2022/10/24

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Fédération canadienne des contribuables	Mettre fin à la taxe ascenseur sur l'alcool.	2022/10/26
Fédération canadienne des contribuables	Ne pas imposer une deuxième taxe sur le carbone.	2022/10/26
Keystone Agricultural Producers	Exempter de la taxe sur le carbone le propane et le gaz naturel utilisés pour chauffer et climatiser les bâtiments destinés à l'élevage et au séchage des céréales.	2023/02/02
Mobilité électrique Canada	[Créer] une exemption de la taxe de luxe pour les bateaux zéro émission.	2022/10/05

TOURISME ET ACCUEIL

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Association de l'industrie touristique du Canada	Allouer [du financement] à des campagnes de recrutement nationales ciblées et à une stratégie en faveur de la main-d'œuvre autochtone.	2022/10/05
Association de l'industrie touristique du Canada	Octroyer [du financement] pour augmenter le nombre de programmes d'études secondaires en tourisme et en hôtellerie, moderniser les programmes d'études postsecondaires en tourisme, lancer des programmes nationaux complets de transition en tourisme, à l'issue desquels les participants seraient « prêts à l'emploi » et investir dans le perfectionnement des compétences et la formation.	2022/10/05
Association de l'industrie touristique du Canada	Contribuer ... aux activités de RH Tourisme Canada afin de lui permettre de s'acquitter efficacement de son important rôle de surveillance pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre.	2022/10/05

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Association de l'industrie touristique du Canada	Consacrer des ressources supplémentaires au soutien d'une plus grande adoption de la biométrie et de l'utilisation d'autres outils numériques, tels que les portes électroniques, afin d'améliorer les temps d'attente pour le contrôle préembarquement, de réduire la congestion dans les aéroports et d'investir dans le programme d'autorisations de voyage électroniques du Canada aux fins d'harmonisation et de rationalisation de différents accords de sécurité mondiaux reconnus par le Canada.	2022/10/05
Association de l'industrie touristique du Canada	Jouer un rôle de premier plan dans la révision des itinéraires pour reconnecter le Canada par autocar et fournir un soutien financier aux exploitants privés par l'intermédiaire de nouveaux programmes et/ou en leur consacrant 5 % de l'investissement fédéral dans le transport en commun.	2022/10/05
Association de l'industrie touristique du Canada	Mettre en place une série de mesures financières pour soutenir la création, l'entretien et la remise à neuf des actifs touristiques, y compris un nouveau crédit d'impôt pour les rénovations et la modernisation, une nouvelle déduction pour amortissement permettant de réclamer 100 % d'un investissement dans de nouveaux biens durables et des rénovations majeures dans l'année où il est effectué, [et] l'établissement de réserves de capitaux de prêts publics pour la création de nouveaux actifs et les rénovations majeures.	2022/10/05
Association de l'industrie touristique du Canada	Permettre aux aéroports de conserver le loyer qu'ils versent actuellement au trésor public afin de le réinvestir dans le développement d'aéroports durables de classe mondiale.	2022/10/05
Association de l'industrie touristique du Canada	Augmenter l'allocation annuelle à Destination Canada à un niveau équivalent à celui de ses homologues dans d'autres pays et prendre un engagement de 5 ans vis-à-vis ces nouvelles ressources.	2022/10/05
Association de l'industrie touristique du Canada	Créer un fonds national pour les réunions, les conférences incitatives et les événements.	2022/10/05
Association de l'industrie touristique du Canada	Encourager les agences de développement économique régionales à fournir davantage d'assistance aux organisations de marketing de destinations.	2022/10/05

Nom du témoin	Proposition du témoin	Date de comparution
Association de l'industrie touristique du Canada	Investir dans le tourisme régénératoire en mettant en place des programmes de soutien aux entreprises pour les nouvelles initiatives durables et les rénovations, à l'échelle du pays.	2022/10/05
Association des hôtels du Canada	Investir dans une stratégie de développement des destinations afin d'harmoniser tous les intervenants de l'investissement en tourisme, y compris les organismes de financement.	2023/02/02
Association des hôtels du Canada	Créer un fonds à l'appui des soumissions de destination pour les conférences et les événements importants.	2023/02/02
Association des hôtels du Canada	Inciter les investissements hôteliers à l'aide de crédits d'impôt pour les modernisations et les rénovations écoénergétiques.	2023/02/02
Association des hôtels du Canada	Inciter les investissements dans de nouveaux actifs hôteliers par l'entremise d'une nouvelle catégorie de déduction pour amortissement.	2023/02/02
Association des hôtels du Canada	Faciliter les prêts au secteur hôtelier au moyen de prêts garantis par l'État et d'une assurance hypothécaire fédérale facultative pour les hôtels.	2023/02/02
Association des hôtels du Canada	Stimuler l'innovation en matière de tourisme et de produits d'accueil grâce à un fonds fédéral de subventions réservé de deux milliards de dollars sur cinq ans.	2023/02/02
Association des hôtels du Canada	Jouer un rôle de chef de file en encourageant les Canadiens et les visiteurs internationaux à se rendre au Canada et à l'explorer.	2023/02/02

ANNEXE B

LISTE DES MÉMOIRES PAR SUJET

Ce qui suit est une liste alphabétique des organisations et des personnes qui ont présenté au Comité des mémoires reliés au présent rapport. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la [page Web du Comité sur cette étude](#).

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET PÊCHES

Alberta Irrigation Districts Association

Aliments et boissons Canada (mémoire conjoint)

Alliance de l'industrie canadienne de l'aquaculture

Alliance mondiale de la chaîne du froid

Association canadienne de la distribution

Association canadienne des bovins

Association des femmes autochtones du Canada

Association des microbrasseries canadiennes (mémoire conjoint)

Association des transformateurs laitiers du Canada

Association nationale des engraisseurs de bovins

Association of Equipment Manufacturers

Canadian Canola Growers Association

Coalition du budget vert (mémoire conjoint)

Coalition pour une saine alimentation scolaire (mémoire conjoint)

Conseil canadien des pêches

Conseil canadien du canola

Conseil de l'innovation agroalimentaire

Conseil des doyens - Agriculture, Alimentation et Médecine vétérinaire

Conseil des viandes du Canada

CropLife Canada

Cultivateurs unis de l'Alberta

Équiterre

Fédération canadienne de l'agriculture
Fertilisants Canada
Food Supply Council
Grain Farmers of Ontario
Groupe de travail sur les légumes de serre des Producteurs de fruits et légumes du Canada (mémoire conjoint)
Producteurs d'œufs d'incubation du Canada
Producteurs de bœuf du Manitoba
Producteurs de fruits et légumes du Canada
Producteurs de poulet du Canada
Producteurs d'œufs du Canada
Producteurs laitiers du Canada
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada
Resource Works Society
Restaurants Canada
Saskatchewan Cattlemen's Association
SaskCrops (mémoire conjoint)
Sollio Groupe Coopératif
Sysco Canada
Union des producteurs agricoles
University of Guelph
University of Manitoba
Vignerons Canada
Wild Salmon Forever

ARTS, CULTURE ET LANGUES

Access Copyright
ACTRA
Alliance interactif canadienne
Alliance pour les arts visuels (mémoire conjoint)
Anthem Sports and Entertainment

Assemblée de la francophonie de l'Ontario
Association canadienne d'experts-conseils en patrimoine
Association canadienne des organismes artistiques
Association canadienne des professeures et professeurs
Association canadienne des radiodiffuseurs
Association des bibliothèques de recherche du Canada
Association des collèges et universités de la francophonie canadienne
Association des femmes autochtones du Canada
Association des musées canadiens
Association des paramédics du Canada
Association des professionnels de l'édition musicale
Association nationale des éditeurs de livres
Association of Canadian Publishers
Association pour l'opéra au Canada
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo
Blue Ant Media
Canadian Independent Music Association
Canadian Media Producers Association
Chambre de commerce de Surrey
Coalition pour l'accès linguistique au Canada
Community Radio Fund of Canada
Congrès des peuples autochtones
Conseil des Bibliothèques Urbaines du Canada
Conseil du patronat du Québec
Corus Entertainment Inc.
Digital ID and Authentication Council of Canada
École nationale de ballet du Canada
Éditeurs de Musique au Canada
Entertainment One
Fédération canadienne des associations de bibliothèques

Fédération canadienne des contribuables
Fédération canadienne des festivals de musique
Fédération culturelle canadienne-française
Fédération de la jeunesse canadienne-française
Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada
Fédération des sciences humaines
Festival international du film de Toronto inc.
Fonds pour l'accessibilité de la radiodiffusion
Front des artistes canadiens
Galleries Ontario
Guilde canadienne des réalisateurs
Institut de la propriété intellectuelle du Canada
Kingulliit Productions
La Fondation Vimy
Le Ballet national du Canada
Literary Press Group of Canada
Médias d'Info Canada
National Ballet of Canada (mémoire conjoint)
Nia Centre for the Arts
Orchestres Canada
Playwrights Guild of Canada
POV Film
Professional Association of Canadian Theatres
Ré:Sonne Société de gestion de la musique
REEL Canada
Scènes de Musique Alternatives du Québec
Science World Society
Société canadienne de perception de la copie privée
TekSavvy
Tennis Canada

TO Live

Toronto Symphony Orchestra

Unifor

Université de l'École d'art et de design de l'Ontario

Writers' Union of Canada

CADRES RÉGLEMENTAIRES

Access Copyright

Administration portuaire de Prince Rupert

Allergies alimentaires Canada (mémoire conjoint)

Alliance mondiale de la chaîne du froid

Associated Equipment Distributors

Association canadienne de financement et de location

Association canadienne de la distribution

Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes

Association canadienne des constructeurs d'habitations

Association canadienne des professionnels de l'insolvabilité et de la réorganisation

Association des industries de l'automobile du Canada

Association nucléaire canadienne

Autorité aéroportuaire du Grand Toronto

BIOTECanada

Business Council of Alberta

Campagne de l'Aide à l'Afghanistan (mémoire conjoint)

Cash Canada Pawn

Chambre de commerce du Canada

Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada

Comptables professionnels agréés du Canada

Conseil canadien des pêches

Conseil canadien du canola

Conseil canadien du Web3

Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia

CropLife Canada

Cultivateurs unis de l'Alberta

Digital ID and Authentication Council of Canada

Électricité Canada

Energy Storage Canada

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Food Supply Council

Juul Labs Canada

KPMG Canada

Mobilité électrique Canada

Publiez ce que vous payez Canada

Residential and Civil Construction Alliance of Ontario

Shell Canada Limitée

Société John Howard du Canada

TekSavvy

Tremblay Dionne, Érick

Vignerons Canada

COMMERCE

Association canadienne de la distribution

Association canadienne des constructeurs de véhicules

Association canadienne des producteurs d'acier

Association des banquiers canadiens

Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada

Association des industries aérospatiales du Canada

Association nucléaire canadienne

Association of Equipment Manufacturers

Canada West Foundation

Canadian Canola Growers Association

Canadian Women's Chamber of Commerce
Chambre de commerce du Canada
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Conseil canadien du canola
Éditeurs de Musique au Canada
Fédération canadienne de l'agriculture
Fédération canadienne du vêtement
Fertilisants Canada
GCT Global Container Terminals Inc.
Grain Farmers of Ontario
Manufacturiers et exportateurs du Canada
Producteurs d'œufs d'incubation du Canada
Producteurs de poulet du Canada
Producteurs d'oeufs du Canada
Producteurs laitiers du Canada
San Terminals Ltd.
Sollio Groupe Coopératif
Syndicat des Métallos
UPS Canada
VentureLAB

ÉDUCATION

Academos
Alliance canadienne des associations étudiantes
Assemblée de la francophonie de l'Ontario
Assemblée des Premières Nations
Association canadienne des hygiénistes dentaires
Association canadienne des neurosciences
Association canadienne des professeures et professeurs
Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux

Association chiropratique canadienne
Association dentaire canadienne
Association des bibliothèques de recherche du Canada
Association des collèges et universités de la francophonie canadienne
Association des étudiants diplômés de l'Université Wilfrid-Laurier
Association des facultés de médecine du Canada
Association des femmes autochtones du Canada
Association des industries de l'automobile du Canada
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association des universités de l'Atlantique
British Columbia Institute of Technology Student Association
Bureau de coopération interuniversitaire
Canadian Physiotherapy Associatio
Centre Dechinta pour la recherche et l'apprentissage
Collèges canadiens pour une relance économique résiliente (mémoire conjoint)
Collèges et instituts Canada
Congrès des peuples autochtones
Conseil étudiant de l'Université Western
Consortium canadien pour la recherche
Coopération Canada
École de technologie supérieure
Éducation physique et santé Canada
Enseignement coopératif et apprentissage intégré au travail Canada
Federal Student Advocacy Alliance
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
Fédération des élèves du secondaire au Canada
Fédération des sciences humaines
Fondation pour l'alphabétisation des enfants canadiens (mémoire conjoint)
Groupe de travail sur la politique canadienne en matière d'éducation

Indspire
Institut Tamarack
International Students Overcoming War
Le Collège des médecins de famille du Canada
Les enfants d'abord Canada
Passeport pour ma réussite Canada
PolytechnicsCanada
Programme du prix humanitaire Terry Fox
Ralliement national des Métis
Réseau de l'Université du Québec
Saskatchewan Polytechnic
Sinneave Family Foundation
Société Canadienne d'Écologie et d'Évolution (mémoire conjoint)
Société canadienne de psychologie
Société canadienne pour les biosciences moléculaires
Soutenez notre science (mémoire conjoint)
Tech-Accès Canada
Thompson Rivers University Students' Union
U15 Regroupement des universités de recherche du Canada
Undergraduates of Canadian Research-Intensive Universities
Université de la Colombie-Britannique
Université de l'École d'art et de design de l'Ontario
Université de Sherbrooke
Université de Sudbury
Université du Québec à Montréal
Université du Québec à Trois-Rivières
Université MacEwan
Université McGill
Université McMaster
Université Northeastern

Université Queen's
Université Simon Fraser
Université York
Universités Canada
University of Calgary
University of Manitoba
University of Victoria
University of Waterloo
World Education Services

EMPLOI ET TRAVAIL

Achève
ACORN Canada
ACTRA
Agricultural Manufacturers of Canada
Aliments et boissons Canada (mémoire conjoint)
Alliance de la fonction publique du Canada
Alliance mondiale de la chaîne du froid
Armateurs du Saint-Laurent
Association canadienne de gestion d'expositions
Association canadienne de la distribution
Association canadienne de soins et services à domicile
Association canadienne des agences de voyages
Association canadienne des foires et des expositions
Association canadienne des organismes artistiques
Association canadienne des technologues en radiation médicale
Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux
Association de ventes directes du Canada
Association des denturologistes du Canada (mémoire conjoint)
Association des hôtels du Canada

Association des industries aérospatiales du Canada
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association des pharmaciens du Canada
Association nucléaire canadienne
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto
Bacon, Tyler
Banff & Lake Louise Hospitality Association
BGC Canada
BIOTECanada
Business Council of Alberta
Centraide United Way Canada
Centre canadien de la diversité des genres et de la sexualité
Centre d'action pour la sécurité du revenu
Centres communautaires d'alimentation du Canada
Chambre de commerce du Canada
Coalition des entreprises les plus touchées
Collège NorQuest
Collèges et instituts Canada
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Comptables professionnels agréés du Canada
Confédération des syndicats nationaux
Congrès du travail du Canada
Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs
Conseil canadien des innovateurs
Conseil de l'innovation agroalimentaire
Conseil des viandes du Canada
Conseil du patronat du Québec
Conseil du secteur communautaire de Terre-Neuve-et-Labrador
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fédération canadienne de l'agriculture

Fédération des élèves du secondaire au Canada
Food Supply Council
Force Jeunesse
Grain Workers' Union, Local 333
Imagine Canada
Institut canadien du chauffage, de la climatisation et de la réfrigération
Manufacturiers et exportateurs du Canada
Mechanical Contractors Association of Canada (mémoire conjoint)
Myélome Canada
Ontario Tourism Education Corporation
Orchestres Canada
Orthophonie et Audiologie Canada
Oxfam Canada
Pillar Nonprofit Network
Producteurs de fruits et légumes du Canada
Propulsion Québec
Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec
Réseau FADOQ
Residential and Civil Construction Alliance of Ontario
Restaurants Canada
Société canadienne de la sclérose en plaques
Société canadienne de science de laboratoire médical
SoinsSantéCAN
Sollio Groupe Coopératif
Syndicat canadien de la fonction publique
Syndicat des Métallos
Syndicats des métiers de la construction du Canada
Sysco Canada
Tremblay Dionne, Érick
Unifor

UPS Canada

VentureLAB

World Education Services

Xanadu Quantum Technologies Inc.

YWCA Canada

ÉNERGIE

Administration de l'aéroport de Vancouver

Agnico Eagle Mines Limited

Associated Equipment Distributors

Association canadienne de biogaz

Association canadienne de l'énergie renouvelable

Association canadienne de l'hydrogène et des piles à combustible

Association canadienne des carburants

Association canadienne des médecins pour l'environnement

Association canadienne des producteurs pétroliers

Association canadienne du droit de l'environnement

Association canadienne du propane

Association de l'aluminium du Canada

Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada

Association des produits forestiers du Canada

Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés

Biocarburants avancés Canada

British Columbia Chamber of Commerce

Bumstead, Diana

Business Council of Alberta

Canada Clean Fuels

Canadian Association of Energy Contractors

Chambre de commerce de l'Alberta

Chambre de commerce de Surrey

Clean Energy Canada
Coalition du budget vert (mémoire conjoint)
Conseil du patronat du Québec
Conseil national des lignes aériennes du Canada
Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada
Corporation Parkland
Covenant Energy
Drax
Eastward Energy
EDF Renewables Canada Inc.
Efficacité énergétique Canada
Électricité Canada
Enbridge
Energy Storage Canada
Environmental Defence Canada
Équiterre
Explorers and Producers Association of Canada
Federated Co-operatives Limited
Fertilisants Canada
General Fusion
Grain Farmers of Ontario
Industries Renouvelables Canada
Marine Renewables Canada
Nikola Motor Canada
Ontario Power Generation
Resource Works Society
Shell Canada Limitée
Siemens Énergie Canada limitée
TC Énergie
Teck Resources Limited

The Atmospheric Fund
Trigon Pacific Terminals Inc
Unifor
Université McMaster
University of Victoria
UPS Canada
Vale
World Energy GH2

ENFANTS, FAMILLES ET POLITIQUES SOCIALES

Alliance de la fonction publique du Canada
Alliance nationale pour les enfants et les jeunes
Alliance pour la prévention des maladies chroniques au Canada
Alliance pour les arts visuels (mémoire conjoint)
Association de ventes directes du Canada
Association des femmes autochtones du Canada
Association nationale des centres d'amitié
Bacon, Tyler
Be The Peace Institute
BGC Canada
Centraide United Way Canada
Centre d'action pour la sécurité du revenu
Centre de Maple Leaf pour la sécurité alimentaire
Centres communautaires d'alimentation du Canada
Conseil du secteur communautaire de Terre-Neuve-et-Labrador
Covenant House Vancouver
Developing Young Leaders of Tomorrow, Today
Embrace Health Foundation
Esprits sains, Enfants sains, Psychologie Canada
Fédération canadienne des contribuables

Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants
Fédération culturelle canadienne-française
Fédération de la jeunesse canadienne-française
Fédération des élèves du secondaire au Canada
Fondation Dollywood du Canada
Fonds Shaw-Rocket
Galleries Ontario
Hébergement femmes Canada
Initiative du Siècle
Institut Tamarack
International Union of Operating Engineers
Jeunesse, J'écoute
Les enfants d'abord Canada
Maytree
Mentor Canada
Ontario Native Women's Association
Organisations nationales de patients (mémoire conjoint)
Orthophonie et Audiologie Canada
Oxfam Canada
Réseau canadien de DÉC
Réseau canadien pour le revenu garanti
Santé des enfants Canada
Société canadienne de pédiatrie
Syndicat canadien de la fonction publique
Tremblay Dionne, Érick
Unifor
Vers un chez-soi Canada (mémoire conjoint)
YMCA Canada

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

3M Canada
Alberta Irrigation Districts Association
Alcoa
Alliance nouvelles voies
AquaAction
Ashminder Ashley Gill (mémoire conjoint)
Assemblée des Premières Nations
Association canadienne d'experts-conseils en patrimoine
Association canadienne d'orthopédie
Association canadienne de biogaz
Association canadienne de l'aviation d'affaires
Association canadienne de l'énergie renouvelable
Association canadienne de la distribution
Association canadienne de l'industrie de la chimie
Association canadienne des bovins
Association canadienne des constructeurs de véhicules
Association canadienne des médecins pour l'environnement
Association canadienne des producteurs d'acier
Association canadienne des travaux publics
Association canadienne du ciment
Association canadienne du droit de l'environnement
Association canadienne du propane
Association de l'aluminium du Canada
Association des chemins de fer du Canada
Association des femmes autochtones du Canada
Association des produits forestiers du Canada
Association des transformateurs laitiers du Canada
Association minière du Canada
Association of Equipment Manufacturers
Association pulmonaire du Canada

B.C. Wildlife Federation
Bacon, Tyler
BC Watershed Security Coalition
Biocarburants avancés Canada
Bumstead, Diana
Business Council of Alberta
Canada Steamship Lines
Chambre de commerce de l'Alberta
Chambre de commerce du Canada
Chambre de commerce maritime
Civil Protection Youth Canada
Clayoquot Biosphere Trust
Clean Energy Canada
Coalition canadienne pour des eaux saines
Coalition du budget vert (mémoire conjoint)
Coalition québécoise pour des eaux saines
Commission des pêcheries des Grands Lacs
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Conseil du bâtiment durable du Canada
Conservation de la nature Canada
Conservation Ontario
Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada
Coopération Canada
Corporation Parkland
Drax
Eastward Energy Inc.
EDF Renewables Canada Inc.
Électricité Canada
Elk River Watershed Alliance
Enbridge

Environmental Defence Canada
Équiterre
Federated Co-operatives Limited
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fédération canadienne de l'agriculture
Fédération canadienne des contribuables
Fédération Canadienne des Femmes Diplômées des Universités
Fédération canadienne des municipalités
Fertilisants Canada
First Nations Fisheries Council de la Colombie-Britannique
Force Jeunesse
Friends of Kootenay Lake Stewardship Society
GCT Global Container Terminals Inc.
Geoselec
Groupe Co-operators
IKEA Canada
Initiative de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
Institut canadien des évaluateurs
Institut du delta Paix-Athabasca (mémoire conjoint)
Institut international du développement durable
International CCS Knowledge Centre
KPMG Canada
Living Lakes Canada
Lyndsay A. Cartwright
Maison Passive Canada
Manufacturiers et exportateurs du Canada
Metro Vancouver
Miovision
Mouvement des caisses Desjardins
Muhammad Idrees

National Marine Manufacturers Association
Nature Unie
Newmont Canada
Northern Confluence Initiative
Nyklickova, Tiffany
Office de protection de la nature de Toronto et de la région
Office de protection de la nature de Toronto et de la région – Planification des bassins versants et science des écosystèmes
Ontario Power Generation
Producteurs de fruits et légumes du Canada
Producteurs laitiers du Canada
Rivershed Society of BC
Siemens Énergie Canada limitée
Société de transport de Montréal
Société pour la nature et les parcs du Canada
Sustainable Forestry Initiative
Syndicat des Métallos
Sysco Canada
TELUS Corporation
Tesla Motors Canada ULC
The Atmospheric Fund
Trigon Pacific Terminals Inc
Un Canada résistant au climat
Unifor
Université de l'Alberta
Université du Québec à Trois-Rivières
UPS Canada
Ville de Vancouver
Volvo Group North America
Watershed Watch Salmon Society

Watersheds BC

Wildlife Conservation Society Canada

ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET INCLUSION

3M Canada

Achēv

ACTRA

African Nova Scotian Justice Institute

Alliance de la fonction publique du Canada

Association canadienne des professeures et professeurs

Association de ventes directes du Canada

Association des femmes autochtones du Canada

Be The Peace Institute

Canadian Media Producers Association

Canadian Women's Chamber of Commerce

Centre canadien de la diversité des genres et de la sexualité

Centre d'action pour la sécurité du revenu

Chambre de commerce gaie et lesbienne du Canada

Congrès des peuples autochtones

Conseil du patronat du Québec

Coopération Canada

Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia

Developing Young Leaders of Tomorrow, Today

Fédération canadienne des coopératives de travail

Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants

Fédération des élèves du secondaire au Canada

Fondation canadienne pour le développement de carrière

Fondation INCA

Fondation pour la santé des femmes de la Colombie-Britannique

Groupe de travail sur la politique canadienne en matière d'éducation

Guilde canadienne des réalisateurs
Inclusion Canada
Ingénieurs Canada
International Union of Operating Engineers
Jeunesse, J'écoute
Ontario Council of Agencies Serving Immigrants
Ontario Native Women's Association
Oxfam Canada
Pillar Nonprofit Network
POV Film
Recherche Canada : Une alliance pour les découvertes en santé
Réseau Dignité Canada
Réseau Enchanté
Réseau pour l'avancement des communautés noires (mémoire conjoint)
Rewrite Capital
Société canadienne des directeurs d'association
Somali Centre for Culture and Recreation
Square Canada Inc.
Supplier Diversity Alliance Canada
Takagawa, Haruto
Une coalition d'organisations de femmes et d'équité entre les sexes et nos alliés (mémoire conjoint)
VentureLAB
Women of the Métis Nation - Les Femmes Michif Otipemisiwak
World Education Services
YWCA de l'Alberta (mémoire conjoint)

FINANCES FÉDÉRALES

Action Canada pour la santé et les droits sexuels
Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale
Association canadienne des professeures et professeurs

Association canadienne pour la santé mentale
Association des hôpitaux de l'Ontario
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association des pharmaciens du Canada
Association des psychiatres du Canada
Association médicale canadienne
Centraide United Way Canada
Chambre de commerce de l'Alberta
Chambre de commerce du Canada
Coalition de refuges et de logements supervisés de l'Ontario (mémoire conjoint)
Confédération des syndicats nationaux
Congrès du travail du Canada
Conseil du patronat du Québec
Corporation AbbVie
eHealth Centre of Excellence
Fédération canadienne des contribuables
Force Jeunesse
Global Citizen (mémoire conjoint)
Groupe d'intervention action santé
Institut international du développement durable
Mouvement des caisses Desjardins
Organisations nationales de patients (mémoire conjoint)
Parkinson Canada
Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec
Réseau FADOQ
Société canadienne de pédiatrie
Société canadienne de psychologie
Société de transport de Montréal
Société pour la nature et les parcs du Canada
Syndicat canadien de la fonction publique

Thunderbird Partnership Foundation

FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

3M Canada

Academos

Administration portuaire de Prince Rupert

Agnico Eagle Mines Limited

Associated Equipment Distributors

Association canadienne de gestion d'expositions

Association canadienne de santé publique

Association canadienne des agences de voyages

Association canadienne des constructeurs d'habitations

Association canadienne des foires et des expositions

Association de ventes directes du Canada

Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada

Association des courtiers d'assurances du Canada

Association des facultés de médecine du Canada

Association des industries aérospatiales du Canada

Association des industries de l'automobile du Canada

Association des pharmaciens du Canada

Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés

Association médicale canadienne

Association nationale des collèges de carrières

Business Council of Alberta

Chambre de commerce du Canada

Coalition des entreprises les plus touchées

Collèges canadiens pour une relance économique résiliente (mémoire conjoint)

Collèges et instituts Canada

Congrès du travail du Canada

Conseil du patronat du Québec

École de technologie supérieure
Enseignement coopératif et apprentissage intégré au travail Canada
Fédération canadienne de l'agriculture
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
Fondation canadienne pour le développement de carrière
Fondation pour l'alphabétisation des enfants canadiens (mémoire conjoint)
Grain Farmers of Ontario
International Union of Operating Engineers
Maison Passive Canada
Mechanical Contractors Association of Canada (mémoire conjoint)
National Trade Contractors Council of Canada
Northern Alberta Institute of Technology
NPower Canada
Pacific National Exhibition
Palette Skills
Plato Testing
Propulsion Québec
Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec
Resource Works Society
Restaurants Canada
Riipen Networks inc.
Société canadienne des directeurs d'association
Sustainable Forestry Initiative
Syndicat canadien de la fonction publique
Syndicats des métiers de la construction du Canada
Tech-Accès Canada
Teck Resources Limited
Thompson Rivers University Students' Union
Undergraduates of Canadian Research-Intensive Universities
Universités Canada

IMMIGRATION

3M Canada

Action Canada pour la santé et les droits sexuels

Association canadienne du capital de risque

Association des hôtels du Canada

Association nationale des collèges de carrières

Banff & Lake Louise Hospitality Association

Business Council of Alberta

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Initiative du Siècle

International Students Overcoming War

Manufacturiers et exportateurs du Canada

Réseau pour l'avancement des communautés noires (mémoire conjoint)

Syndicats des métiers de la construction du Canada

Thompson Rivers University Students' Union

U15 Regroupement des universités de recherche du Canada

Undergraduates of Canadian Research-Intensive Universities

Université de la Colombie-Britannique

Université de Sherbrooke

Université McGill

Université Queen's

University of Waterloo

World Education Services

IMPÔT DES PARTICULIERS

ACTRA

Agricultural Manufacturers of Canada

Association canadienne des chefs de pompiers

Association nationale des retraités fédéraux

British Columbia Chamber of Commerce

British Columbia Humanist Association
Canadiens pour une fiscalité équitable
Chambre de commerce de l'Alberta
Conference for Advanced Life Underwriting
Conseil canadien de l'industrie du conditionnement physique
Conseil du patronat du Québec
Environmental Defence Canada
Fédération canadienne des contribuables
FP Canada
Harries, David
Institut national de la paie
Mcneilly, Kenneth
Oxfam Canada
Peloton Interactive, Inc.
Réseau FADOQ
Single Seniors for Tax Fairness
Syndicat canadien de la fonction publique

IMPÔT DES SOCIÉTÉS

Agricultural Manufacturers of Canada
Associated Equipment Distributors
Association canadienne de l'aviation d'affaires
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs
Association de l'aluminium du Canada
Association de l'industrie touristique du Canada
Association des banquiers canadiens
Association des hôtels du Canada
Association nucléaire canadienne
Biocarburants avancés Canada

Blue Ant Media
Canadiens pour une fiscalité équitable
Chambre de commerce du Canada
Conseil canadien du camping et du VR
Conseil du patronat du Québec
Coopératives et mutuelles Canada
Covenant Energy
Développeurs d'hélium du Canada (mémoire conjoint)
Électricité Canada
Energy Storage Canada
Environmental Defence Canada
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fédération canadienne des coopératives de travail
Juul Labs Canada
Marine Renewables Canada
Omnia Adjusters Cooperative
Ontario Power Generation
Oxfam Canada
Producteurs de bœuf du Manitoba
Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec
Restaurants Canada
Supplier Diversity Alliance Canada
Syndicat canadien de la fonction publique
TC Énergie
Tremblay Dionne, Érick

INDUSTRIE ET INNOVATION

3M Canada
AbCellera Biologics Inc.
Agricultural Manufacturers of Canada

Association canadienne de gestion d'expositions
Association canadienne de l'hydrogène et des piles à combustible
Association canadienne de l'industrie de la chimie
Association canadienne des centres de sciences
Association canadienne des physiciens et physiciennes
Association canadienne du capital de risque
Association de l'aluminium du Canada
Association des banquiers canadiens
Association des industries aérospatiales du Canada
Association of Equipment Manufacturers
BIOTECanada
Business Council of Alberta
Buy Social Canada
Canadian Communication Systems Alliance
Centre canadien de rayonnement synchrotron (mémoire conjoint)
Chambre de commerce de Surrey
Chambre de commerce du Canada
Clean Energy Canada
Coalition pour l'astronomie au Canada (mémoire conjoint)
Collèges et instituts Canada
Conseil canadien des innovateurs
Conseil de l'innovation agroalimentaire
Conseil du patronat du Québec
Coopératives et mutuelles Canada
D-Wave Systems Inc.
EarthDaily Analytics Corp.
École de technologie supérieure
Espace Canada
Fédération canadienne des coopératives de travail
Foresight Cleantech Accelerator Centre

General Fusion
Groupe de travail sur la recherche appliquée dans les collèges
IKEA Canada
Innovation bio-industrielle Canada
Institut canadien du chauffage, de la climatisation et de la réfrigération
Manufacturiers et exportateurs du Canada
MDA
Mechanical Contractors Association of Canada (mémoire conjoint)
Medtech Canada
Northern Alberta Institute of Technology
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada
Propulsion Québec
Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec
Réseau Impact Recherche Canada
Rewrite Capital
Social Innovation Canada
Société Canadienne d'Écologie et d'Évolution (mémoire conjoint)
Square Canada Inc.
Startup Canada
STEMCELL Technologies Inc.
Tech-Accès Canada
Télésat
TELUS Corporation
Tremblay Dionne, Érick
Université de la Colombie-Britannique
Université de Sherbrooke
Université McGill
Université Queen's
Université Simon Fraser
University of Calgary

University of Waterloo
Xanadu Quantum Technologies Inc.
Zentek Ltd.

INFRASTRUCTURE

ACORN Canada
Administration aéroportuaire de Calgary
Administration de l'aéroport de Vancouver
Administration portuaire de Prince Rupert
Aéroport de Pembroke et des environs
Alliance de la fonction publique du Canada
Alliance pour la prévention des maladies chroniques au Canada
Arctic Research Foundation
Armateurs du Saint-Laurent
Assemblée des Premières Nations
Associated Equipment Distributors
Association canadienne d'experts-conseils en patrimoine
Association canadienne de la distribution
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
Association canadienne des constructeurs de véhicules
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs
Association canadienne des travaux publics
Association canadienne du ciment
Association canadienne du transport urbain
Association des administrations portuaires canadiennes
Association des aéroports du Canada atlantique
Association des chemins de fer du Canada
Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada
Association des firmes de génie-conseil – Canada
Association des produits forestiers du Canada

Banff & Lake Louise Hospitality Association
Barsalou-Duval, Xavier (député)
Bumstead, Diana
Bureau d'assurance du Canada
Buy Social Canada
Canada Steamship Lines
Canada West Foundation
Canadian Canola Growers Association
Canpotex Limited
Chambre de commerce maritime
Clean Energy Canada
Coalition des entreprises les plus touchées
Conseil canadien du camping et du VR
Conseil des aéroports du Canada
Conseil du patronat du Québec
Conseil national des lignes aériennes du Canada
Conservation Ontario
Cultivateurs unis de l'Alberta
École nationale de ballet du Canada
Électricité Canada
Environmental Defence Canada
Fédération canadienne de l'agriculture
Fédération canadienne des municipalités
Fertilisants Canada
Food Supply Council
Groupe Co-operators
Ingénieurs Canada
Initiative de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
Initiative du Siècle
Institut canadien des économistes en construction

International Downtown Association Canada
International Union of Operating Engineers
Maison Passive Canada
Maritime Launch Services
Metro Vancouver
Mobilité électrique Canada
Municipalité de Verchères
National Trade Contractors Council of Canada
Northern Alberta Institute of Technology
Polytechnics Canada
Propulsion Québec
Residential and Civil Construction Alliance of Ontario
Resource Works Society
Société de transport de Montréal
Somali Centre for Culture and Recreation
Syndicat canadien de la fonction publique
Syndicats des métiers de la construction du Canada
TELUS Corporation
Tennis Canada
Tesla Motors Canada ULC
Trajectoire Québec
Tremblay Dionne, Érick
Université de la Colombie-Britannique
Université de l'École d'art et de design de l'Ontario
Université MacEwan
Université Simon Fraser
VentureLAB
Ville de Vancouver
Ville de Yellowknife
Zentek Ltd.

LOGEMENT

ACORN Canada

Assemblée des Premières Nations

Association canadienne de l'immobilier

Association canadienne des chefs de pompiers

Association canadienne des constructeurs d'habitations

Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine

Association canadienne pour la santé mentale

Association des courtiers d'assurances du Canada

Association des étudiants diplômés de l'Université Wilfrid-Laurier

Association des femmes autochtones du Canada

Association des hôtels du Canada

Association du logement sans but lucratif de l'Ontario

Banff & Lake Louise Hospitality Association

Bumstead, Diana

Canadian rental housing providers for affordable housing

Centraide United Way Canada

Centre ontarien de défense des droits des locataires

Coalition de refuges et de logements supervisés de l'Ontario (mémoire conjoint)

Congrès des peuples autochtones

Conseil du bâtiment durable du Canada

Conseil du patronat du Québec

Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia

Fédération canadienne des associations de propriétaires immobiliers

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants

Fédération canadienne des municipalités

Fédération de l'habitation coopérative du Canada

First Unitarian Church of Hamilton

Force Jeunesse

Front d'action populaire en réaménagement urbain

Initiative du Siècle
Institut canadien des évaluateurs
International Downtown Association Canada
Mattamy Homes Canada
Metro Vancouver
Mouvement des caisses Desjardins
Réseau national du droit au logement
Réseau pour l'avancement des communautés noires (mémoire conjoint)
Réseau québécois des OSBL d'habitation
Residential Construction Council of Ontario
Safehaven Project for Community Living
Sinneave Family Foundation
Social Innovation Canada
Société canadienne de la sclérose en plaques
Syndicat canadien de la fonction publique
Thompson Rivers University Students' Union
Université de l'École d'art et de design de l'Ontario
Vers un chez-soi Canada (mémoire conjoint)
Women of the Métis Nation - Les Femmes Michif Otipemisiwak
YWCA Canada
YWCA de l'Alberta (mémoire conjoint)

MÉDICAMENTS

Action Canada pour la santé et les droits sexuels
Animal Defence and Anti-Vivisection Society of British Columbia
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
Association des pharmaciens du Canada
Association nationale des retraités fédéraux
Association pulmonaire du Canada
Coalition pour de meilleurs médicaments (mémoire conjoint)

Confédération des syndicats nationaux
Congrès du travail du Canada
Corporation AbbVie
Fibrose kystique Canada
Forum canadien des innovateurs concernant les maladies rares
Hoffmann-La Roche Limitée
Médecins Sans Frontières
Organisation canadienne pour les maladies rares
Organisations nationales de patients (mémoire conjoint)
Organismes caritatifs neurologiques du Canada
Santé des enfants Canada
Société canadienne du cancer
Société de l'arthrite du Canada
Syndicat des Métallos
Takeda Canada
Unifor

MINES ET FORÊTS

Agnico Eagle Mines Limited
Alcoa
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs
Association de l'aluminium du Canada
Association des produits forestiers du Canada
Association minière du Canada
Auxico Resources Canada
BMC Minerals
British Columbia Chamber of Commerce
Business Council of Alberta
Chambre de commerce de Surrey
Conseil canadien du bois

Corem
Fertilisants Canada
FPIInnovations
Mining Association of British Columbia
Northern Confluence Initiative
NorZinc Ltd
PearTree Financial Services
Propriétaires forestiers du Canada
Resource Works Society
Sustainable Forestry Initiative
Teck Resources Limited
Unifor
Vale
Yukon Chamber of Mines

MINISTÈRES FÉDÉRAUX, FONCTION PUBLIQUE ET PARLEMENT

Alliance de la fonction publique du Canada
Association canadienne de santé publique
Association canadienne des producteurs d'acier
Association canadienne des professeures et professeurs
Association de l'aluminium du Canada
Association des firmes de génie-conseil – Canada
Association nationale des retraités fédéraux
Autorité canadienne pour les enregistrements Internet
Banff & Lake Louise Hospitality Association
Chambre de commerce de Surrey
Chambre de commerce gaie et lesbienne du Canada
Conseil canadien des innovateurs
Conseil du patronat du Québec
Conseil du secteur communautaire de Terre-Neuve-et-Labrador

Davie, Michael
DEW Engineering
D-Wave Systems Inc.
Fédération canadienne des contribuables
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers
Fondations philanthropiques Canada
Initiative du Siècle
Institut professionnel de la fonction publique du Canada
Interac
Laboratoire d'identité numérique
Médias d'Info Canada
Mouvement des caisses Desjardins
National Trade Contractors Council of Canada
Nature Unie
Organisation canadienne des fournisseurs de comptes prépayés
Organisations nationales de patients (mémoire conjoint)
Réseau canadien pour le revenu garanti
Société John Howard du Canada
Soutenez notre science (mémoire conjoint)
Syndicat des Métallos
Tremblay Dionne, Érick

ORGANISMES CARITATIFS ET SANS BUT LUCRATIF

Accelerate: Canada's ZEV Supply Chain Alliance
Action Canada pour la santé et les droits sexuels
Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale
Asper Foundation
Association canadienne des foires et des expositions
Association des hôtels du Canada
Association des paramédics du Canada

Association des professionnels en philanthropie
Association nationale des centres d'amitié
Be The Peace Institute
BGC Canada
Blumberg Segal SRL
British Columbia Humanist Association
Bumstead, Diana
Bureau de l'écran des Noirs
Buy Social Canada
Campagne de l'Aide à l'Afghanistan (mémoire conjoint)
Centraide United Way Canada
Centre d'accès équitable aux bibliothèques (mémoire conjoint)
Centre de Maple Leaf pour la sécurité alimentaire
Centre du diabète Charles H. Best
Civil Protection Youth Canada
Coalition canadienne des organismes de bienfaisance en santé
Coalition pour le droit à l'avortement au Canada
Conseil circumpolaire inuit
Conseil du secteur communautaire de Terre-Neuve-et-Labrador
Coopération Canada
Croix-Rouge canadienne
Embrace Health Foundation
Esprits sains, Enfants sains, Psychologie Canada
Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada
First Nations Fisheries Council de la Colombie-Britannique
Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation
Fondation pour la santé des femmes de la Colombie-Britannique
Fondations philanthropiques Canada
Geoscience BC
Global Citizen (mémoire conjoint)

Grands Frères Grandes Soeurs du Canada
Groupe de travail sur la politique canadienne en matière d'éducation
Groupe de travail sur les données fédérales sur les OBNL (mémoire conjoint)
Hébergement femmes Canada
Imagine Canada
Jewish Foundation of Manitoba
Johnson, Donald K.
Mentor Canada
Northern Birthwork Collective
Nyklickova, Tiffany
Ontario Bioscience Innovation Organization
Pillar Nonprofit Network
Réseau canadien pour le revenu garanti
Réseau Enchanté
Réseau pour l'avancement des communautés noires (mémoire conjoint)
Sinneave Family Foundation
Social Innovation Canada
Société canadienne des directeurs d'association
Société pour les troubles de l'humeur du Canada
Solutions à la pauvreté mondiale
Somali Centre for Culture and Recreation
Start2Finish Canada
Unicef Canada
Vaincre la cécité Canada
YMCA Calgary
YMCA Canada
YWCA Canada
YWCA de l'Alberta (mémoire conjoint)

PERSONNES AVEC UN HANDICAP

Centraide United Way Canada
Centre d'accès équitable aux bibliothèques (mémoire conjoint)
Centre d'action pour la sécurité du revenu
Centres communautaires d'alimentation du Canada
Every Canadian Counts (mémoire conjoint)
Fédération de la police nationale
Fibrose kystique Canada
Inclusion Canada
Institut national canadien pour les aveugles
Le handicap sans pauvreté
Marche des dix sous du Canada
Organismes caritatifs neurologiques du Canada
Parkinson Canada
Réseau canadien pour les maladies tropicales négligées
Safehaven Project for Community Living
Sinneave Family Foundation
Société canadienne de la sclérose en plaques
Société de l'arthrite du Canada
Syndicat canadien de la fonction publique

PEUPLES AUTOCHTONES

Action Canada pour la santé et les droits sexuels
Agnico Eagle Mines Limited
Arctic Research Foundation
Assemblée des Premières Nations
Assemblée des Premières Nations, région du Manitoba (mémoire conjoint)
Association canadienne d'experts-conseils en patrimoine
Association canadienne de counseling et de psychothérapie
Association canadienne des chefs de pompiers
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs

Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine
Association canadienne du droit de l'environnement
Association canadienne du propane
Association chiropratique canadienne
Association dentaire canadienne
Association des facultés de médecine du Canada
Association des femmes autochtones du Canada
Association des femmes inuites du Canada (Pauktuutit)
Association des firmes de génie-conseil – Canada
Association des paramédics du Canada
Association des produits forestiers du Canada
Association minière du Canada
Association nationale des centres d'amitié
Association nationale des sociétés autochtones de financement
Bacon, Tyler
Bureau de l'écran autochtone
Business Council of Alberta
Campagne Moose Hide
Centre national pour la vérité et la réconciliation
Centre ontarien de défense des droits des locataires
Coalition pour une saine alimentation scolaire (mémoire conjoint)
Collège NorQuest
Collèges et instituts Canada
Commission de la fiscalité des premières nations
Congrès des peuples autochtones
Conseil de gestion financière des Premières Nations
Conservation Ontario
Corporation AbbVie
EDF Renewables Canada Inc.
Elk River Watershed Alliance

Emploi et formation des Autochtones de Miziwe Biik
Enbridge
Équiterre
Fédération canadienne des associations de bibliothèques
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
Fédération Canadienne des Femmes Diplômées des Universités
Fédération de l'habitation coopérative du Canada
Fédération des centres d'amitié autochtones de l'Ontario
Fédération des élèves du secondaire au Canada
First Nations Fisheries Council de la Colombie-Britannique
First Unitarian Church of Hamilton
Fondation locale Helicopter Emergency Response Organization
Gill, Ashminder Ashley (mémoire conjoint)
Idrees, Muhammad
Indigenous Resource Network
Indspire
Ingénieurs Canada
Institut du delta Paix-Athabasca (mémoire conjoint)
Institut professionnel de la fonction publique du Canada
Institut technique des Premières Nations
Kingulliit Productions
Living Lakes Canada
Native Child and Family Services of Toronto
Nature Unie
Newmont Canada
Nukik Corporation
Ontario Native Women's Association
Organisations nationales de patients (mémoire conjoint)
Oxfam Canada
Pillar Nonprofit Network

PLATO Testing

Première Nation de Kluane

Première Nation des Chipewyans d'Athabasca (mémoire conjoint)

Première Nation du lac Manitoba (mémoire conjoint)

Ralliement national des Métis

Raven Indigenous Impact Foundation

Réseau Enchanté

Réseau québécois des OSBL d'habitation

Residential Construction Council of Ontario

Resource Works Society

Société pour la nature et les parcs du Canada

Stop TB Canada

Students for Partners in Health Canada-Western University Chapter

Sustainable Forestry Initiative

Syndicat canadien de la fonction publique

TC Énergie

Teck Resources Limited

Thompson Rivers University Students' Union

Thunderbird Partnership Foundation

Université Lakehead

Université Queen's

Universités Canada

University of Manitoba

University of Victoria

University of Waterloo

Ville de Vancouver

Ville de Yellowknife

Women of the Métis Nation - Les Femmes Michif Otipemisiwak

Yellowknives Dene First Nation

YWCA Canada

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Action Canada pour la santé et les droits sexuels

Ashminder Ashley Gill (mémoire conjoint)

Bacon, Tyler

Collèges et instituts Canada

Developing Young Leaders of Tomorrow, Today

Fédération Canadienne des Femmes Diplômées des Universités

Filiol, Norm

Groupe de travail sur les médias et la communication au service du développement (mémoire conjoint)

Médecins Sans Frontières

Muhammad Idrees

Oxfam Canada

Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants

Producteurs d'oeufs du Canada

Réseau canadien pour les maladies tropicales négligées

Réseau Dignité Canada

Réseau Enchanté

Shepherd, Olivia

Stephen Lewis Foundation

Stop TB Canada

RÉFORME FISCALE ET CONFORMITÉ

ACORN Canada

Association canadienne pour la santé mentale

Association des banquiers canadiens

Blumberg Segal SRL

Centre d'action pour la sécurité du revenu

Chambre de commerce de l'Alberta

Chambre de commerce de Surrey

Collectif échec aux paradis fiscaux

Confédération des syndicats nationaux

Conseil canadien du Web3

Fédération canadienne des contribuables

Institut national de la paie

Institut professionnel de la fonction publique du Canada

Oxfam Canada

PearTree Financial Services

Tremblay Dionne, Érick

Unifor

RÉGIONS RURALES, ÉLOIGNÉES ET NORDIQUES

Agnico Eagle Mines Limited

Arctic Research Foundation

Association canadienne de la distribution

Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux

Association des pharmaciens du Canada

Autorité canadienne pour les enregistrements Internet

Canadian Canola Growers Association

Canadian Communication Systems Alliance

Centre Dechinta pour la recherche et l'apprentissage

Collèges canadiens pour une relance économique résiliente (mémoire conjoint)

Grain Workers' Union, Local 333

Municipalités rurales de l'Alberta

Producteurs de fruits et légumes du Canada

TELUS Corporation

Unifor

Ville de Yellowknife

REVENU DE RETRAITE ET AÎNÉS

Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes

Association canadienne des hygiénistes dentaires

Association des services funéraires du Canada
Association nationale des retraités fédéraux
Bacon, Tyler
Business Council of Alberta
Centraide United Way Canada
Conference for Advanced Life Underwriting
Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia
Force Jeunesse
Home Instead
Parkinson Canada
Réseau FADOQ
Single Seniors for Tax Fairness
Syndicat des Métallos
Takagawa, Haruto
Unifor

SANTÉ PUBLIQUE

3M Canada
Action Canada pour la santé et les droits sexuels
Action hépatites Canada
Allergies alimentaires Canada (mémoire conjoint)
Alliance de la fonction publique du Canada
Alliance pour la prévention des maladies chroniques au Canada
Ashminder Ashley Gill (mémoire conjoint)
Association canadienne de santé publique
Association canadienne des chefs de pompiers
Association canadienne des ergothérapeutes
Association canadienne des optométristes
Association canadienne des technologues en radiation médicale
Association dentaire canadienne

Association des denturologistes du Canada (mémoire conjoint)
Association des pharmaciens du Canada
Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés
Association nationale des engraisseurs de bovins
Association pulmonaire du Canada
Be The Peace Institute
Canada Fetal Alcohol Spectrum Disorder Research Network
Cancer colorectal Canada
Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances
Centre for Sexuality
Coalition canadienne pour l'action sur le tabac
Coalition nationale des entreprises du cannabis
Coalition pour de meilleurs médicaments (mémoire conjoint)
Coalition pour le droit à l'avortement au Canada
Coalition pour une saine alimentation scolaire (mémoire conjoint)
Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada
Conseil canadien de l'industrie du conditionnement physique
Conseil canadien du ski
Corporation AbbVie
Diabète Canada
Éducation physique et santé Canada
Every Canadian Counts Coalition (mémoire conjoint)
Fédération nationale de l'avortement du Canada
Fondation des maladies du coeur et de l'AVC
Fondation prendre l'air
FRDJ Canada
Grands Frères Grandes Soeurs du Canada
GSK Canada
Imperial Tobacco Canada Limited
Institut Wellesley

International Downtown Association Canada
Life Sciences Ontario
Lung Health Foundation
MAP Centre for Urban Health Solutions
Myélome Canada
Organisations nationales de patients (mémoire conjoint)
Peloton Interactive Inc.
Prévention et contrôle des infections Canada
Producteurs laitiers du Canada
Réseau canadien pour les maladies tropicales négligées
Réseau juridique VIH
Société canadienne d'ophtalmologie
Société canadienne de schizophrénie
Société canadienne de thoracologie
Société pour les troubles de l'humeur du Canada
Stop TB Canada
Students for Partners in Health Canada-Western University Chapter
Takeda Canada
Tennis Canada
Université McMaster
University of Guelph
University of Manitoba
Vaincre la cécité Canada
Young Caregivers Association

SÉCURITÉ

Association canadienne de financement et de location
Association canadienne des chefs de pompiers
Association canadienne des travaux publics
Association des aéroports du Canada atlantique

Association des femmes autochtones du Canada
Association nucléaire canadienne
Associations nationales intéressées à la justice criminelle
Autorité canadienne pour les enregistrements Internet
Bacon, Tyler
Bureau d'assurance du Canada
Centre for Sexuality
Chambre de commerce du Canada
Coalition nationale contre le tabac de contrebande
Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs
Conservation Ontario
Croix-Rouge canadienne
Digital ID and Authentication Council of Canada
Fédération canadienne des contribuables
Fédération Canadienne des Femmes Diplômées des Universités
Fédération canadienne des municipalités
Fédération de la police nationale
Imperial Tobacco Canada Limited
Living Lakes Canada
Médecins canadiens pour un meilleur contrôle des armes à feu
Motorola Solutions Canada Inc.
Producteurs de bœuf du Manitoba
Société John Howard du Canada
TELUS Corporation
YWCA Canada
YWCA de l'Alberta (mémoire conjoint)

SOINS DE SANTÉ ET RECHERCHE

Action Canada pour la santé et les droits sexuels
Advocacy for Canadian Childhood Oncology Research Network

Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale
Animal Defence and Anti-Vivisection Society of British Columbia
Assemblée des Premières Nations
Association canadienne d'orthopédie
Association canadienne de physiothérapie
Association canadienne de soins et services à domicile
Association canadienne des chefs de pompiers
Association canadienne des ergothérapeutes
Association canadienne des hygiénistes dentaires
Association canadienne des neurosciences
Association canadienne des optométristes
Association canadienne des radiologistes
Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux
Association chiropratique canadienne
Association dentaire canadienne
Association des denturologistes du Canada (mémoire conjoint)
Association des facultés de médecine du Canada
Association des hôpitaux de l'Ontario
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association des paramédics du Canada
Association des pharmaciens du Canada
Association des psychiatres du Canada
Association médicale canadienne
Association nationale des retraités fédéraux
Bacon, Tyler
BioCanRx
Canada Fetal Alcohol Spectrum Disorder Research Network
Cancer colorectal Canada
Cancer de l'ovaire Canada
Centre C31 inc.

Centre canadien de la diversité des genres et de la sexualité
Centre de commercialisation en immunothérapie du cancer
Centre de sensibilisation au TDAH, Canada (mémoire conjoint)
Centre for Sexuality
Coalition canadienne des organismes de bienfaisance en santé
Coalition nationale des entreprises du cannabis
Coalition pour des soins de fin de vie de qualité du Canada
Coalition pour le droit à l'avortement au Canada
Coalition pour un système de santé résilient (mémoire conjoint)
Collectif canadien pour la santé mentale périnatale (mémoire conjoint)
Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada
Conference for Advanced Life Underwriting
Congrès du travail du Canada
Conseil du secteur communautaire de Terre-Neuve-et-Labrador
Coopération Canada
Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia
Diabète Canada
eHealth Centre of Excellence
Embrace Health Foundation
Fédération Canadienne des Femmes Diplômées des Universités
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers
Fédération nationale de l'avortement du Canada
Fondation canadienne du rein
Fondation Charles H. Best (mémoire conjoint)
Fondation des maladies du coeur et de l'AVC
Fondation pour la santé des femmes de la Colombie-Britannique
Forum canadien des innovateurs concernant les maladies rares
Groupe d'intervention action santé
Hoffmann-La Roche Limitée
Institut canadien de recherche et de traitement en sécurité publique

Jeunesse, J'écoute
Laboratoires Nucléaires Canadiens
Le Collège des médecins de famille du Canada
MAP Centre for Urban Health Solutions (mémoire conjoint)
Médecins Sans Frontières
Médicaments novateurs Canada
Medtech Canada
Myélome Canada
National Integrated Health Research and Innovation Coalition (mémoire conjoint)
Organisations nationales de patients (mémoire conjoint)
Organismes caritatifs neurologiques du Canada
Orthophonie et Audiologie Canada
Oxfam Canada
Pallium Canada
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada
Psychédéliques Canada
Ralliement national des Métis
Recherche Canada : Une alliance pour les découvertes en santé
Réseau canadien pour les maladies tropicales négligées
Santé des enfants Canada
Société Alzheimer du Canada
Société canadienne de la sclérose en plaques
Société canadienne de la SLA
Société canadienne de psychologie
Société canadienne de schizophrénie
Société canadienne de science de laboratoire médical
Société canadienne de thoracologie
Société canadienne du cancer
Société canadienne pour les biosciences moléculaires
Société de l'arthrite du Canada

SoinsSantéCAN

Stop TB Canada

Stratégie canadienne de recherche sur le cerveau

Undergraduates of Canadian Research-Intensive Universities

Unifor

Université MacEwan

University of Manitoba

Vaincre la cécité Canada

SOUTIEN TEMPORAIRE POUR LES ORGANISATIONS

Association canadienne des agences de voyages

Association des industries aérospatiales du Canada

Conseil canadien de l'industrie du conditionnement physique

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Fédération canadienne des contribuables

International Downtown Association Canada

Pacific National Exhibition

Residential Construction Council of Ontario

Restaurants Canada

SYSTÈMES FINANCIERS ET DE PAIEMENTS

ACORN Canada

Afterpay Canada Limited

Association canadienne des coopératives financières

Association des banquiers canadiens

Association des courtiers d'assurances du Canada

Bureau d'assurance du Canada

Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs

Conseil du patronat du Québec

Dapper Labs

Fair Tax Treatment for Responsible Digital Asset Mining Coalition

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Financial Data and Technology Association of North America
Flinks
Hut 8 Mining Corp.
Institut canadien des évaluateurs
Interac
Organisation canadienne des fournisseurs de comptes prépayés
Paiement Canada
Paytechs of Canada
Restaurants Canada
Square Canada Inc.
Un Canada résistant au climat
Wise Canada

TAXES À LA CONSOMMATION

Alliance pour la prévention des maladies chroniques au Canada
Association canadienne de counseling et de psychothérapie
Association canadienne de financement et de location
Association canadienne de l'aviation d'affaires
Association canadienne du propane
Association des industries aérospatiales du Canada
Association des microbrasseries canadiennes (mémoire conjoint)
Association pulmonaire du Canada
Aurora Cannabis
Bière Canada
Biocarburants avancés Canada
Canadian rental housing providers for affordable housing
Chambre de commerce du Canada
Cidre Canada
Coalition canadienne pour l'action sur le tabac

Coalition nationale contre le tabac de contrebande
Coalition nationale des entreprises du cannabis
Fair Tax Treatment for Responsible Digital Asset Mining Coalition
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fédération canadienne des contribuables
Hut 8 Mining Corp.
Imperial Tobacco Canada Limited
Molson Coors Canada
National Marine Manufacturers Association
Rothmans, Benson & Hedges Inc.
Société canadienne du cancer
Société de l'arthrite du Canada

TOURISME ET ACCUEIL

Alliance pour les arts visuels (mémoire conjoint)
Association canadienne des agences de voyages
Association canadienne des foires et des expositions
Association de l'industrie touristique du Canada
Association des autocaristes canadiens
Association des chemins de fer du Canada
Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada
Association des hôtels du Canada
Banff & Lake Louise Hospitality Association
Coalition des entreprises les plus touchées
Coalition nationale des entreprises du cannabis
Conseil canadien du ski
Conseil national des lignes aériennes du Canada
Festival international du film de Toronto inc.
Festivals et Événements Majeurs Canada (mémoire conjoint)
National Marine Manufacturers Association

Ontario Tourism Education Corporation

Restaurants Canada

TRANSPORTS

3M Canada

Administration aéroportuaire de Calgary

Administration de l'aéroport de Vancouver

Administration portuaire de Prince Rupert

Aliments et boissons Canada (mémoire conjoint)

Armateurs du Saint-Laurent

Association canadienne de l'aviation d'affaires

Association de l'industrie touristique du Canada

Association des aéroports du Canada atlantique

Association des autocaristes canadiens

Association des chemins de fer du Canada

Association des industries aérospatiales du Canada

Association minière du Canada

Autorité aéroportuaire du Grand Toronto

Banff & Lake Louise Hospitality Association

Canada Steamship Lines

Chambre de commerce maritime

Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada

Conseil des aéroports du Canada

Conseil du patronat du Québec

Conseil national des lignes aériennes du Canada

Food Supply Council

GCT Global Container Terminals Inc.

Miovision

Mobilité électrique Canada

National Marine Manufacturers Association

Nikola Motor Canada Inc

San Terminals Ltd.

Société de transport de Montréal

Transport Action Canada

Unifor

Université de Sherbrooke

UPS Canada

ANNEXE C

LISTE DES TÉMOINS

Le tableau ci-dessous présente les témoins qui ont comparu devant le Comité lors des réunions se rapportant au présent rapport. Les transcriptions de toutes les séances publiques reliées à ce rapport sont affichées sur la [page Web du Comité sur cette étude](#).

Organismes et individus	Date	Réunion
Association de l'industrie touristique du Canada Beth Potter, présidente et chef de la direction	2022/10/05	60
Coalition canadienne de la santé Steven Staples, directeur national des politiques et de la défense des droits	2022/10/05	60
Fonds canadien de la radio communautaire Alex Freedman, directeur général	2022/10/05	60
Manufacturiers et exportateurs du Canada Dennis A. Darby, président-directeur général	2022/10/05	60
Mobilité électrique Canada Daniel Breton, président-directeur général	2022/10/05	60
Société d'aide au développement des collectivités et Centre d'aide aux entreprises Pascal Harvey, directeur général	2022/10/05	60
Centre canadien de politiques alternatives David Macdonald, économiste principal	2022/10/24	63
Chambre de commerce du Canada Alla Drigola Birk, directrice principale, Affaires parlementaires et politique des petites et moyennes entreprises Alex Gray, directeur principal, Politique des services fiscaux et financiers	2022/10/24	63
Équiterre Marc-André Viau, directeur, Relations gouvernementales	2022/10/24	63

Organismes et individus	Date	Réunion
Fédération canadienne de l'agriculture Keith Currie, premier vice-président Scott Ross, directeur exécutif	2022/10/24	63
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante Daniel Kelly, président-directeur général	2022/10/24	63
S.U.C.C.E.S.S. Queenie Choo, présidente-directrice générale	2022/10/24	63
Centre consultatif des relations juives et israéliennes Shimon Koffler Fogel, président-directeur général	2022/10/26	64
Coalition du budget vert Tom L. Green, analyste des stratégies sur le climat, Fondation David Suzuki Shaughn McArthur, directeur adjoint, Nature Unie, relations gouvernementales Theresa McClenaghan, directrice exécutive de l'association canadienne du droit de l'environnement Andrew Van Iterson, gestionnaire	2022/10/26	64
Conseil canadien des affaires Robert Asselin, premier vice-président, Politiques publiques	2022/10/26	64
Fédération canadienne des contribuables Jeff Bowes, directeur principal des opérations digitales Franco Terrazzano, directeur fédéral	2022/10/26	64
Systèmes Info-Electroniques inc. Harinder Ahluwalia, président	2022/10/26	64
Union des producteurs agricoles Martin Caron, président général David Tougas, coordonnateur, Économie et commerce	2022/10/26	64
Association des hôtels du Canada Susie Grynol, présidente-directrice générale	2023/02/02	73
Association des industries aérospatiales du Canada Mike Mueller, président et chef de la direction	2023/02/02	73

Organismes et individus	Date	Réunion
Campagne 2000 Leila Sarangi, directrice nationale	2023/02/02	73
Conseil canadien des innovateurs Nicholas Schiavo, directeur, Affaires fédérales	2023/02/02	73
Conseil canadien des pêches Paul Lansbergen, président	2023/02/02	73
Keystone Agricultural Producers Colin Hornby, gestionnaire, Communications et relations avec les intervenants Jill Verwey, présidente	2023/02/02	73

PROCÈS-VERBAUX

Un exemplaire des *procès-verbaux* pertinents (réunions nos 60, 63, 64, 73, 74, 75, 76 et 78) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,
Peter Fonseca

Rapport dissident sur les consultations prébudgétaires des conservateurs

Les membres conservateurs du Comité ne peuvent pas appuyer le rapport de consultation prébudgétaire, car il n'aborde pas la crise de l'inflation et du coût de la vie créée par les hausses d'impôts croissantes et les dépenses incontrôlées des libéraux.

Par conséquent, les membres conservateurs recommandent ce qui suit:

- **Recommandation #1: Arrêter les taxes : Pas de nouvelles taxes.**

Cela comprend l'annulation de toutes les hausses d'impôts prévues et nouvelles, comme le triplement de la taxe sur le carbone, la deuxième taxe sur le carbone, la taxe de luxe, la taxe progressive sur l'alcool et les augmentations des charges sociales.

- **Recommandation #2: Arrêter les dépenses.**

Toute nouvelle dépense des ministres doit être assortie d'une économie équivalente. Cette politique, proposée par le chef de l'Opposition officielle, a été approuvée par la ministre Freeland dans une lettre adressée à ses propres ministres.¹

Le gouvernement libéral doit mettre un frein à ses dépenses déficitaires inflationnistes et s'attaquer au gonflement de sa dette. Le gouvernement fédéral ne peut pas imposer aux générations futures d'emprunter pour des dépenses courantes et doit travailler à l'équilibre budgétaire.

Contexte :

Après huit ans sous ce premier ministre, les Canadiens n'ont plus d'argent et les libéraux sont déconnectés. L'inflation est à son plus haut niveau depuis une génération. Les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi élevés depuis la récession mondiale de 2008. Le coût du gouvernement fait grimper le coût de la vie.

Cela a été confirmé à la fois par le gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, et par son prédécesseur, Mark Carney, qui ont confirmé que l'inflation est un problème national reflétant des facteurs nationaux tels que les dépenses du gouvernement libéral.² L'ancien ministre des Finances Bill Morneau a admis que ce gouvernement a probablement trop

¹ Toronto Star, [article](#), 19 octobre 2022, Stephanie Levitz

² FINA, [Témoignages](#), 23 novembre 2022, 1740 (Tiff Macklem, gouverneur, Banque du Canada); BANC, [Témoignages](#), 22 novembre 2022 (Mark Carney, vice-président, Brookfield Asset Management Inc.)

dépensé pendant la pandémie de la COVID-19. ³ L'ancien vice-premier ministre libéral et ministre des Finances, John Manley, a également critiqué la politique fiscale du premier ministre qui rend plus difficile la maîtrise de l'inflation. Il a averti que si les libéraux « continuent de brandir le tuyau d'incendie et d'injecter de l'argent pour que tout continue, je pense qu'ils vont alimenter l'inflation au lieu de la combattre. »⁴

Les chèques de paie ne vont plus aussi loin qu'avant. Les Canadiens réduisent leur régime alimentaire. En raison de l'inflation annuelle de 11,4 %, 20 % d'entre eux sautent des repas, tandis que la moitié des Canadiens réduisent leurs dépenses d'épicerie ou choisissent des produits moins nutritifs. ⁵ Nous avons appris que 1,5 million de Canadiens ont visité une banque alimentaire en un seul mois l'an dernier, dont un tiers d'enfants. ⁶

Plus de 20 % des propriétaires canadiens ont indiqué que le chauffage de leur maison cet hiver représente un fardeau financier important, car le prix du gaz naturel et des combustibles de chauffage domestique continue d'augmenter. ⁷

Les prix des maisons et les loyers ont doublé depuis 2015. Le loyer moyen d'un appartement de deux chambres à coucher dans les 10 plus grandes villes du Canada est maintenant de plus de 2 200 \$ par mois, comparativement à près de 1 200 \$ par mois en 2015. ⁸ Le prix moyen national des maisons au Canada reste 30 % plus élevé que les prix d'avant la pandémie, qui étaient déjà nettement plus élevés que lorsque le gouvernement libéral actuel est arrivé au pouvoir.

Les paiements mensuels sur les hypothèques augmentent même si les prix des maisons baissent. La dette des consommateurs est montée en flèche. La hausse des taux d'intérêt causée par les déficits inflationnistes signifie que cette dette coûte encore plus cher aux Canadiens. Dans un récent sondage, 45 % des détenteurs d'une hypothèque à taux variable affirment qu'ils devront vendre ou quitter leur maison dans moins de neuf mois en raison du niveau actuel des taux d'intérêt. ⁹ 80 % des prêts hypothécaires à taux variable ont atteint leur taux de déclenchement. ¹⁰

³ CTV News, [article](#), 6 janvier 2023, Rachel Aiello

⁴ Financial Post, [article](#), 30 janvier 2023, Stephanie Hughes

⁵ CTV News, [article](#), 9 décembre 2023, Personnel de la Presse Canadienne

⁶ Banques alimentaires Canada, [Rapport : Bilan-Faim 2022](#), p. 3, 27 octobre 2022

⁷ Toronto Sun, [article](#), 17 janvier 2023, Kevin Connor

⁸ Rentals.ca, [Février 2023 Rapport sur les loyers](#), Février 2023

⁹ Yahoo Finance Canada, [article](#), 2 février 2023, Alicja Siekierska

¹⁰ Banque Nationale du Canada, [Canada Watch Report](#), 25 janvier 2023, Stefane Marion; Daren King

C'est le résultat de huit années de dépenses libérales incontrôlées et de hausses d'impôts croissantes.

Les députés conservateurs sont très préoccupés par le fait que le processus de consultation prébudgétaire n'a pas accordé la priorité à la nécessité de rétablir la responsabilité financière et la capacité financière des Canadiens. Aucune des recommandations du rapport ne demande au gouvernement de réduire ses dépenses déficitaires inflationnistes et de s'attaquer à l'énorme dette fédérale.

Il n'y a pas eu d'occasion de demander au directeur parlementaire du budget d'évaluer le coût des plus grandes « demandes » de dépenses, ni d'analyse de coût pour les douzaines de demandes de dépenses auxquelles aucun montant n'était associé, mais qui entraîneraient presque certainement des milliards de dollars de pression supplémentaire sur le cadre financier du Canada.

Pour toutes ces raisons, les membres conservateurs du Comité ont refusé de participer à la formulation de recommandations pour le rapport, s'attendant pleinement à ce qu'il n'y ait aucune possibilité de présenter un rapport consensuel sur ces consultations.

Au lieu de continuer à dépenser de manière inflationniste et à augmenter les impôts, un gouvernement conservateur mettra fin aux subventions libérales aux médias, y compris les mesures de soutien aux médias et le financement par les contribuables de CBC/Radio-Canada. Nous augmenterons l'offre de logements, de nourriture et d'énergie canadienne afin de réduire l'inflation. Nous mettrons fin à la taxe progressive sur l'alcool et aux taxes sur le carbone. Nous nous attaquerons aux problèmes de reconnaissance des titres de compétences étrangers afin de répondre à la pénurie croissante de main-d'œuvre au Canada. Les conservateurs mettront également fin à l'aide sociale aux entreprises et au gaspillage des 21,4 milliards de dollars de contrats gouvernementaux avantageux accordés à des consultants à prix élevé et à des initiés libéraux.¹¹

En conclusion, ce rapport de consultation prébudgétaire n'aborde pas la crise de l'inflation et du coût de la vie créée par les dépenses incontrôlées des libéraux et les hausses d'impôts croissantes. Pour toutes ces raisons, les conservateurs ne peuvent pas appuyer les recommandations du rapport.

À vous le pouvoir.

¹¹ Directeur parlementaire du budget, [Rapport : Budget supplémentaire des dépenses \(C\)](#), 2022-2023, p. 8, 23 février 2023, Robert Behrend, Kaitlyn Vanderwees, et Jason Jacques

Cette année, le comité n'a pas été en mesure de tenir ses consultations prébudgétaires à la hauteur des attentes. Il est à souhaiter que ce soit différent dans l'avenir. Néanmoins, en plus des quelques séances de consultations, le comité a pris en compte l'ensemble des mémoires présentés. Ils ont été lus et étudiés par les membres du comité et plusieurs propositions intéressantes en émanent.

La collaboration des membres du comité a permis d'arriver à un rapport riche qui présente de nombreuses recommandations très intéressantes, notamment pour mieux lutter contre l'utilisation illégale ou immorale des paradis fiscaux.

Ces recommandations s'inscrivent le contexte actuel incertain. Même si l'inflation semble commencer à vouloir se stabiliser, les prix de biens essentiels ne cessent d'augmenter, alors que les revenus ne suivent pas nécessairement la même courbe. Tout ça dans un contexte d'endettement et de risque de récession. La situation demeure fragile pour plusieurs, notamment nos aînés, mais aussi une partie grandissante des travailleurs et travailleuses et des plus vulnérables de notre société.

En plus des enjeux du coût de la vie et d'endettement des ménages, plusieurs autres crises se déroulent de façon simultanée : que ce soit le manque de ressources dans les systèmes de santé, les échecs de gouvernance de l'appareil gouvernemental fédéral incapable de livrer des services dans un délai raisonnable, la crise linguistique et identitaire et les diverses crises mondiales. Nous pensons ici évidemment aux événements opposant les régimes autoritaires aux représentants des démocraties occidentales, mais aussi les GAFAM et autres entités multinationales qui effritent l'assiette fiscale des États et compétitionnent déloyalement nos acteurs locaux. Que ce soit par des stratagèmes fiscaux douteux, un cadre fédéral qui ne s'adapte pas au rythme de la technologie ou par une esquive de leurs devoirs, nous nous devons de demander une plus grande justice pour tous et toutes. Tout ça, dans un contexte de bouleversement de l'environnement où chaque société doit en faire davantage pour réduire son empreinte carbone et s'adapter à cette triste nouvelle réalité.

Ainsi, nous ne devrions pas nous attendre à ce que les prochaines années soient un long fleuve tranquille. Il se pourrait que la situation s'améliore : nous pouvons être optimistes, mais nous nous devons aussi d'être prévoyants. Il faudra que ce budget soit prudent, investisse aux bons endroits, se concentre sur les missions fondamentales du gouvernement fédéral et qu'il apporte des solutions aux multiples crises entrelacées qui nous touchent depuis près de trois ans.

Car, pour régler les différentes crises, il faudra éviter de viser une centralisation des pouvoirs, et des programmes, à Ottawa. Le gouvernement fédéral devra sortir de son carcan en lien avec son plan de communications et de la nécessité de cocher des cases sur l'entente avec le NPD, mais plutôt viser les résultats et l'efficacité. Par exemple, au lieu d'arrimer son programme de prestation dentaire à ce qui se faisait au Québec et dans certaines autres provinces, il a plutôt préféré créer une nouvelle patente avec plusieurs failles. Faire du travail sérieux prend du temps et de la concertation, mais se donner bonne conscience peut se faire avec l'arrogance de celui qui croit tout savoir et qui se sert de son pouvoir de dépenser pour contrôler l'agenda. Les leçons que le gouvernement se permet de donner aux premiers ministres du Québec et des provinces en sont de bons exemples, alors qu'Ottawa en a amplement à

faire dans ses propres champs de compétence. Et c'est là-dessus qu'il devrait travailler dans ce budget : ses dossiers et sa part en transferts en-dehors de ses champs de compétence.

La nation québécoise est minoritaire au Canada. C'est uniquement parce qu'elle a obtenu une certaine dose d'autonomie que l'élite politique du temps a accepté d'y adhérer en 1867. Alors que John A. McDonald souhaitait une union législative où les provinces seraient soumises à l'autorité du fédéral, la classe politique québécoise y était unanimement opposée. Le compromis a été le modèle fédéral avec deux ordres de gouvernement égaux et aussi souverains l'un que l'autre, mais pas dans les mêmes domaines. Il est important de rappeler que, jamais dans son histoire, le peuple québécois n'a voté pour son adhésion au Canada, ni en 1867, ni au rapatriement de la constitution en 1982, ni dans les autres négociations constitutionnelles.

Le théoricien du multiculturalisme Will Kymlicka, qui reconnaît d'emblée que ce modèle ne convient pas à une nation minoritaire comme le Québec, l'affirme en ces termes : « Si le Québec ne s'était pas fait garantir les pouvoirs substantiels qu'il s'est vu conférer, et donc la protection contre le fait de se voir imposer les décisions de la majorité canadienne-anglaise, il est certain qu'il n'aurait jamais joint la fédération canadienne ou aurait fait sécession peu longtemps après. » Dit autrement, la souveraineté de l'Assemblée nationale du Québec dans ses domaines de compétence est non-négociable. Ce partage des pouvoirs semble de moins en moins être pris en compte à Ottawa et même dans ce comité, où un certain nombre de recommandations constituent des intrusions inacceptables, et ce, malgré le préambule qui rappelle justement le respect des champs de compétences.

Nous avons porté plusieurs recommandations d'acteurs économiques, sociaux et culturels du Québec, ou qui étaient bonnes pour le Québec, et qui se retrouvent dans le rapport cette année. Toutefois, des mesures importantes ne s'y retrouvent pas. Nous publierons sous peu les attentes budgétaires du Bloc Québécois, qui comprendront les enjeux principaux pour notre formation politique, mais également des propositions importantes pour différentes organisations et groupes du Québec. Et tant que l'indépendance ne sera pas réalisée, le Bloc Québécois défendra les idées portées par les Québécoises et les Québécois à la Chambre des Communes.

OPINION COMPLÉMENTAIRE DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU CANADA

Les néo-démocrates se réjouissent de bon nombre des recommandations formulées par le Comité. Ils déplorent toutefois que ce dernier n'ait pas été en mesure de se déplacer pour rencontrer les Canadiens au sein de leurs communautés et espèrent améliorer le processus, et le rendre plus accessible, en vue des consultations prébudgétaires de l'année prochaine.

La recommandation visant à exempter les personnes à faible revenu du remboursement de la PCU revêt une importance particulière, car l'Agence du revenu du Canada continue de gaspiller des ressources en pourchassant des personnes pour des dettes qu'elles n'ont tout simplement pas les moyens de rembourser en raison de la pauvreté dans laquelle elles vivent. Ce processus fait du tort aux personnes en situation difficile sans que le trésor public n'en tire aucun avantage. L'ARC devrait concentrer son attention sur les personnes qui ont les ressources nécessaires pour rembourser la prestation reçue ou qui ont commis un vol d'identité ou toute autre forme de fraude afin de la toucher.

Nous applaudissons aussi aux recommandations visant à financer les soins dentaires, l'assurance-médicaments et l'amélioration des soins de longue durée pour les Canadiens qui en ont besoin. Ces initiatives amélioreront grandement la santé des Canadiens et feront en sorte que ceux-ci aient accès aux services de santé essentiels à une bonne qualité de vie en fonction de leurs besoins, et non de leur capacité de payer. Ces recommandations devraient être mises en œuvre de manière à étendre et à améliorer la prestation de services de santé publics et non à utiliser les fonds publics pour augmenter les profits privés.

Les Canadiens éprouvent beaucoup de difficultés à trouver une maison qu'ils peuvent se payer. Le gouvernement fédéral devrait utiliser les outils à sa disposition pour lutter contre la financiarisation accrue du marché immobilier. Les peuples autochtones sont confrontés à des difficultés supplémentaires pour trouver un logement. C'est pourquoi il est important de fournir les ressources nécessaires à la conception d'une stratégie par les Autochtones et pour les Autochtones sur le logement en milieux urbain, rural et nordique. Nous encourageons le gouvernement à en faire une priorité dans le prochain budget.

De nombreuses subventions aux combustibles fossiles gonflent les profits de l'une des filières les plus rentables du Canada. Les sociétés pétrolières et gazières devraient payer leur juste part. L'élimination des subventions aux combustibles fossiles et l'investissement des revenus supplémentaires dans des projets visant à réduire les émissions de carbone du Canada, comme le Kivalliq Hydro Link, sont une façon pour le pays de faire sa part dans la lutte contre les changements climatiques, tout en créant de bons emplois.

Dans le même ordre d'idées, le Canada devrait exiger que davantage de secteurs d'activité paient leur juste part. Il ne devrait pas chercher à offrir le taux d'imposition des sociétés le plus bas alors qu'il dispose de tant d'autres avantages concurrentiels attrayants pour les investisseurs. Nous devrions augmenter le taux d'imposition des sociétés et instituer une taxe sur les profits exceptionnels dans le contexte actuel où les hausses de prix des entreprises sont

un facteur important d'inflation et que les entreprises de certains secteurs engrangent des profits records. Ce serait aussi simple que de prolonger le dividende pour la relance au Canada, que le gouvernement a été obligé de mettre en œuvre grâce aux néo-démocrates.